

LE SEMEUR DU KASAÏ
Revue pluridisciplinaire
Numéro 2, second semestre 2023

Le Semeur du Kasai (LSK) est une revue scientifique pluridisciplinaire. C'est un des résultats durables du projet « Leadership en développement coopératif ». Ce dernier a été financé, de 2003 à 2008, par l'Agence canadienne de développement international, dans le cadre du programme de partenariat des Collèges canadiens (PPCC). Le Collège Boréal en était le maître d'oeuvre.

Les textes publiés dans cette revue expriment librement les opinions de leurs auteurs. Ils n'engagent pas la responsabilité des éditeurs institutionnels que sont l'Institut supérieur de développement rural (ISDR-Tshibashi) et l'Institut supérieur de développement intégral (ISDI). Un comité d'appui scientifique constitué de Kasaiens de la Diaspora collabore à la réalisation de la revue.

Pour toute correspondance concernant les droits d'auteur et le contenu de la revue (articles, comptes rendus, notes et remarques) et toute demande concernant la rédaction, prière de s'adresser à : Le Semeur du Kasai, ISDR-TSHIBASHI, B. P. 70 Kananga, Kasai Central, République démocratique du Congo. isdr_tshibashi@yahoo.ca ou Comité scientifique appui akbululu@hotmail.com.

© 2023 Le Semeur du Kasai et les auteurs
Dépôt légal – Second semestre 2023
Bibliothèque nationale de la RD Congo
KK 3.0704 – 57 057 ISSN 1913-9608 (en ligne : www.kuetu.com)
ISSN 1913-9594 (imprimé)

Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur au Canada. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Rédacteur responsable : Professeur Laurent Kadiebwe Tshidika (kadielaurent@gmail.com)

Directeur de rédaction : Professeur Eddie Kabasele Munyoka (edkabas@yahoo.com)

Directeur de rédaction adjoint : Professeur Jean-Pierre Kapongo (jptkapongo@yahoo.co.uk)

Secrétaire de rédaction : C.T (poste à combler)

Comité scientifique de sélection

Crispin Maalu-Bungi Lungenyi Lumwe, Modeste Bukasa Tubadikukub, Jean-Claude Tshilumbayi Masau, Frédéric Nyoka Mupangila, Félicien Mulamba Mubyabu, Sylvain Mulowayi Dibaya, Timothée Kazadi Kimbu Musopua, Diambile Luboya, Bien-Aimé Kabemba Tubelangane, Grégoire Ngalamulume Tshiebue, Philippe Kanku Tubenzele, Bululu Kabatakaka, Stéphane Tubene, Thomas Bakajika, Lambert Museka Ntumba, Etienne Mutshipayi, Ntumba Mwena Mwanza, Paulin Ntumba Ngandu, Tshijiuke Kabongo, Jean-Pierre Tshikuna Matamba, Mpampa Mpampa, Sylvain Kalamba Nsapo, Albert Bakalowe, Tshilembi Mbowwa, Katalayi Jean-Pierre Kanku, José Tshisungu wa Tshisungu.

Études et essais

Eddie Kabasele Munyoka, Grace B. Kabongo, Kamney K. Fortunat, Romain et M. Mputu
Efficacité d'allocation des ressources dans la production de l'arachide à Luiza. P. 5-13

Bertin N. Kabongo Lukuanga, *L'orientation pédagogique des enseignants du secondaire : un facteur éducatif de qualité à considérer à Kananga*. P.15-26

Eddie Kabasele Munyoka, Fernand Ilunga M. M., Patrick Nsabwa M., et Romain Mputu M. *Perception de la qualité des semences par les futurs vulgarisateurs à Kananga*. P. 27-36

Joseph Olivier Munongo, Bernard Bijanu Kabamusu, et Léon Ntambue Ntambue. *Culture maraichère : une activité de survie et/ou de lutte contre la pauvreté à Kananga*. P. 37-45

Eddie Kabasele Munyoka, Patrick M Nsabua, Kizito Mukendi, Gilbert. M. Mutela, Celestin T. Banana et Fortunat K. Kamney. *Choix des stratégies résilientes et perception des cultivateurs sur les perturbations du calendrier agricole au Kasai Central*. P. 47-59

Théodore Mwamba Bakatubenge, Mathieu Nkuba Luaba, Jean-Marie Beya Tshimanga, Cédric Kwete Bakadipanda, Joseph Ngalumulume Binku, Berthe Mputu Tshipamba et Timothée Tshiuba Tshimanga. *Opinion des ménages sur les déterminants de l'insécurité alimentaire dans l'aire de Santé Vingt-mai à Kananga, Province du Kasai Central*. P. 61-70

Alphonse Ntumba Kande, Frédéric Wubanewenu Tshikala et David Ntumba Mfuadi.
Énumération de différentes sources de provenance des recettes douanières à la DGDA/Kasai Occidental démembré. P. 71-77

Théodore Mwamba Bakatubenga, Mathieu Nkuba Luaba, Jean-Pierre Kamonji Ikomba, Marthe Bimpangishe Mulakayi, Jean-Marie Beya Tshimanga, Cédric Kwete Bakadipanda et Timothée Tshiuba Tshimanga. *Expérience et attente des Adolescents sur la consommation de l'alcool éthylique dans le quartier Malandji, ville de Kananga, Province du Kasai Central*. P. 79-85

Frédéric Wubanewenu Tshikala. *La gestion du milieu rural et le développement socio-économique de la ville de Kananga*. P. 87-98

Compte rendu

Bululu Kabatakaka, Tshibwabwa Sinaseli, *La société congolaise sous J. Kabila et sous F.A. Tshisekedi. Essai sur la mesure de la stupidité humaine*, INADEP, Québec, 2023, 172 pages. P. 99-106

Efficacité d'allocation des ressources dans la production de l'arachide à Luiza

Eddie Kabasele Munyoka
Professeur/ISDR Tshibashi
Grace B. Kabongo
Chef de station Approbes Luiza
Kamney K. Fortunat
Assistant/UNIKAN
Romain M. Mputu
Assistant/UNIKAN

Résumé

Cette étude a évalué l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production de l'arachide à Luiza au Kasai Central en RD Congo. Deux cent vingt producteurs de l'arachide y ont été sélectionnés d'une façon aléatoire à plusieurs étapes dans six collectivités. Un questionnaire structuré leur a été administré pour obtenir les données sur la taille de leurs champs, le coût des outils agricoles et celui de la main-d'œuvre, le rendement de l'arachide, les recettes totales après la vente de l'arachide et leurs caractéristiques socio-économiques telles que l'âge, l'état civil, la taille de la famille et le niveau d'éducation. Les données ont été analysées avec le logiciel SPSS V.26 pour les statistiques descriptives et inférentielles. La budgétisation et l'analyse de la fonction de production de l'arachide ont permis d'interpréter les résultats. Ces derniers ont montré que le revenu brut par hectare, la marge brute et les valeurs du revenu agricole net respectivement étaient de FC 583740, FC 431514 et FC405351. Les rendements sur l'investissement dans la main d'œuvre (travail) et dans le capital étaient respectivement de 3,15 et 2,09. Les résultats ont également indiqué que la taille de champ, le coût des outils agricoles, celui de la main-d'œuvre non familiale et familiale et du transport sont bel et bien utilisés dans la zone rationnelle de la fonction de production de l'arachide, mais pas au niveau optimal. Le travail fatiguant en agriculture étant le labour et le semis, il serait intéressant que les ministères et les ONG intervenant contre l'insécurité alimentaire assistent les cultivateurs en techniques culturales, le labour et le semis mécanique et subventionnent l'acquisition des semences améliorées.

Mots clés : efficacité, allocation, ressources, arachide, rendement, investissement, production et Luiza.

INTRODUCTION

La culture d'arachide (*Arachis hypogaea*) est une légumineuse d'une immense importance économique et nutritionnelle dans le monde (AWAL et IKEDA, 2003). Elle constitue un élément crucial du système agroalimentaire, contribuant de manière significative à la sécurité alimentaire en raison de sa riche composition nutritionnelle (FAYE, et al., 2018). L'arachide est principalement réputée pour sa teneur élevée en protéines (+/- 25,8 % protéines) contribuant considérablement à l'apport alimentaire en cet élément (Davis et DEAN, 2016). Des niveaux extrêmes de carence en protéines peuvent entraîner la mort (LILIANE et CHARLES, 2020). Ce phénomène est particulièrement courant en Afrique subsaharienne, et en particulier à Kananga où une forte proportion de jeunes enfants souffre de malnutrition (KABASELE et al, 2019). Grâce à sa teneur élevée, elle peut servir pour lutter contre la malnutrition surtout chez les enfants de 0 à 5 ans (BALOTA et OAKES, 2016). De plus, elle constitue une riche source de graisses saines, en particulier de graisses mono-insaturées, associées à des bienfaits pour la santé cardiovasculaire (AWAL et IKEDA, 2003). Il a été démontré que les agro écosystèmes d'arachide augmentent l'activité métabolique souterraine dans les systèmes semi-arides (FAYE, et al., 2018) et présentent des niveaux élevés d'ajustements physiologiques dans des conditions élevées de CO₂, ce qui pourrait accroître la résilience à la sécheresse (LAZA et al, 2023).

La production d'arachide a contribué à la sécurité alimentaire au Ghana comme au Sénégal grâce à sa capacité de tolérance à la sécheresse et à la survivance sur des terres marginales (BALOTA et OAKES,

2016). Néanmoins, une mauvaise manipulation tout au long de la chaîne de valeur favorise la contamination par les aflatoxines, une menace pour la vie humaine et animale (ARAUS et al.,1998). Les pratiques de stockage améliorées dirigées par les agriculteurs sont recommandées.

Malgré la valeur substantielle des arachides et leur importance pour la sécurité alimentaire, leur amélioration génétique pose des défis considérables (FLECHER et SHI,2016). Bien que fiables, les méthodes traditionnelles dans la sélection de la culture de l'arachide sont des processus de longue haleine qui nécessitent souvent plusieurs cycles de sélection pour développer des cultivars améliorés (AWAL et IKEDA, 2003). Cette lenteur des progrès dans la sélection de l'arachide constitue un obstacle pour l'industrie, en particulier face à des défis changeants tels que les conditions climatiques changeantes et les ravageurs et maladies émergents (LAZA et al., 2023). Les cacahuètes ont connu de grandes améliorations au cours des dernières décennies ; cependant, comme c'est le cas pour d'autres espèces cultivées, le 'phénotypage' (MANLEY et al., 2023), reste un goulot d'étranglement considérable dans les processus de sélection de l'arachide et un principal facteur limitant pour les taux globaux de gain génétique de la culture (FAYE, et al., 2018).

Certes, l'arachide est une des cultures vivrières essentielles de la province du Kasai Central. Le développement des techniques de son 'phénotypage' à haut rendement est essentiel pour améliorer son taux de gain génétique (LILIANE et CHARLES, 2020). Compte tenu des défis évidents liés à l'estimation directe de son rendement, une approche impliquant les phénotypes de l'arachide serait suffisamment conseillée, mais non nécessairement recommandée (BORRA-SERRANO et al., 2020), car à Luiza comme dans toute la RDC, le système d'agriculture de subsistance est prédominant (ARAUS et al.,1998).

Selon la dernière phase de l'IPC, Luiza qui est le principal grenier de l'arachide au Kasai Central affiche les statistiques décevantes quant à la sécurité alimentaire (CAID, 2023). Toutefois, l'arachide n'y ait contribué que timidement. Les efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire semblent afficher leurs limites dans la province. Les intervenants se demandent quelles en sont les causes. Une des hypothèses plausibles serait le manque de soutien à la fonction publique donc les ministères qui encadrent les producteurs. Cet encadrement améliore l'efficacité technique de l'allocation des ressources par les agriculteurs pour augmenter la production agricole. Cette dimension a longtemps été négligée. Elle est presque agonisante. Elle est pourtant le support sinon le soutien de toute la pérennisation des acquis des interventions pour améliorer la situation des agriculteurs.

Les bailleurs de fonds estiment que la fonction publique est une affaire publique qui relève de la responsabilité de l'État. Son fonctionnement a des conséquences sur les résultats des interventions faites dans sa juridiction. La jonction mérite d'être assurée entre intervenants du fait qu'ils concourent au même but : combattre l'insécurité alimentaire. En outre, malgré son importance économique, une attention suffisante n'a plus été accordée à la production de l'arachide en tant que culture économique et industrielle. Plus précisément, il existe un manque d'informations concernant les niveaux optimaux d'utilisation des ressources dans sa production depuis que le Centre de production des semences de Salushimba ne fonctionne plus comme il se doit.

Cette étude a été réalisée afin de déterminer si les ressources dans la production de l'arachide sont utilisées de manière optimale en vue d'obtenir son meilleur rendement. Les objectifs spécifiques étant d'estimer les coûts et les rendements ainsi que de déterminer l'allocation optimale des ressources utilisées dans la production de l'arachide à Luiza.

2. AVANTAGES DE L'ARACHIDE

Les cacahuètes ne font pas réellement partie de la famille des noix. Ils sont classés comme légumineuses avec des aliments comme les pois verts, le soja et les lentilles. La culture d'arachide est probablement originaire d'Amérique du Sud, du Brésil ou du Pérou (FLECHER et SHI,2016). Les scientifiques ont découvert des poteries vieilles de 3 500 ans en forme de cacahuètes, ainsi que les décorations de

cacahuètes, en Amérique du Sud (BAGHERIAN et al., 2023). Les cacahuètes poussent sous la terre en tant que fruit de l'arachide (AWAL et IKEDA, 2003).

Les gens pensent que l'arachide n'a pas autant de valeur nutritionnelle que les vraies noix comme les amandes ou les noix de cajou. Mais en réalité, les arachides présentent plus des bienfaits pour la santé que certaines noix les plus coûteuses et ne doivent pas être négligées en tant qu'aliment nutritif (DAVIS et DEAN, 2016; BADIANE, 2016). Une grande attention a été accordée aux noix et aux amandes en tant qu'aliments « bons pour le cœur », étant donné leur teneur élevée en lipides insaturés. Mais les recherches suggèrent que les arachides sont tout aussi bonnes pour la santé cardiaque que les autres noix qui coûtent très chères (FLECHER et SHI, 2016). Les arachides aident à prévenir les maladies cardiaques en abaissant le taux de cholestérol. Ils peuvent ainsi empêcher la formation de petits caillots sanguins et réduire le risque de la crise cardiaque ou d'accident vasculaire cérébral (AVC) (LAZA et al, 2023).

Les arachides étant riches en protéines peuvent aider à vous sentir rassasié avec moins de calories, car ils secondent certaines amandes quant à leur quantité des protéines. Des études scientifiques ont montré que les personnes qui incluent une quantité modérée d'arachides dans leur alimentation perdent de poids (BAGHERIAN et al., 2023). Manger des arachides pourrait aussi aider à vivre plus longtemps. Une autre étude à grande échelle a révélé que les personnes qui mangeaient régulièrement n'importe quel type de noix (y compris les arachides) étaient moins susceptibles de mourir, quelle qu'en soit la cause, par rapport à celles qui en mangeaient rarement (KRIS-ETHERTON et al., 1999). Toutefois, l'étude étant observationnelle, elle n'a pu prouver que les arachides étaient exactement à l'origine de la baisse des taux de mortalité. Elle a dû confirmer qu'elles y étaient définitivement associées (LAZA et al, 2021 ; AWAL et IKEDA, 2003).

Les cacahuètes sont un aliment à faible indice glycémique, ce qui signifie que leur consommation ne provoque pas d'augmentation de votre glycémie (KRIS-ETHERTON et al., 1999). Certaines études ont montré que la consommation d'arachides peut réduire le risque de diabète de type 2 chez les femmes (BAGHERIAN et al., 2023).

Les cacahuètes sont une bonne source de fibres qui aident à réduire l'inflammation dans tout corps humain et aident le système digestif (KRIS-ETHERTON et al., 1999). Des recherches ont démontré que chez les personnes âgées, la consommation de beurre d'arachide peut contribuer à réduire le risque de développer un certain type de cancer de l'estomac appelé adénocarcinome gastrique non cardiaque (AWAL et IKEDA, 2003).

En conclusion, les cacahuètes sont riches en protéines, en graisses et en fibres. Les graisses d'arachides sont connues sous le nom de « bonnes graisses ». Ces types de graisses aident à réduire votre taux de cholestérol. Les arachides peuvent réduire le risque de diabète de type 2 chez les femmes et peuvent prolonger la vie humaine.

3. DÉSAVANTAGES DE L'ARACHIDE

Même si les arachides sont des aliments sains, tout le monde ne peut pas en profiter. L'allergie aux arachides est celle qui cause la majorité de tous les décès parmi la plupart des allergies alimentaires. L'allergie légère aux arachides présente des symptômes tels que des démangeaisons, des nausées ou un gonflement du visage (BAGHERIAN et al., 2023). Cependant, une allergie grave aux arachides peut provoquer une réaction potentiellement mortelle appelée anaphylaxie. Cette dernière présente les symptômes suivants : les difficultés respiratoires, le changement de vigilance, la nausée, le vomissement, la crise d'épilepsie; la douleur thoracique, le gonflement de la langue, du visage ou des lèvres, la somnolence extrême; et l'étourdissement. Il est important de parler à un médecin si vous ressentez une sensation inconfortable en mangeant des cacahuètes. Ces dernières peuvent être consommées crues, blanchies, rôties, bouillies, frites, en poudre ou transformées en beurre de cacahuète. Les manger avec leur tégument fin et semblable à du papier est très bénéfique sur le plan nutritionnel, car il contient de nombreux antioxydants et composés phytochimiques (BADIANE A., 2016)

4. MÉTHODOLOGIE

4.1. Milieu d'étude

Luiza est une entité de la province du Kasai Central qui a été créée par l'ordonnance n°27/AIMO du 04 février 1945. Elle est limitée :



Au Nord – Ouest par le territoire de Kazumba ;
Au Nord – Est par le territoire de Dibaya ;
Au Sud par la République d'Angola et le territoire de Kapanga ;
À l'Est par les territoires de Luilu et de Kamiji
À l'Ouest par le territoire de Kamonya

Source : WWW.CAID.CD

Elle est située entre 7° à 8° d'altitude Sud et 22° à 23° de longitude Est, à une altitude qui varie entre 500 à 1000 m. Elle jouit d'un climat tropical humide avec une alternance des saisons dont une courte saison sèche de 3 mois couvrant le mois de mai, juin et juillet et une longue saison de pluie de 9 mois allant d'août en avril avec des précipitations moyennes variant entre 1400 et 1660mm. La température à Luiza varie selon ces deux saisons. La température moyenne diurne s'élève à 30° et la nocturne qui va de 22° à 32°. Luiza a un sol qui a de grandes potentialités naturelles pour la production agricole et pastorale. Il est de trois types : argilo-sablonneux, argilolimoneux, et sablo-argileux avec une prédominance argilo-sablonneuse. Il est favorable à la production du manioc, maïs, soja, pomme de terre, oignon et de l'arachide. Donc, Luiza a un avantage comparatif dans la production de ces cultures par rapport aux autres territoires, raison qui justifie son choix pour cette recherche.

4.2. Techniques de collecte des données et d'échantillonnage

Les données primaires ont été obtenues grâce à l'utilisation d'un questionnaire structuré administré aux producteurs de l'arachide sélectionnés par une technique d'échantillonnage aléatoire à plusieurs étapes. Six (6) collectivités de Luiza ont fait l'objet de sélection. Dans chacune d'elle, deux villages ont été choisis. Puis 20 cultivateurs d'arachides par village ont participé à l'enquête. Au total 240 répondants ont constitué l'échantillon de cette étude. Lors du toilettage des données, celles aberrantes et manquantes ont été éliminées. C'est ainsi qu'au finish nous avons travaillé avec 220 cultivateurs.

4.3. Analyse des données

Les données sur les facteurs de production ont été récoltées. Il s'agit de la taille du champ, le coût des outils agricoles, le coût de la main-d'œuvre, le rendement de l'arachide et le revenu total provenant de la vente de l'arachide. En outre, les données sur les caractéristiques socio-économiques de répondants telles que l'âge, l'état civil, la taille de la famille et le niveau d'éducation furent recueillies. Elles étaient analysées à l'aide du logiciel SPSS V 26. Les statistiques descriptives et inférentielles nous ont permis de décrire et interpréter les résultats. Nous avons calculé les marges brutes, établi les budgets de la production d'arachide, pour déterminer sa rentabilité. Pour se prononcer sur l'efficacité de l'allocation des ressources, nous avons analysé l'expression de la fonction production de l'arachide. Cette fonction est implicitement présentée par l'équation (1) :

$$Y = f(X_1, X_2, X_3, X_4, X_5, \dots, U) \quad (1)$$

Où : Y = Quantité de l'arachide produite par le n^{ème} cultivateur (kg),

X₁ = Taille du champ d'arachide (hectares),

X₂ = Coût des outils agricoles (FC),

X₃ = Coût du Travail salarié (jour-homme)

X₄ = Coût du Travail familial (jour-homme)

X_5 = Coût du transport (FC)

U = le terme d'erreur (supposons que sa moyenne est zéro et sa variance est constante).

Quatre formes de fonction de production ont été essayées en utilisant la technique des moindres carrés ordinaires (OLS). Seule la forme de Cobb Douglas a été retenue conformément aux critères économiques a priori, de l'ampleur de ses coefficients, du respect de la logique de leurs signes, du degré de signification des coefficients de détermination multiple et ajustée (R^2), du test F et test t. ceci est explicitement représenté par l'équation (2) ci-dessous :

$$\text{Log } Y = b_0 + b_1 \log X_1 + b_2 \log X_2 + b_3 \log X_3 + b_4 \log X_4 + b_5 \log X_5 \quad (2)$$

La valeur de la production marginale (VPM) de chaque intrant a été calculée en utilisant le coefficient de la régression de chaque intrant et les valeurs moyennes géométriques des revenus de l'arachide et des intrants alloués à sa production. Pour la fonction Cobb-Douglas, la VPM est le produit du coefficient d'élasticité des intrants de la production (b_i) et de la moyenne de la quantité d'arachides produite soit, Y/X_i . Le coût du facteur marginal (CFM) de l'intrant a été considéré comme le prix du marché de l'intrant ou les valeurs des moyennes géométriques des coûts des intrants, ou encore le prix de la dépréciation des actifs durables. La dépréciation annuelle moyenne d'un actif durable c'est en fait le CFM, car elle représente la partie du coût de l'actif durable consommée pendant la période de production. Le rapport VPM/CFM de chaque intrant est la mesure de l'efficacité de son allocation.

Le modèle de la technique budgétaire a servi pour l'estimation de la marge brute explicitement. Elle est exprimée comme suit : Marge brute (MB) = RB – CVT dans laquelle MB = Marge brute, RB = Revenu brut et CVT = Coût variable total et le revenu agricole net (RN) = MB – CFT où CFT = Coût fixe total. La valeur absolue de la variation en pourcentage de la VPM de chaque ressource était calculée ainsi :

$$D = [1 - (\text{CFM}/\text{VPM}) \cdot 100]$$

Où D est une valeur absolue (IHEANACHO et al, 2000).

5. RÉSULTAT ET DISCUSSION

Le tableau 1 montre que la majorité (65 %) des répondants est dans l'âge (20 à 60 ans) ; ce qui indique que la plupart des agriculteurs étaient dans leurs années économiquement actives. Cela implique que la productivité devrait être élevée. La production de l'arachide à Luiza est une profession à prédominance féminine. La faible participation des femmes est imputable à la pratique matriarcale des coutumes à Luiza consistant à faire appartenir les enfants aux clans de leurs mères biologiques. Les résultats ont également indiqué que 90 pour cent des cultivateurs interrogés sont alphabètes. Ils ont reçu une éducation formelle. Ils sont de ce fait réceptifs aux innovations agricoles. Selon le tableau 1 près de 89% de participants ont la charge de 4 et plus individus dans leurs ménages en moyenne. Ils sont responsables pour leur alimentation, santé, habillement, scolarisation ; d'où leur intérêt à accepter les techniques innovantes pour améliorer le rendement de l'arachide.

Tableau 1. Caractéristiques socio-économiques des répondants (N = 220)

VARIABLES	FRÉQUENCE	%
Age		
20-40	84	38,18
41-60	109	49,54
61 et plus	27	12,27
Genre		
Masculin	105	47,73
Féminin	115	52,27
Statut marital		
Marie	97	44,1
Célibataire	67	30,45
Veuf	56	25,45
Education		
Sans éducation	22	10
Primaire	138	62,73
Secondaire	50	22,72
Universitaire	10	4,54
Taille de ménage		
1-3	25	11,36
4-6	106	48,18
6 et plus	89	40,45

Les résultats du tableau 2 indiquent que la propriété foncière des champs emblavés à Luiza se fait principalement par héritage. Cela laisse présager des conflits de succession et des terres qui prévalent dans le territoire depuis un certain moment ; car, plus la taille des familles augmente, plus le morcellement de terres à cultiver posera des soucis, conduisant ainsi à plus de conflits empêchant les agriculteurs d'adopter et d'agrandir les champs de l'arachide. En outre, la majorité (95 pour cent) des cultivateurs est constituée de petits exploitants agricoles. Cela peut affecter la mécanisation et l'adoption d'innovations nécessitant des exploitations de grande taille. La traction bovine y est faisable. Elle y a été tentée timidement sans encouragement. La main d'œuvre y est partagée entre la famille (5,4%) et particulier (10,5%) tandis que leur combinaison reste beaucoup plus marquée avec 80% (tableau 2).

Tableau 2. Besoins et utilisation de ressources par les répondants (N = 220)

VARIABLES	FRÉQUENCE	%
Source du champ		
Succession	144	65,45
Location	59	26,81
Achat	17	7,72
Superficie du champ		
Moins d'1Ha	126	57,27
1-3 Ha	84	38,18
4-6 Ha	8	3,63
6 Ha et plus	2	0,9
Source de main-œuvre		
Famille	12	5,4
Journalier	23	10,46
Famille et Journalier	176	80
Famille et commercial	9	4,09

La fonction de production de l'arachide à Luiza est représentée par l'équation 3

$$\text{LogY} = 2,12^{**} + 0,081X_1^{***} + 0,006X_2^{***} + 0,026X_3^{**} - 0,096X_4 + 0,153X_5^{***} \quad (3)$$

(913,5) (0,017) (0,0006) (0,014) (0,221) (0,019)

R² ajusté à 0,781 ; F=24,240 ; *** Significatif à 1 % ; ** Significatif à 5%

Les valeurs entre parenthèses sous chaque coefficient de régression sont les erreurs types du coefficient. La valeur R² estimée a montré que les variables dépendantes X₁, X₂, X₃, X₄ et X₅ expliquent environ 79 pour cent des variations de la variable indépendante Y dans l'équation (2) ; tandis que la valeur F indiquait que la fonction de production estimée était significative au niveau de 1 pour cent. Tous les coefficients estimés, à l'exception de X₄ (c'est-à-dire le travail familial), portaient le signe positif attendu, ce qui indiquait qu'une augmentation de ces variables (taille de l'exploitation X₁, coût des outils agricoles X₂, main d'œuvre salariée X₃ et coût du transport X₅) entraînerait une augmentation de la production de l'arachide et l'utilisation des ressources par les répondants (N=220).

Tableau 3. Allocation efficace des ressources dans la production d'arachide à Luiza

RESSOURCES	PPM	VPM	CFM	VPM/CFM
X ₁ L'aire du Champ	120,80	810,65	5000	0,162
X ₂ Coût d'outils	95,31	345,00	600	0,575
X ₃ Coût de m-œuvre	-7,50	95,10	1600	0,509
X ₄ Coût de transport	-5,11	130	370,1	0,351

5.1. Productivité des ressources

En utilisant les valeurs moyennes arithmétiques de la production et des intrants, la production physique marginale (PPM) a été obtenue pour chaque intrant utilisé dans la production de l'arachide.

La taille de l'exploitation a enregistré la PPM de 120, 80. Cela implique qu'une augmentation d'un hectare supplémentaire de terre dans la production de l'arachide à Luiza générerait 120,80 kg supplémentaires d'arachide. Le rapport VPM/CFM a été calculé pour chaque intrant dans la production de l'arachide afin de déterminer si les ressources étaient utilisées efficacement ou non. Il a été observé que certaines ressources étaient trop utilisées et que réduire leur utilisation augmenterait la marge bénéficiaire de la production de l'arachide (tableau 3). Pour obtenir une utilisation optimale des ressources, le VPM doit être égal au CFM. Pour trouver un équilibre, des ajustements des pourcentages de la VPM ont été effectués comme le montre le tableau 4. Ces résultats indiquent que pour une utilisation optimale de du coût des outils agricoles, de la main-d'œuvre embauchée et des coûts de transport, la diminution de la VPM de 74,0 %, 66,24 % et 64,87 % respectivement est requise tandis que l'augmentation de la taille de l'exploitation de 38,32% est nécessaire. Ces exigences sont réalistes du fait que l'approvisionnement des outils agricoles pose de sérieux problèmes. L'état des routes de dessertes agricoles laisse trop à désirer. L'approvisionnement en intrants dépend de la nationale R1 qui nécessite une réparation. Elle rend cher le coût des intrants même tendance pour les routes secondaires qui relient Kananga et Luiza. Pour le coût de la main-d'œuvre, elle est concurrencée par sa demande des exploitants de l'or et du chanvre.

Tableau 4. Exigences d'ajustements de la VPM pour l'allocation optimale des ressources

RESSOURCES	VPM ajustée
X ₁ L'aire du Champ	38,32
X ₂ Coût d'outils	-74,0
X ₃ Coût de m-œuvre	-66,24
X ₄ Coût de transport	-64,87

Tableau 5. Analyse du coût moyen et rendement dans la production de l'arachide

	Valeur en FC
Coûts variables	152226
Coûts fixes	26163
Coût total	178389
Rendement	
Production totale	230Kg
Prix / Kg	2538
Revenu brut	583740
Marge brut	431514
Revenu net	405351
Rendement sur l'investissement m-o	3,15
Rendement sur l'investissement en FC	2,09

5.2. Analyse des coûts et du rendement

Le tableau 5 montre que les coûts de production variables représentaient 85 % tandis que les coûts fixes étaient de 15 %. Le retour sur l'investissement sur le travail s'est avéré être de 3,15 tandis que le retour sur l'investissement en capital était de 2,09 ; ce qui impliquait que la production de l'arachide était rentable. La marge bénéficiaire peut être le résultat de la hausse de la demande et des prix des produits à base de l'arachide sur le marché mondial, avec un effet multiplicateur sur les pays producteurs. Ces

résultats indiquent que même si la de l'arachide arabique était principalement produite par de petits agriculteurs, elle était rentable et pouvait être plus rentable avec une taille d'exploitation accrue et une utilisation efficace de la main-d'œuvre et du capital. Ainsi les politiques qui encouragent la culture de l'arachide arabique à l'échelle commerciale pourraient avoir un impact sur la génération de revenus et augmenter la part de l'agriculture dans le revenu national, ainsi qu'augmenter les revenus des agriculteurs.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'étude a évalué l'efficacité de l'utilisation des ressources de la production de l'arachide à Luiza. Elle a spécifiquement exploré la rentabilité et le taux de rendement sur investissement. Un échantillon de 220 cultivateurs d'arachide sélectionnés par l'échantillonnage aléatoire stratifié a été utilisé. Les données furent obtenues par le biais d'un questionnaire structuré. Les résultats ont montré le revenu brut par hectare, la marge brute et les valeurs du revenu agricole net en FC 583740, FC 431514 et FC 405351 ; et les rendements sur l'investissement dans la main d'œuvre (travail) et dans le capital étaient respectivement de 3,15 et 2,09 ; indiquant que la production de l'arachide est lucrative. Elle pourrait être plus efficace et plus rentable en employant davantage de main-d'œuvre familiale. En outre, l'analyse de la fonction de production d'arachide a montré que les ressources allouées à cette production, notamment la taille de l'exploitation, la main-d'œuvre salariée, le coût des outils agricoles, la main-d'œuvre familiale et le coût du transport, étaient utilisées dans la zone rationnelle, mais pas à des niveaux optimaux. Recourir à l'augmentation de la taille de champs et la main d'œuvre familiale et à la diminution de la main d'œuvre salariée, du coût des outils agricoles, et du coût du transport entraînerait une augmentation de la production de l'arachide à Luiza. Les coûts de production variables représentaient 85 % tandis que les coûts fixes étaient de 15 %. Le rendement sur l'investissement sur le travail était de 3,15 tandis que le rendement sur l'investissement en capital était de 2,09 ; ce qui impliquait que la production de l'arachide était lucrativement rentable.

Par conséquent, il a été conclu que la diminution de niveaux d'outils agricoles, de l'embauche de la main-d'œuvre journalière et des coûts de transport et l'augmentation de la taille des exploitations augmenteraient les niveaux de profit de la production de l'arachide à Luiza. Il est ainsi recommandé d'assumer les politiques qui amélioreraient l'accès des cultivateurs à la terre et aux outils pertinents pour la production de l'arachide. Le travail fatiguant en agriculture étant le labour, il serait intéressant que les ministères et les ONG intervenant pour lutter contre l'insécurité alimentaire assistent les cultivateurs avec les techniques culturales, le labour, le semis mécaniques et en subventionnant l'acquisition des semences améliorées.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Araus, J. L., Kefauver, S. C., Zaman-Allah, M., Olsen, M. S., Cairns, J. E. (2018). Translating high-throughput phenotyping into genetic gain. *Trends Plant Sci.* 23, 451–466.
2. Awal, M. A., Ikeda, T. (2003). Controlling canopy formation, flowering, and yield in field-grown stands of peanut (*Arachis hypogaea* L.) with ambient and regulated soil temperature. *Field Crops Res.* 81, 121–132.
3. Badiane A., 2016. Caractérisation et dynamique des systèmes de production agricole de la commune d'Adéane (Basse Casamance) (Mémoire de master). Université Assane SECK de Ziguinchor. Barry B.,
4. Bagherian, K., Bidese-Puhl, R., Bao, Y., Zhang, Q., Sanz-Saez, A., Dang, P. M., et al. (2023). Phenotyping agronomic and physiological traits in peanut under mid-season drought stress using UAV-based hyperspectral imaging and machine learning. *Plant Phenome J.* 6,
5. Balota, M., Oakes, J. (2016). “Exploratory use of a UAV platform for variety selection in peanuts,” in *Autonomous Air and Ground Sensing Systems for Agricultural Optimization and Phenotyping*, vol. 9866. (SPIE), 54–62.
6. Boote, K. J. (1982). Growth stages of peanuts (*Arachis hypogaea* L.). *Peanut Sci.* 9, 35–40.
7. Borra-Serrano, I., De Swaef, T., Quataert, P., Aper, J., Saleem, A., Saeys, W., et al. (2020). Closing the phenotyping gap: High resolution UAV time series for soybean growth analysis provides objective data from field trials. *Remote Sens.* 12, 1644.
8. Davis, J. P., Dean, L. L. (2016). Peanut composition, flavor and nutrition. *Peanuts: Gene. Process. Util.*, 289–345.
9. CAID : www.caid.cd consulté le 11 mai 2023.
10. Faye, B., Webber, H., Diop, M., Mbaye, M. L., Owusu-Sekyere, J. D., Naab, J. B., et al. (2018). Potential impact of climate change on peanut yield in Senegal, West Africa. *Field Crops Res.* 219, 148–159.
11. Fletcher, S. M., Shi, Z. (2016). An overview of world peanut markets. *Peanuts*, 267–287.
12. Kabasele M. Eddie, Jean-Pierre N. Kanku, Jean Paul K. Kangandu, JPremier T. Musangilayi, César M. Kalamba, Patrick M. Nsabwa et Joëlle M. Mulala. 2019. La prévalence et les facteurs de la malnutrition infantile à la Nganza. *Semur du Kasayi* N0 2. Pp. 12-32.
13. Kris-Etherton, P. M., Pearson, T. A., Wan, Y., Hargrove, R. L., Moriarty, K., Fishell, V., et al. (1999). High-monounsaturated fatty acid diets lower both plasma cholesterol and triacylglycerol concentrations. *Am. J. Clin. Nutr.* 70, 1009–1015.
14. Laza, H. E., Acosta-Martinez, V., Cano, A., Baker, J., Mahan, J., Gitz, D., et al. (2023). Elevated [CO₂] enhances soil respiration and AMF abundance in a semiarid peanut agroecosystem. *Agriculture Ecosyst. Environ.* 355, 108592.
15. Laza, H. E., Baker, J. T., Yates, C., Mahan, J. R., Burow, M. D., Puppala, N., et al. (2021). Effect of elevated CO₂ on peanut performance in a semi-arid production region. *Agric. For. Meteorology* 308, 108599.
16. Liliane, T. N., Charles, M. S. (2020). Factors affecting yield of crops. *Agronomy-climate Change Food Secur.* 9.
17. Lischeid, G., Webber, H., Sommer, M., Nendel, C., Ewert, F. (2022). Machine learning in crop yield modelling: A powerful tool, but no surrogate for science. *Agric. For. Meteorol.* 312, 108698.
18. Manley, A., Ravelombola, W., Cason, J., Bennett, B., Pham, H., Kimura, E., et al. (2023). Use of unmanned aerial system (UAS) phenotyping to predict pod and seed yield in organic peanuts. *Am. J. Plant Sci.* 14, 415–426.

L'orientation pédagogique des enseignants du secondaire : un facteur éducatif de qualité à considérer à Kananga

Bertin N. Kabongo Lukuanga
Assistant/ISP Mashala

Résumé

Ces dernières années, le gouvernement congolais a permis l'accès facile aux études élémentaires et primaires à tous les enfants. Il a pris ainsi de bonnes mesures pour assurer l'éducation de tous les enfants congolais. Cependant, les mauvais résultats des diplômés du secondaire lors des entrevues avec quelques employeurs (Orange, Vodacom et Airtel) et leur échec à être sélectionnés pour un emploi en raison de leurs faibles compétences en communication en français ont souvent suscité un vaste débat parmi le grand public sur la qualité de l'éducation à Kananga. Les éducateurs estiment que ce prétendu déclin est une perception erronée plutôt que la réalité. Ainsi, cet article tente d'étudier cette question en examinant les pratiques pédagogiques dans les écoles secondaires à travers les observations pédagogiques et des entretiens avec un échantillon d'enseignants de différentes écoles secondaires de Kananga.

Les résultats indiquent que les leçons par les enseignants prédominent généralement dans les salles des classes où les observations d'apprentissage semblent préjudiciables aux élèves. Cette situation émane des implications des programmes de leur formation professionnelle et celle des autres parties prenantes. Ainsi, cela constitue le message qu'il existe un risque de la baisse de qualité de l'éducation ; d'où les mesures appropriées nécessitent d'être prises.

Mots clés : enseignement, apprentissage, qualité, Kananga, formation et syndicat.

INTRODUCTION

Depuis l'introduction des réformes dans l'Enseignement Primaire, Secondaire, Technique et Professionnelle (EPSTP) des années 1980, la qualité de l'éducation a connu le déclin apparent dont la plupart de recherches ne font presque pas allusion et cela a été longuement discuté oralement par bon nombre d'interlocuteurs ou les enseignants sous forme de désarrois sans écrits. Plus récemment, à Kananga, cette question est devenue importante après les révélations selon lesquelles en moyenne 8 élèves du secondaire seulement sur les 100 qui ont postulé un emploi auprès des compagnies de télécommunication étaient jugés compétents pour le travail (¹VODACOM, 2022 ; ORANGE, 2022 ; AIRTEL, 2022). Depuis lors, la question du déclin des normes éducatives a été largement considérée comme une réalité avec les critiques générales de la part des décideurs politiques, responsables de l'éducation et représentants du peuple (BAILLIFARD et al., 2022). Cela a conduit à une croyance largement répandue selon laquelle la qualité l'éducation dans le pays et en particulier à Kananga est en baisse. À la suite des inquiétudes exprimées par certains représentants du peuple, la question était délibérée en outre lors d'une session de l'Assemblée Provinciale en 2019 et Nationale en 2021. Les rapports des médias n'ont pas manqué d'en aggraver les ampleurs ; remettant en question la qualité de l'éducation et suscitant ainsi l'appréhension de la communauté centre kasaïenne.

Selon la littérature, cette préoccupation pour la qualité de l'éducation est un problème universel (TARDIF et al., 2021 ; BERNIER et al., 2021-a). À Kananga comme ailleurs, plus souvent, les éducateurs réticents font valoir que la baisse de la qualité de l'éducation n'est davantage qu'une perception plus erronée que réelle (SIROIS et al., 2022). En outre, il n'existe aucune preuve tangible et suffisante démontrant que la qualité du niveau de l'éducation à Kananga a baissé. Une étude approfondie de la question est donc nécessaire pour mettre la situation au bon fixe. Pendant la rédaction de cet article, une commission d'examen du secteur de l'éducation composée serait également en train de mener les investigations à grande échelle pour examiner l'ensemble du système éducatif congolais.

Le Fonds international des Nations Unies pour l'éducation de l'enfance (UNICEF) décrit (UNESCO, 2004 cité par ONU, 2022) cinq dimensions d'une éducation de qualité : « des apprenants en bonne santé ; des environnements propices ; pertinence de programmes d'études ; une pédagogie adaptée aux enfants ; et des résultats utiles » (p12). Les enseignants jouent un rôle crucial dans la réalisation de chacune de ces dimensions. Dans toute réforme éducative visant à améliorer la qualité de l'éducation, il est important de comprendre que les méthodes d'enseignement des enseignants constituent une préoccupation majeure (UNESCO, 2004, cité par ONU, 2022). Cet impératif nous permet d'affirmer que les enseignants sont au cœur de la réalisation d'un système éducatif de qualité. Bien que BERGER et D'ASCOLI, (2011) aient observé que « la qualité de l'éducation est un concept multidimensionnel et ne peut pas être facilement évaluée par un seul indicateur » (p. 12), nous avons décidé d'étudier la contribution et l'impact du « facteur enseignant » sur la qualité de l'éducation à Kananga en mettant l'accent sur l'orientation pédagogique des enseignants des écoles secondaires. La question de recherche était donc : « Quelles pratiques pédagogiques les enseignants du secondaire appliquent-ils couramment dans leurs enseignements ? »

Points de vue sur l'éducation de qualité

Lorsque les gens discutent de la qualité de l'éducation, ils utilisent soit les conceptions de la qualité en classe, soit celles du marché, soit celles de la société (BAILLIFARD et al., 2022). Les préoccupations actuelles manifestées par le kanangais reflètent fondamentalement la conception sociétale de la qualité et englobent de larges critères sociaux utilisés par la population pour juger des résultats du système scolaire à Kananga. Dans sa tentative constante de définir une éducation de qualité, l'UNESCO affirme que l'éducation de qualité devrait reposer sur quatre piliers de l'apprentissage :

- I. Apprendre à connaître,
- I. Apprendre à faire ;
- II. Apprendre à vivre et
- III. apprendre à placer l'éducation dans la perspective d'un apprentissage tout au long de la vie » (UNESCO, 2005 p.30 cité par ONU, 2020).

Ces quatre piliers de l'apprentissage déterminent le processus d'éducation de qualité et peuvent être utilisés comme indicateurs de qualité. L'approche de l'UNICEF en matière d'éducation de qualité est plus pertinente pour les écoles et le travail des enseignants. Dans le contexte centre-kasaïen, il faut examiner si les cinq dimensions mises en avant par l'UNICEF sont présentes dans le système scolaire afin de voir si le centre-kasaïen est prêt à exiger une éducation de qualité. Par exemple, y a-t-il d'élèves en bonne santé dans les écoles centre-kasaïennes ? Sont-ils bien pris en charge ou bien soutenus par leurs parents ? Combien d'écoliers fréquentent l'école loin de chez eux et restent à la charge de leurs proches. Il faut se demander à quel point une telle prise en charge est propice à l'apprentissage de ces écoliers ?

Les enseignants et leurs connaissances pédagogiques

Les enseignants sont au cœur du système éducatif et jouent un rôle très important pour garantir un apprentissage de qualité. Rien ne peut remplacer un enseignant efficace dans l'apprentissage d'un élève (BAILLIFARD et al., 2022 ; BERGER et D'ASCOLI, 2011 ; ONU, 2020). Quel que soit l'état de l'école, des enseignants efficaces peuvent obtenir de meilleurs résultats. Cela projette l'importance des enseignants et de leur enseignement à l'école. Même lorsqu'il existe des différences significatives dans les antécédents des apprenants, les enseignants peuvent exercer une influence puissante pour élever les niveaux de réussite (ONU (2020). Dans toute réforme visant à améliorer la qualité des écoles, les méthodes d'enseignement des enseignants sont une préoccupation majeure (UNESCO). Il est important que les enseignants possèdent de solides connaissances et compétences pédagogiques pour rendre les processus d'enseignement-apprentissage efficaces et significatifs (BERGER et D'ASCOLI, 2011 ; BERNIER et al., 2021-a). On estime que la Finlande possède aujourd'hui l'un des meilleurs systèmes éducatifs au monde et que la clé d'un tel succès réside dans les enseignants et leur expertise « pédagogique » (CARON, 2021, p. 25). Leur enseignement produit des résultats ; leur enseignement est efficace.

Qu'est-ce qu'un enseignement efficace ? Il est vraiment très difficile de définir un enseignement efficace. (GIRINSHUTI, 2020) affirme qu'un bon enseignement ne peut être défini qu'en termes généraux. Il souligne avec force qu'un enseignement efficace implique à la fois « quoi ? Maîtrise du sujet et dans sa traduction aux étudiants ; un large répertoire de techniques pédagogiques ; et une capacité à équilibrer leur autorité et leur accessibilité aux étudiants. Un rapport de l'ONU (2020) indique que l'une des pierres d'achoppement d'une éducation de qualité en Afrique subsaharienne réside dans les pratiques pédagogiques indésirables telles que « une pédagogie rigide, centrée sur l'enseignant et axée sur les cours magistraux » (p.121). Le renouveau pédagogique dans cette partie du monde signifie généralement le passage à une pédagogie centrée sur l'apprenant et orientée vers l'activité, bien que l'institutionnalisation d'un tel renouveau dans les écoles et les établissements de formation ait produit des résultats peu concluants (UNESCO, 2004). À Kananga, les enseignants formés utilisent diverses méthodes centrées sur l'enfant au cours de leur programme de formation initiale, mais ce qu'ils font réellement dans les écoles est une réalité différente. Cette déconnexion soulève la question de savoir pourquoi ce que les enseignants ont appris sur les méthodes et les stratégies au cours de leur formation disparaît lors de leur intégration en tant qu'enseignants débutants.

Il est devenu de plus en plus important pour les enseignants kanangais de consacrer plus de temps à leurs élèves pour qu'ils puissent s'engager dans des activités d'autoapprentissage et basées sur la recherche. Dans de telles circonstances, il sera nécessaire que les enseignants veillent à ce que les élèves intensifient leurs efforts personnels et dépendent moins de leurs enseignants pour diriger leur apprentissage. Avec l'introduction de concept tel que l'école amie des enfants, un enseignement, un apprentissage et la pédagogie centrés sur l'élève et les stratégies constructivistes dans le système éducatif centre-kasaïen, il sera opportun pour les enseignants de réfléchir réellement et sérieusement sur leur rôle. Ils doivent se demander s'il faut s'orienter vers une plus grande autonomie d'apprentissage par des élèves. Toujours à Kananga, existe-t-il un écart entre la théorie actuelle de l'apprentissage basée sur la recherche et les pratiques réelles dans les salles des classes ? Si les réponses sont affirmatives, il est nécessaire d'engager les enseignants dans des réformes pédagogiques radicales. Les réformes éducatives dans les pays développés comme l'Australie où le concept de pédagogies productives est adopté pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans leurs écoles (SIROIS et al., 2022).

Il est plus efficace d'adopter le concept de procédures démocratiques dans le processus d'enseignement-apprentissage préconisé par certains éminents praticiens de l'éducation (BERGER et D'ASCOLI, (2011) ; BAILLIFARD et al., 2022). Les enseignants peuvent améliorer l'enseignement et encourager les élèves à mieux apprendre en suivant quatre règles de base : "promouvoir le développement intellectuel de l'élève, aider les élèves à contextualiser les nouvelles informations, aider les élèves à retenir et à récupérer de nouvelles informations et aider les élèves à développer un apprentissage efficace et « Compétent » (BERNIER et al., 2021-a), p. 15-16). Par conséquent, cette étude visait à dévoiler les pratiques pédagogiques actuelles des enseignants du secondaire à Kananga.

Échantillon/Participants et outils

Pour une compréhension approfondie des pratiques pédagogiques actuelles prédominantes dans les écoles secondaires kanangaises, 36 écoles secondaires avec des niveaux allant de fois de la septième, première année des humanités à la classe terminale ou la 6e année des humanités ont été sélectionnées pour cette étude. Ces écoles proviennent de tous le réseau scolaire public et privé les plus densément peuplés et les plus accessibles de 5 Communes de la ville de Kananga (Desha, Kananga, Katoka, Lukonga et Nganza). Trente enseignants (1 de chacune des écoles participantes) et leur expérience en enseignement variaient de 3 à plus de 15 ans. Pour obtenir une perspective plus large des pratiques pédagogiques des enseignants, l'échantillonnage intentionnel a été réalisé selon (BERNIER et al., 2021-b). Par conséquent, la sélection des participants à la recherche était basée sur les critères suivants : (a) 1 participant enseignant dans chacune des 36 écoles ; (b) les enseignants qualifiés en différentes matières ; (c) participant enseignant à différents niveaux de classe au secondaire. Un enseignant par école a été sélectionné pour cette étude.

Les données ont été principalement recueillies au moyen d'observations participantes et d'entrevues semi-structurées (BERNIER et al., 2021-b ; BAILLIFARD et al., 2022). Des observations pédagogiques ont

été effectuées auprès des 30 enseignants et des notes de terrain détaillées sous forme de commentaires des chercheurs ont été conservées sous une forme spécialement conçue pour enregistrer toute preuve des caractéristiques d'un bon enseignement (voir la section ci-dessus sur les enseignants et leurs connaissances pédagogiques pour les caractéristiques d'un bon enseignement). Pour obtenir des informations approfondies, des entretiens semi-structurés ont été menés avec un total de 15 enseignants (un de chaque école participante qui a également été observée) à l'aide d'un guide d'entretien. Une liste de questions préparées à l'avance a été utilisée pour guider la conduite des entretiens. Chaque entretien a duré environ une demi-heure à une heure. Les entretiens ont été enregistrés à l'aide du téléphone intelligent et sauvegardés sur une carte mémoire de 8GB et les transcriptions textuelles ultérieures ont été réalisées par la suite. Si la disponibilité de l'enseignant devenait critique pour la récolte des données de l'étude, l'élimination de ses données était évidente.

Pour 23 participants, une observation de deux leçons a été effectuée et pour les 7 autres une seule leçon le fit. Les sept enseignants n'étaient pas disponibles pour leur deuxième observation. Au total, 60 séances de cours ont fait l'objet d'observation-participante : soit, 15 en français, 15 en mathématiques, 8 en ciluba, 8 en études du milieu, 8 en sciences et 6 en études sociales et histoire. Les données des entretiens et des observations ont été analysées en développant des thèmes et des modèles grâce au codage. Les données obtenues grâce aux observations/notes de terrain ont été utilisées pour compléter les informations recueillies lors des entretiens. Par conséquent, la collecte des données dans le cadre de cette recherche était de nature convergente, ce qui a permis une triangulation (SIROIS et al., 2022). Le processus de triangulation a contribué à renforcer les résultats de la recherche pour parvenir à des conclusions plus précises et plus fiables. Au fur et à mesure que les transcriptions des entretiens étaient lues et relues, plusieurs thèmes ont émergé, classés en deux thèmes majeurs présentés dans la section suivante.

1. PRÉSENTATION DES DONNÉES ET DISCUSSION

Cette section présente les pratiques positives et négatives qui prévalaient dans les classes secondaires sous deux grandes catégories, les thèmes d'opportunités et les thèmes d'obstacles, qui ont été dérivées du développement des thèmes et des modèles. Pour des raisons éthiques, chaque participant est appelé : Participant 1,2,23, et 25.

1.1. Thèmes d'opportunité

De nombreuses pratiques positives et encourageantes ont été observées dans les classes des écoles secondaires visitées. Ils sont décrits ci-dessous et ont démontré qu'ils favorisent des opportunités pour un enseignement efficace.

Orientation philosophique

Les données des entretiens ont révélé que les enseignants des écoles secondaires ont en général une certaine sorte des convictions philosophiques sur l'enseignement. Ces convictions ont été exprimées par de nombreux participants comme étant liées à l'orientation et au partage mutuel d'expériences et de connaissances entre enseignants et écoliers (Participants 3, 4, 8, 19 et 20). En outre, ces enseignants considéraient que l'enseignement devait être un processus à double sens dans lequel les enseignants et les élèves apprennent les uns des autres. Le participant 9 a exprimé cette idée de manière quelque peu différente : enseigner de manière significative signifie enseigner avec variété. L'enseignement ne doit pas se limiter à l'apport d'informations de la part des enseignants, mais plutôt prendre en compte les expériences des enfants et les intégrer davantage dans des discussions de groupe. (Entretien du 10/09/2022)

D'autres participants ont également estimé que, parallèlement à la conscience et à la compréhension de l'enseignant des différences individuelles des élèves, une variété d'approches d'enseignement et d'apprentissage constituait un élément important pour stimuler l'apprentissage. Le participant 10 a également souligné l'importance de l'aptitude d'un enseignant, de son engagement professionnel et de sa santé physique et mentale et que ces facteurs contribuent conformément à la qualité de l'enseignement

et de l'apprentissage. Qui plus est, les participants 9 et 13 considéraient que la communication avec les élèves d'une façon plus amicale qu'autoritaire tendait à les motiver afin de s'exprimer librement. Les opinions exprimées lors des entretiens ont permis de conclure globalement que les enseignants croyaient fermement à un enseignement et à un apprentissage centré sur l'élève. Cette orientation philosophique positive des enseignants est certainement une indication que le système éducatif kanangais évolue dans la direction souhaitée conformément aux documents politiques et curriculaires. Aussi, cette façon de penser était majoritairement observée dans les écoles secondaires privées.

Orientation pédagogique

La qualité de l'éducation dépendra largement des connaissances pédagogiques dont disposent les enseignants ainsi que de la pédagogie qu'ils utilisent. Il est donc évident que les enseignants mettent en œuvre une grande variété de stratégies dans leurs activités quotidiennes d'enseignement-apprentissage. Les données des entretiens ont révélé que les enseignants utilisent largement les stratégies suivantes dans leur enseignement : méthodes de questionnement, discussion, présentation, démonstration, apprentissage par enquête, méthodes coopératives, explication, travail de groupe, stratégies déductives et inductives, sorties sur le terrain, méthode de projets, rôles jeux, simulation et cours magistraux (Participants 4, 6, 11, 12, 14, 16, 18, 21, 24 et 25).

De manière générale, les différents enseignements observés ont été classés en trois grands types : centrés sur l'élève ; semi-centré sur l'élève ; et traditionnel. Toutes les leçons observées et majoritairement dominées par les activités des élèves ont été classées dans la catégorie centrée sur l'élève, tandis que les leçons largement dominées par l'exposition de l'enseignant ont été classées dans la catégorie traditionnelle. Les cours qui comportaient certains éléments de méthodes à la fois traditionnelles et centrées sur l'enfant ont été classés dans la catégorie semi-centrée sur l'élève. Certaines des leçons centrées sur l'écolier comportaient les exposés (présentations) d'élèves ; la démonstration, le questionnement et la discussion avec l'enseignant, suivis d'une pratique du dialogue ; affichage de mots au tableau et la lecture, la correction des copies des élèves et l'activité de correspondance ; la démonstration des élèves, le travail en groupe associé à la présentation ; lire après l'enseignant avec son assistance ; et les activités sur l'écoute, la compréhension et le dessin. Autres indicateurs des leçons dans la catégorie de l'enseignement centré sur l'élève étaient démontrées par les outils pédagogiques utilisés et la disposition des sièges dans la salle de classe. Ces leçons comportaient en général des supports pédagogiques tels qu'un miroir, des feuilles de travail, des images, du papier journal, des objets réels et des mots visibles au tableau ou aux murs de la salle de classe. La disposition des sièges dans la salle des classes était un signe révélateur d'un enseignement centré sur l'élève, et non seulement une évidence de leur arrangement informel, mais aussi une indication de la répartition en groupe d'élèves et voire même le fait de s'asseoir informellement sur le pavement.

Les cours regroupés dans la catégorie des semi-centrés sur l'élève avaient de courtes sorties sur terrain avec questionnements et discussions ; technique de lecture et de questionnement des élèves ; questionnement/discussion/écriture; une combinaison d'explications de l'enseignant et de discussion en classe entière (avec l'enseignant comme animateur principal) ; montrer une image et prononcer une phrase, les élèves répètent, l'enseignant écrit une phrase au tableau et lit à nouveau pour les élèves. Les résultats ont également indiqué que la plupart des cours étaient dominés par des activités orales et que peu de possibilités d'écriture étaient offertes aux étudiants.

Des enseignants attentionnés

Les observations en classe et les interactions avec les élèves ont révélé que les enseignants kanangais possédaient généralement une nature bienveillante envers leurs élèves. Cette qualité d'enseignants se manifestait par leur accessibilité et leur franchise ainsi que par leur habitude de désigner leurs élèves par leur nom. Non seulement ils ont fait preuve d'une nature bienveillante dans les salles de classe, mais cela a également été exprimé lors des entretiens (Note de terrain du 15/10/2022). De telles pratiques ont été fréquemment observées et ont été considérées comme propices à un apprentissage efficace. L'importance de ce trait comme l'une des caractéristiques d'un bon enseignement est également soulignée dans l'Inspectorat Général de l'Éducation sur l'apprentissage (citée dans Osborne, 1999). Il est donc essentiel que tous les enseignants possèdent cette qualité pour garantir un apprentissage significatif.

Collaboration des enseignants des matières

Une culture de collaboration, notamment entre les groupes d'enseignants des matières dans les écoles, semble être bien maintenue dans la plupart des situations. Selon le participant 14 : Nous avons une très bonne culture de collaboration à l'école. Par exemple, j'enseigne les mathématiques et nous avons un collègue senior ayant une expérience de plus de 10 ans. Alors si j'ai un problème avec mon cours de mathématiques, ou si je manque de stratégies, je lui demande de l'aide. Elle est toujours là pour m'aider. (Entretien du 8/11/2022) Les participants ont également révélé que même si eux et leurs collègues enseignants n'ont pas mené de séances de discussion formelles, ils ont discuté de manière informelle de leur enseignement, ce qui leur a en fait fourni des informations précieuses pour les améliorations futures (Participant11).

Concept d'école amie des enfants

Les résultats de la présente étude indiquent que les enseignants ont généralement compris le concept d'école amie des enfants (CEAE) tel que préconisé par la Division des programmes d'études du ministère de l'Éducation (BAILLIFARD et al., 2022). Par exemple, le participant 5 a défini un CEAE comme « donner l'opportunité aux enseignants de s'ouvrir à leurs élèves, sans les menacer ni les effrayer. Il s'agit de créer un environnement propice et libre où les enfants peuvent se manifester et parler à l'enseignant » (Entretien, 10/11/2022). Certains participants (4 et 10) ans par exemple ont déclaré qu'avec l'introduction d'un CEAE, ils ont abandonné les méthodes traditionnelles d'enseignement où l'enseignant était le maître de la salle de classe. D'autres pensaient qu'ils ne devraient pas accuser et gronder les élèves, mais plutôt interagir avec eux de manière amicale (Participants 11, 3, 15 et 24). À l'inverse, certains participants (par exemple 29) ont admis que de nombreux enseignants ne comprenaient pas clairement le concept d'un CEAE.

1.2. Thèmes des obstacles

Il y avait également des pratiques et des problèmes, appelés obstacles dans cette étude, qui empêchaient un enseignement efficace.

Philosophie vs pratiques pédagogiques

Les données sur la compréhension philosophique des enseignants ont été essentiellement obtenues au moyen d'entretiens afin de comprendre leurs convictions sur l'enseignement et, finalement, de fournir un aperçu de leurs orientations pédagogiques.

Les données sur les pratiques pédagogiques ont été obtenues à la fois par le biais d'entretiens et d'observations pédagogiques. La triangulation des données issues des entretiens et des observations a révélé qu'il existait un écart entre ce que les enseignants pratiquaient réellement et ce qu'ils pensaient être souhaitable. L'orientation philosophique des enseignants recueillie lors des entretiens avec celle des données d'observation pédagogique étaient contradictoires.

Comme expliqué ci-dessus sous le thème des opportunités, les enseignants considèrent généralement que guider et faciliter l'apprentissage des élèves est au cœur de leurs convictions pédagogiques, sur la base des résultats des entretiens. Cependant, ils n'ont pas pu mettre en œuvre leurs idées dans les situations réelles en classe. Ainsi, il semble qu'ils connaissaient le jargon et y croyaient même, mais qu'ils ne sont pas capables de traduire leurs idées en pratique.

Les données de cette étude ont également révélé que plus de quatre-vingts pour cent des enseignants interrogés soutenaient l'importance de l'enseignement et l'apprentissage centrés sur l'élève. D'un autre côté, les observations en classe ont révélé que bon nombre des leçons observées étaient conformes à des méthodes semi-centrées sur l'élève et centrées sur l'enseignant. Certains enseignants pensaient que l'enseignement centré sur l'élève ne fonctionnait pas très bien dans leurs classes. Cela peut être vrai en raison du manque de compétences ou de ressources des enseignants et du manque d'expériences des élèves basées sur un apprentissage indépendant. Le participant 30 a fait remarquer que même si les élèves très performants ont bien réussi en utilisant les méthodes centrées sur l'élève, les moins performants n'y sont pas parvenus ; comme remède, les enseignants ont donc été obligés d'adopter des méthodes centrées

sur l'enseignant (Entretien du 27/11/2022). Compte tenu de cette conviction, bon nombre des cours observés étaient orientés vers des méthodes semi-centrées sur l'élève, et d'autres enseignants encore préféraient les méthodes traditionnelles utilisant la craie et la parole. Cela était évident dans l'observation d'une leçon enseignée par le participant 5, qui, sans aucune introduction, a écrit une définition au tableau pendant que les élèves la copiaient. Après l'explication de la définition, les élèves ont eu droit à une activité d'écriture individuelle. La leçon impliquait principalement des discussions et des explications de l'enseignant, et il n'y avait aucun outil pédagogique autre que le manuel habituel, la craie et le tableau. La deuxième leçon intégrait une plus grande implication des élèves dans les activités de groupes et les feuilles de travail comme supports pédagogiques ; cependant, la leçon présentait certaines caractéristiques de l'enseignement traditionnel, telles que « l'enseignant lisait et les élèves répétaient en chœur » et « l'enseignant exerçait un contrôle excessif sur la classe. »

Leçons dominées par les enseignants

La domination des enseignants reflète les convictions des enseignants quant à leur rôle dans le contrôle des élèves lorsqu'ils enseignent. Les résultats de cette étude suggèrent que les salles de classe à Kananga ont encore besoin d'un changement majeur dans ce paradigme. L'idée selon laquelle l'enseignant est la source de toutes les connaissances d'un élève semble encore prévaloir dans l'esprit des enseignants et des élèves.

Les enseignants et leurs connaissances pédagogiques

Les enseignants sont au cœur de l'éducation système, et ils jouent un rôle très important dans la garantie d'un apprentissage de qualité. Rien ne peut remplacer un enseignant efficace dans l'apprentissage des élèves (GODOI, 2021 ; BERNIER et al., 2021-b; ONU, 2020). Indépendamment de l'état de l'école, les enseignants efficaces peuvent donner de meilleurs résultats. Cela projette l'importance des enseignants et de leurs enseignements à l'école. Même quand il existe des différences significatives dans les comportements des apprenants selon leur milieu de provenance, les enseignants peuvent exercer une importante influence pour relever les niveaux de leurs accomplissements (ONU, 2020). Dans une réforme orientée vers l'amélioration de la qualité des écoles, les méthodes d'enseignement des enseignants sont extrêmement préoccupantes (TARDIF et al., 2021). Il est important que les enseignants possèdent une bonne connaissance et compétence pédagogique à mettre en œuvre dans le processus d'enseignement-apprentissage efficace et significatif (BERNIER et al., 2021-a; CARON, 2021). On estime que la Finlande possède l'un des meilleurs systèmes éducatifs du monde. Le monde d'aujourd'hui et que la clé d'un tel succès revient aux enseignants et à leur expertise « pédagogique » (CARON, 2021 ; GODOI, 2021). Leur enseignement produit des résultats ; leur enseignement est efficace.

Que signifie enseignement efficace

Alors que l'analyse des données des entretiens a révélé que les enseignants étaient favorables à l'enseignement basé sur les activités, l'analyse des données des leçons observées a révélé une histoire quelque peu différente. Une seule observation pédagogique a été réalisée auprès de 8 des enseignants et deux cours auprès des 22 autres enseignants. Les résultats de la recherche indiquent que les élèves n'ont pas été mis au défi d'apprendre et qu'un tel style d'enseignement ne répond pas à leurs besoins individuels. Les méthodes d'enseignement dominées par les enseignants limitent les possibilités de réflexion des élèves et restreignent par conséquent le développement de leur pensée critique – une compétence qui est si importante dans le monde d'aujourd'hui. Comme indiqué dans les thèmes d'opportunité, de nombreux participants ont affirmé qu'ils utilisaient diverses stratégies, mais les observations pédagogiques ont révélé le contraire dans de nombreux cas. Selon les observations réalisées, les enseignants utilisent des approches mixtes basées sur les activités ainsi que conférences. Certains ont affirmé utiliser un enseignement basé sur les activités, mais souvent, l'activité des écoliers n'était que le suivi du sujet déjà enseigné.

En outre, les résultats indiquent que le système éducatif kanangais compte également de nombreux enseignants qui éduquent selon une méthode très rigide, basée sur la craie et la parole, similaire à celle observée par l'ONU (2020) dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. La description suivante est typique des cours traditionnels de l'enseignement de la langue française observés dans cette étude : l'enseignant explique différents types de noms et les écrit au tableau ; les élèves les copient dans leurs

cahiers ; des explications supplémentaires sur les noms communs et propres sont données ; une tâche commune est confiée sans tenir compte des besoins ou des intérêts individuels des élèves. Les élèves sont assis en rangées, ce qui décourage la communication entre les élèves ; pratiquement aucun renforcement n'est effectué pendant les deux tiers du temps d'observation en classe (Note de terrain, Participant 30, du 21/11/2022). Ensuite, même si la plupart des salles de classe étaient aménagées pour les groupes d'élèves afin d'interagir (par exemple, les participants 4, 6 et 7), il y avait encore de nombreuses salles de classe dans lesquelles les élèves étaient assis en rangées (par exemple, les participants 3, 4 et 6). Une telle disposition traditionnelle des sièges restreint leurs mouvements et entrave une communication efficace au sein de la classe. Cependant, il est également important de comprendre que certaines salles de classe ont été aménagées de manière traditionnelle en raison du manque d'espace et de mobiliers appropriés.

Matériels d'enseignement et d'apprentissage inadéquats

Selon (BERNIER et al., 2021-a ; SIROIS et al. ; 2022), l'une des principales causes du déclin de la qualité de l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique est l'insuffisance de l'offre de ressources. Dans le contexte kasaïen, même si de nombreux enseignants utilisaient des supports pédagogiques en classe, certains utilisaient uniquement la craie et le tableau comme principal support pédagogique (GIGUÈRE et al., 2011). Les données des entretiens ont révélé la difficulté d'obtenir du matériel pédagogique, et il y a également eu des cas où les étudiants ont été invités à apporter leurs propres matériels d'apprentissage. Par exemple, le participant 9 a fait remarquer que « chaque fois que nous manquons de ressources à l'école, nous demandons aux enfants de différents groupes de les 'amener à tour de rôle » (Entretien du 8/10/2022)

L'enseignement est également affecté par la faiblesse ou l'indisponibilité des supports pédagogiques, notamment dans les écoles publiques, comme le révèlent nos observations et entretiens. Un enseignant a été observé en train de faire entreprendre aux élèves une activité pratique sur la symétrie en utilisant seulement deux miroirs brisés dans une classe bondée (Participant 30), les miroirs étant passés d'un groupe d'élèves (en binôme) à un autre. Au cours de l'entretien, certains participants ont fait part de leur inquiétude face à la grave pénurie de matériels d'enseignement et d'apprentissage. Un participant a déclaré : « Je gère avec toutes les ressources dont je dispose. Par exemple, même s'il faut quatre tableaux, je mets tout dans un seul tableau » (Participant 23, du 24/11/2022), □ Il a fait ainsi un compromis sur la qualité du matériel d'enseignement-apprentissage utilisé. Des compromis aussi fréquents risquent d'avoir un impact néfaste sur la qualité de l'éducation.

Charge horaire lourde

Selon les données des entrevues, les enseignants du secondaire à Kananga ont généralement de lourdes charges d'enseignement. En moyenne, ils font 30 à 35 séances de 50 à 60 minutes par semaine. Une autre pierre d'achoppement pour les enseignants, souvent évoquée, est le grand nombre d'élèves dans les salles des classes. Les classes comptent souvent plus de 50 écoliers en moyenne. Selon le participant 6, la gestion de la salle des classes est la chose la plus difficile dans des classes très nombreuses (entretien, 11/10/2022). Le même participant a commenté : « Du lundi au samedi du début à la fin des périodes » (Entretien, 11/10/2021). Les résultats de cette étude ont également indiqué que les enseignants assumaient d'autres responsabilités à l'école en plus de l'enseignement régulier. Le participant 5 a affirmé que : « le matin, je viens à l'école à 7h15 et si je suis de service, je dois superviser la surveillance de tous les élèves pendant la récréation, et la prière si on en a une » (Entretien, 11/10/2022). De même, le participant 11 a souligné qu'une fois les cours terminés, les enseignants s'impliquent souvent dans l'organisation d'événements extrascolaires tels que des activités sportives, littéraires et culturelles (entretien, du 10/09/2022). Tous les engagements entraînent un temps limité pour la préparation des cours et les corrections de devoirs. Lorsque les enseignants sont confrontés à de telles difficultés pratiques, la question se pose : comment peut-on espérer qu'ils assurent un enseignement de qualité ? Il est dès lors essentiel que le système scolaire fournisse un soutien adéquat aux enseignants en leur offrant un environnement propice pour arriver à un enseignement de qualité.

Les observations ont également montré que certains enseignants tentaient des activités centrées sur l'élève dans des salles de classe exiguës, tandis que d'autres optaient pour la parole et la craie traditionnellement,

même lorsque la taille de la classe permettait un enseignement basé sur les activités. Cette découverte intéressante indique que toutes les parties prenantes concernées réfléchissent à leur style d'enseignement en collaboration avec les efforts visant à améliorer les attitudes des enseignants, la taille de la classe, la mise à la disposition des ressources, et les charges de travail qui affectent directement l'apprentissage des élèves. Les résultats de cette recherche corroborent les résultats de deux études menées par BERNIER et al., 2021-a, BERNIER et al 2022) à des temps plus différents que celui de cette recherche. Ces résultats similaires liés aux pratiques d'enseignement-apprentissage dans les salles des classes kanangaises issues de ces études sont une source de préoccupation et les parties prenantes concernées doivent aborder cette question au plus tôt.

2. RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont formulées en tenant compte des résultats et conclusions de cette étude.

Changement pédagogique

L'analyse des résultats de cette étude suggère qu'un changement est nécessaire dans les pratiques pédagogiques des enseignants kanangais. Même si certains enseignants obtiennent d'excellents résultats, cette étude a révélé que nombreux sont ceux qui doivent changer d'attitude et d'approche à l'égard de l'enseignement. Les enseignants doivent adopter des approches d'enseignement et d'apprentissage centrées sur l'apprenant.

Créer des conditions favorables pour les enseignants

D'une part, les résultats de cette recherche confirment que de nombreux enseignants sont bien orientés sur les plans philosophiques et théoriques, tandis que d'autre part, la majorité des enseignants continuent d'adopter les méthodes traditionnelles de la parole et la craie. Le système éducatif centre kasaïen doit tenir compte d'autres facteurs favorables, tels que le moral des enseignants, la charge de travail et la fourniture des ressources d'enseignement et d'apprentissage adéquates. Certes, les améliorations dans les écoles ne peuvent avoir lieu que si la mentalité des enseignants est prête et réceptive au changement (GODOI, 2021 ; CARON, 2021 ; BAILLIFARD et al., 2022) ; cependant, les enseignants ne peuvent changer que s'ils sont satisfaits et heureux dans leur carrière. Il est connu que le moral des enseignants à Kananga est généralement bas, ce qui peut avoir un impact négatif sur leurs performances (BERNIER et al., 2021-a). Il est donc recommandé de mener davantage de recherches pour améliorer le moral des enseignants.

Adopter les meilleures pratiques pour répondre aux divers besoins des apprenants

Les enseignants des écoles secondaires semblent utiliser une gamme limitée de méthodes et de stratégies, qui ne répondent pas aux besoins et aux intérêts de chaque élève. Cela indique clairement que les enseignants ne sont pas conscients des différences individuelles et des styles d'apprentissages de leurs élèves. Les enseignants devraient considérer les styles d'apprentissages de tous leurs élèves et ne pas simplement supposer que leurs propres styles d'enseignement sont appropriés. Des méthodes telles que l'apprentissage coopératif et les intelligences multiples de Howard Gardner doivent être encouragées.

Développement professionnel des enseignants

Le paysage éducatif du 21^e siècle évolue rapidement, notamment en réponse aux nouvelles technologies et communications ; il est donc essentiel que le système éducatif national reste à la pointe de ces évolutions. Les acteurs de l'éducation doivent prendre en compte l'importance du développement professionnel des enseignants et en tirer les meilleures pratiques dans le processus d'enseignement et d'apprentissage. Les résultats de cette étude ont corroboré aux conclusions d'une recherche antérieure BERNIER et al., 2021-b selon lesquelles le développement professionnel est une priorité non satisfaite pour les enseignants. Le ministère de l'Éducation doit concevoir des mesures innovantes pour répondre au besoin de développement professionnel des enseignants du secondaire. Cela impliquerait de rendre obligatoire la formation pédagogique à suivre tous les deux ans et la formation de leur syndicat exclusif aux hommes et femmes ayant les qualificatifs requis pour les enseignants et non tous les tout-venant de toutes les sections autres que la pédagogie.

CONCLUSION

Cet article a étudié les pratiques pédagogiques des enseignants de quelques écoles secondaires de la ville de Kananga. Les résultats ont des implications à la fois sur les programmes de formation initiale et continue des enseignants et sur la politique éducative. Il est pertinent de se demander si les programmes de formation initiale forment réellement des enseignants capables de gérer une classe avec une variété de stratégies pédagogiques et si les politiques éducatives sont conçues en fonction des réalités du terrain. Il est donc temps que les écoles normales et le ministère de l'Éducation réexaminent leurs programmes et politiques pour voir s'ils sont conformes aux évolutions récentes de l'éducation et aux besoins de leur clientèle (élèves). Les processus d'enseignement et d'apprentissage ne sont pas seulement l'affaire des enseignants, des élèves et des écoles. Toutes les parties prenantes telles que les écoles secondaires pédagogiques, le ministère de l'Éducation, les parents, les instituts supérieurs pédagogiques, les facultés universitaires de psychologie et des sciences de l'éducation et d'autres organisations connexes partagent ces responsabilités. Cependant, des recherches plus approfondies axées sur les pratiques pédagogiques des enseignants à tous les niveaux des écoles fourniraient davantage d'informations sur la nature actuelle des pratiques d'enseignement et d'apprentissage dans le système éducatif à Kananga et sur la manière dont celles-ci peuvent être améliorées.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Baillifard, A., Carbonel, H. et Jullien, J.-M. (2022). Enseignement bimodal simultané : réalités et perceptions des étudiants et des enseignants. *Distances et médiations des savoirs*, 38(38).
2. Berger, J.-L. et D'Ascoli, Y. (2011). Les motivations à devenir enseignant : revue de la question chez les enseignants de première et deuxième carrière. *Revue française de pédagogie*, 175.
3. Bernal Gonzalez, A., Houssa-Cornet, M.-C., Kinet, A., Labalue, F., Salamon, A.-J., Zua[1]non, E. et Deprit, A. (2018). Les difficultés pressenties par les futurs enseignants du fondamental en cours de formation initiale. Dans F. Dufour, L. Portelance, C. Van Nieuwenhoven et I. Vivegnis (dir.). *Préparer à l'insertion professionnelle pendant la formation initiale en enseignement* (p. 13–34). Presses de l'Université du Québec
4. Bernier, V., Gaudreau, N. et Massé, L. (2021-a). La gestion de classe sous le prisme des perceptions des élèves avec difficultés comportementales : une recension des écrits. *La nouvelle revue — Éducation et société inclusive*, 89-90(1), 167-186.
5. Bernier, V., Gaudreau, N. et Massé, L. (2021-b). Pratiques de gestion de classe, expérience scolaire et accessibilité à la classe ordinaire : perceptions d'élèves présentant des difficultés comportementales.
6. *Revue des sciences de l'éducation*. 47(1), 110-135.
7. Bernier, Vincent, Gaudreau, Nancy et Massé, Line 2022. Les pratiques de gestion de classe des enseignants : efficacité perçue par les élèves présentant des difficultés comportementales
8. Article publié dans *McGill Journal of Education* Volume 57, Numéro 3, 2022
9. Bruner, J. S. (1983). La compétence, sa nature et comment on la cultive. Dans J. S. Bruner. *Le développement de l'enfant : savoir faire savoir dire* (M. Deleau, dir. et trad.; p. 255-260). Presses universitaires de France
10. Caron, P.-A. (2021). La mise en place de l'enseignement à distance au temps de la pandémie. *Revue internationale des technologies en pédagogie universitaire*, 18(1), 102-113.
11. Garric, J. (2019). L'exclusion ponctuelle de cours dans l'enseignement secondaire français : les effets d'une pratique punitive banalisée. *Revue des sciences de l'éducation de McGill*, 54(2), 245-264
12. Giguère, V., Morin, A. et Janosz, M. (2011). L'influence de la relation maîtres-élèves sur le développement de comportements déviants et délinquants à l'adolescence. *Revue de psychoéducation*, 40(1), 25-50.
13. Girinshuti, C. (2020). *Devenir enseignant : Carrières de vie et insertion professionnelle des enseignants diplômés en Suisse romande*. Presses universitaires suisses.
14. Godoi, M. R., Kawashima, L. B., Gomes, L. de A. et Caneva, C. (2021). Les défis et les apprentissages des formateurs d'enseignants d'éducation physique pendant la pandémie de

- COVID-19 au Brésil. *Revue internationale des technologies en pédagogie universitaire*, 18(1), 5-20
15. Organisation des Nations Unies. (2020). *L'éducation en temps de COVID-19 et après*. NY York, USA
 16. Tardif, M., Borges, C., Tremblay-Gagnon, D. et Aubin, A-S. (2021). Pourquoi choisit-on d'enseigner ? Dans M. Tardif, C. Borges et D. Tremblay-Gagnon, D. (dir.). *Enseigner aujourd'hui : du choix de la carrière aux premières années dans le métier* (p. 15-40). PUM.
 17. Sirois, G., Niyubahwe, A. et Bergeron, R. (2022). Attirer et retenir les futurs enseignants et enseignantes dans les programmes de formation initiale : le cas d'une région éloignée du Québec. *Éducation et francophonie*, 50 (2).
 18. VODACOM KANANGA, 2022. Communication personnelle avec le Gérant le 02/07/2022
 19. ORANGE KANANGA, 2022. Communication personnelle avec le Gérant le 02/07/2022
 20. AIRTEL KANANGA, 2022. Communication personnelle avec le Gérant le 02/07/2022

Perception de la qualité des semences par les futurs vulgarisateurs à Kananga

Eddie Kabasele Munyoka
Professeur/ISDR-Tshibashi
Fernand Ilunga M. M.
Chef de Travaux/UNIKAN
Patrick Nsabwa M.
Assistant/ISDR-Tshibashi
Romain Mputu M.
Assistant/UNIKAN

Résumé

L'objectif de cette étude est d'évaluer la perception de la qualité des semences de maïs, arachide, niébé et soja à Kananga par de futurs vulgarisateurs. Cinq critères ont servi d'évaluer cette perception : (i) la qualité des semences (ii) leur disponibilité (iii) leur accessibilité (iv) la crédibilité de leurs sources et (v) leurs coûts.

Deux cents étudiants des institutions universitaires de Kananga ont participé à cette étude. Ils en ont constitué l'échantillon. Ils devaient avoir suivi le cours d'Agriculture Générale. Après l'utilisation des outils statistiques appropriés, les résultats révèlent que les hommes (58%) versus les femmes (42%) dont l'âge était plus de 25 ans (76%) étaient en majorité célibataires (55%) et avaient une expérience avec la qualité des semences à plus de 87%.

En moyenne, 38% de futurs vulgarisateurs déclarent que la qualité de semences de cultures vivrières étudiées était bonne. En effet 37,3% ; 53,6% ; 31,0% et 29,2% de répondants ont une bonne perception de la qualité de semences de maïs, arachide, niébé et soja respectivement. En général, que la disponibilité de semences de qualité soit de bonne (28,10%) ou moindre (30,13%) est décevante. En outre, globalement, 62 % de répondants pensent que la source crédible des semences de qualité reste les « tout venant ». Qui plus est, 37% des répondants en moyenne estimaient avoir accès localement aux semences de qualité versus 41% de répondants n'y ayant accès qu'au moment opportun. Ensuite, 35 % des répondants pensaient qu'ils avaient un pouvoir d'achat suffisant pour les dépenses sur les semences et 24% trouvaient que le coût des semences de qualité était raisonnable. Enfin, la perception globale de la qualité des semences à Kananga était jugée du niveau moyen par 52,5% des répondants.

Mots Clés : perception, semences, qualité, maïs, arachide, niébé, soja, vulgarisateurs et Kananga.

INTRODUCTION

Les semences constituent l'intrant agricole de base le plus critique pour l'agriculture durable. La réponse de tous les autres intrants dépend dans une large mesure de leur qualité. La garantie de l'utilisation de semences de bonne qualité est nécessaire pour que les plantes cultivées obtiennent les rendements escomptés. Ces derniers représentent une étape très importante pour la disponibilité des aliments, un des piliers de la sécurité alimentaire (BONNEUIL, 2009 ; SEBASTIA, 2022).

C'est ainsi que les agriculteurs accordent toujours une importance primordiale aux semences en tant que l'intrant incontournable pour améliorer la productivité et la rentabilité de la production agricole. Ils sont prêts quant à leur adoption une fois testée et réputée pour l'amélioration des rendements. Les semences de qualité permettent aux agriculteurs d'améliorer leur rentabilité puisque les semences de qualité sont plus gratifiantes que les semences de mauvaise qualité (CLAVEL et GUÉTAT-BERNARD, 2018).

Au Kasai Central comme dans de nombreuses provinces de la R.D.C., la pénurie des semences de qualité est un problème qui est abordé timidement. Les cultivateurs s'approvisionnent en semences dans les marchés locaux. Ils sélectionnent souvent les semences de leurs propres récoltes pour les utiliser comme semences la saison suivante. Puis, ils sont préoccupés par les effets de leur dégénérescence, moindres rendements, mauvaises récoltes, pertes post-récoltes, de manques de résistances aux maladies et pestes sans solution.

Certains utilisent les semences provenant de sources externes. Surtout ceux qui sont principalement localisés proches des frontières avec les autres provinces ou ceux qui y ont des membres de famille. Le système formel de contrôle des semences, qui gère les organisations privées et gouvernementales, participe peu à l'approvisionnement en semences. Pourtant, il est habilité principalement à valider l'introduction des semences de variétés améliorées et à contrôler et certifier les semences pour leur qualité (CLAVEL et GUÉTAT-BERNARD, 2020). Le système semencier formel n'assume pas de manière adéquate son rôle par les contraintes de l'offre et la demande en semences de qualité (VETRIVENTHAN et al., 2020).

D'une part, la production de semences de qualité coûte cher (FREQUIN-GRESH et al., 2022). Elle est butée aux problèmes de logistique sérieux non seulement au Kasai Central mais aussi dans toute la RDC. L'INERA (Institut National pour les Études et Recherches Agronomiques) qui fut une grande source officielle des semences a besoin d'aide et non la moindre. SENASEM (Service National de Semence) n'est pas très équipé pour certifier les semences. D'autre part, il y a des informations asymétriques sur les semences améliorées donc la demande de semence est anticyclique (par exemple BEZNER, 2014 ; BRUSH et al., 2015 ; CARCEA, 2021). En d'autres termes, les cultivateurs centre-kasaïens n'achètent pas de semences auprès de sources formellement officielles parce qu'ils n'ont pas une bourse suffisante d'investir ou de prendre des risques pour produire les semences. Ils préfèrent utiliser les semences des variétés locales parce qu'elles sont mieux adaptées à leurs conditions afro-écologiques et socio-économiques.

Le secteur semencier formel n'est pas une source importante de semences que ces fermiers peuvent utiliser, car il n'en possède pas souvent (FREQUIN-GRESH et al., 2022). Dans son stock, quelques plantes cultivées seulement et jamais toutes ont leurs semences améliorées disponibles. La combinaison de facteurs ci-dessus affecte la demande des semences par les cultivateurs même si elles sont sponsorisées par les programmes de la FAO (FAO, 2017), des autres organismes internationaux et de ministères gouvernementaux ; car, elles deviennent économiquement pour eux non viables, détestables, et éhontées.

Certes, les semences des variétés locales ne sont pas disponibles non plus dans les dépôts du système semencier formel (FAO, 2017). Il est connu que la demande des semences des variétés locales étant très grande par les cultivateurs, elle n'est donc pas possible de la satisfaire avec une telle offre. Donc, il se pose pour les agriculteurs les problèmes d'accessibilité (disponibilité, distance, information, coûts) aux semences sans que l'on soulève celui de la qualité (CLAVEL et al., 2014).

Bien que l'amélioration des semences soit cruciale pour les cultivateurs du Kasai Central, bon nombre d'entre eux comprennent peu ou pas ce que l'on entend par semences de qualité. Ils ont une idée des avantages que telles semences peuvent offrir. Les agriculteurs peuvent percevoir les semences de qualité de différentes manières (MENDEZ DEL VILLAR, 2019 ; SEBASTIA, 2022)

La qualité d'un produit signifie « l'aptitude à être utilisé » par rapport aux alternatives d'utilisation disponibles, mais cela est subjectif et conduit suffisamment aux débats (ELIAZAR, 2019 ; COULON, 2016). En effet, la qualité est l'excellence « intrinsèque » d'un produit, qui ne peut être définie avec précision, même si les gens peuvent apprendre à la reconnaître selon l'expérience (SEBASTIA, 2011 ; VOM BROCKE et al., 2013). Dans la pratique, la définition de la qualité d'un produit a engendré quatre écoles de pensées qui permettent de comprendre l'origine des écarts entre experts et utilisateurs. Dans cette étude, les experts formels sont des chercheurs soit, les agronomes généticiens et les experts informels sont les cultivateurs. La première école définit la qualité comme une variable précise et mesurable constituant une propriété intrinsèque de la semence. La deuxième école, tenant compte de la production des semences, trouve que la qualité est la conformité aux exigences et spécifications garanties pour les produire (FAO, 2017). La troisième école fonde sa définition sur la satisfaction de cultivateurs qui est ressentie lorsque la semence quelconque est la meilleure en termes d'avantages ou de conséquences positives qu'ils recherchent (SEBASTIA, 2011). La quatrième école définit la qualité sur base de la valeur et trouve ainsi le compromis entre les avantages requis des semences (BONNEUIL, 2009). Pour cette étude, la qualité qui est considérée est celle qui concerne la production de semences.

C'est parce qu'il y a biologiquement une façon de produire les semences et les caractéristiques de ces semences sont plus agronomiques que socio-anthropologiques.

Les perceptions des agronomes généticiens en matière de qualité suivent généralement les approches de qualité des semences basées sur leur processus de production (SEBASTIA, 2022). La qualité des semences est ainsi réduite à des paramètres, des normes et des processus qui, bien que concrets et mesurables, sont définis et acceptés par ce que les agronomes généticiens apprécient et considèrent comme important (SEGUY et BOUZINAC, 2001).

Les paramètres de qualité des semences utilisés par les agronomes généticiens se rapportent à des variables qui prédisent premièrement le potentiel de rendement (FAO, 2017). Deuxièmement, la perception formelle de la qualité des plantes cultivées fait généralement référence à la qualité phytosanitaire, à la résistance aux insectes et maladies, à la croissance physiologique, à la croissance physique de la culture et aux caractéristiques de développement en général (PADULOSI et al., 2015 ; FENZI et al., 2015). De ce fait, les agronomes généticiens sont généralement considérés comme les gardiens de cette qualité des semences et leurs indicateurs mesurables. Telle définition de la qualité de semences implique directement les avantages perçus pour les cultivateurs qui les adoptent. Pour les experts (agronomes généticiens), la relation entre les indicateurs de la qualité et ses attributs qui fournissent les avantages souhaités est formalisée dans les paramètres et finalement exprimée dans les protocoles expérimentaux et les normes pour la certification probable de semences. Les entretiens formels avec des experts constituent donc une méthode de recherche réalisable pour identifier les principaux indicateurs et attributs de qualité de semences (SEBASTIA, 2022).

L'objectif de cette étude est d'évaluer la perception des futurs vulgarisateurs sur la qualité des semences de quelques cultures vivrières à Kananga. Cette perception a été évaluée selon les critères suivants (i) la qualité des semences (ii) leur disponibilité (iii) leur accessibilité (iv) leur source crédible et (v) leurs coûts abordables.

MÉTHODOLOGIE

L'étude a été menée à Kananga, R.D.C. Quatre cultures vivrières d'une importance principale ont été sélectionnées pour étudier la perception des futurs vulgarisateurs sur la qualité de leurs semences. Il s'agit du maïs, arachide, niébé et soja. Ces quatre cultures sont principalement cultivées dans la province du Kasai Central.

L'échantillon de l'étude comporte 200 étudiants des institutions universitaires de Kananga (ISDR, UNIKAN, UPKAN). Ils étaient volontaires pour participer à cette étude. L'unique condition minimum était d'avoir suivi le cours d'agriculture générale dans lequel les qualités de semences de plantes cultivées sont abordées. Cela justifie que tel étudiant connaît les critères agronomiques d'une semence de qualité. Pour évaluer la perception des répondants sur la qualité des semences trouvées sur le marché Kanangais, un questionnaire structuré a été développé et leur a été administré. Les critères d'évaluation étaient : (i) la qualité des semences (ii) leur disponibilité (iii) leur accessibilité et (iv) leurs coûts.

En effet, les semences sont disponibles quand elles sont à la portée de la main pour être acquises soit par l'achat ou la donation. Elles sont trouvées en abondance. La fiabilité de semences est notée quand elles conservent les caractéristiques physiques, morphologiques, biologiques et physiologiques de leurs géniteurs durant une période donnée. Les semences viables sont celles qui possèdent la vie c.-à-d. elles respirent : leurs embryons sont vivants. Tester la viabilité des semences consiste à les laisser reposer pendant 15 minutes dans un verre d'eau ; puis si elles vont au fond, elles pourront être viables sinon elles flottent : elles seront généralement non viables. Les semences accessibles sont d'un accès facile et aisé, c'est-à-dire sans conditions. Les semences abordables sont vendues au prix qui ne les rend pas rares. Les semences infectées sont celles qui sont souillées, pourries, ou putréfiées. Les semences infestées sont celles qui sont envahies par un corps étranger, quelle que soit sa nature. Elles sont impures.

Des outils statistiques appropriés ont été utilisés pour analyser et interpréter les données et tirer des conclusions. Les semences sont disponibles quand elles sont à la portée de la main pour être utilisées. Dans l'étude, les caractéristiques du profil des répondants ont été récoltées. Leurs résultats sont résumés dans le tableau 1.

Tableau 1. Profile de répondants

VARIABLES	FRÉQUENCE	%
Genre		
Masculin	115	57,5
Féminin	85	42,5
Age		
< 25	49	24,5
> 25	151	75,5
État conjugal		
Marie	78	39,0
Célibataire	109	54,5
Divorce	10	5,0
Veuf	3	1,5
Expérience avec les qualités de semences		
Test de germination	200	100
Test de pureté	186	93,0
Test de calibrage	173	86,5

Dans cet échantillon, les hommes (58%) versus les femmes (42%) dont l'âge était plus de 25 ans (76%) étaient en majorité célibataires (55%) et avaient une expérience avec la qualité des semences à plus de 87%. De par ce profil, il est plus évident que les futurs vulgarisateurs peuvent juger de la qualité des semences trouvées sur le marché Kanangais avec compétence.

Les paramètres de la qualité de semences de 4 cultures sélectionnées sont présentés dans le tableau 2. La perception de douze items a fait l'objet d'évaluation par les répondants en pourcentage. Elle concernait la germination de semences, leur calibrage ou l'uniformité de leur grosseur ; si elles sont sans infections, sans déchets, sans insectes et peuvent donner les rendements élevés. Elles sont aussi jugées sur leurs pureté, viabilité, fiabilité, résistance aux maladies et insectes et uniformité de leur couleur et si elles sont vendues au prix abordable.

Perception des répondants sur la qualité de semences à Kananga

Tableau 2. Résultats de la perception des répondants sur les critères des semences de qualité

PARAMÈTRES DE QUALITÉ DE SEMENCES	% DE RÉPONDANTS				Moyenne
	<i>Maïs</i>	<i>Arachide</i>	<i>Niébé</i>	<i>Soja</i>	
<i>Germination</i>	49,2	37,5	34,8	34,9	39,1
<i>Pureté</i>	21,1	16,9	15,1	16,2	17,3
<i>Calibrage/grosseur</i>	52,9	41,6	38,2	35,6	42,1
<i>Sans infection</i>	61,9	67,2	51,2	50,3	57,7
<i>Sans déchets</i>	13,8	79,2	14,6	16,1	30,9

PARAMÈTRES DE QUALITÉ DE SEMENCES	% DE RÉPONDANTS				Moyenne
	<i>Maïs</i>	<i>Arachide</i>	<i>Niébé</i>	<i>Soja</i>	
<i>Sans insectes</i>	31,7	87,1	17,3	13,7	37,5
<i>A haut rendement</i>	59,5	60,1	51,2	54,8	56,4
<i>Résistante a la sécheresse</i>	28,6	51,7	15,9	18,1	28,6
<i>Uniformité/couleur</i>	15,7	81,1	16,4	12,3	31,4
<i>Viabilité</i>	46,7	45,8	39,1	32,8	40,4
<i>Fiabilité</i>	30,9	39,4	35,7	33,4	34,9
<i>Abordable /coût</i>	36,1	36,1	42,1	31,6	36,5
<i>Moyenne</i>	37,3	53,6	31,0	29,2	37,8

Le tableau 2 indique qu'en moyenne, la qualité des semences d'arachide à Kananga est bien appréciée par les répondants (54%) tandis que la qualité de semences des autres cultures étudiées en moyenne ne dépasse pas 37%. En moyenne les critères de qualité de semences tels que sans infection (58%) et rendement élevé (56%) sont les plus regardants par les répondants. C'est très surprenant de voir la plupart des critères évalués par seulement 42% de répondants. Pour rehausser leur perception, il est suggéré que les travaux de centres d'adaptation et multiplication de semences reprennent avec sérieux.

En général seuls 38% de répondants ont une bonne perception de la qualité de semences de maïs, arachide, niébé et soja. C'est préoccupant. Cela suggère qu'il faut agir pour améliorer la qualité de semences de ces plantes cultivées sur le marché de Kananga.

Les semences d'arachide ont été perçues sans insectes et uniformes de couleur respectivement par 87,1% et 81,1% de répondants. Pourtant seulement 14% de répondants trouvaient que les semences de soja étaient exemptes d'insectes. Il est atterrant que la pureté variétale des semences de toutes les semences soit perçue en moyenne par un nombre moins élevé ou égal de 21% de répondants.

En moyenne, la qualité germinative des semences a été perçue par moins ou 39 pour cent des répondants pour toutes les semences de 4 cultures étudiées. Il était intéressant de noter que tous les participants estimaient qu'environ 60% de futurs vulgarisateurs ont perçu que les semences de maïs et d'arachide ont une production plus élevée par unité de surface tandis que pour le même critère, leur perception se chiffrait à 51% pour les semences de niébé et à 55% pour celles de soja.

La qualité de semences exemptes de déchets était également l'une des caractéristiques importantes jugées par les répondants. La grande majorité (79%) d'entre eux ont perçu que les semences d'arachide étaient exemptes de déchets versus 14 à 16% pour les autres cultures.

Environ 62% pour cent de futurs vulgarisateurs percevaient les semences d'arachide comme étant sans infections.

Près de 47% de répondants percevaient que les semences de maïs et d'arachide étaient viables versus moins de 40% pour le niébé et le soja. Bien que cette perception avoisine celle de la germination. Il nous pousse à croire que la viabilité de semence est l'une des qualités cruciales, car la production agricole en dépend. La même perception est remarquable quand l'on considère la fiabilité de ces semences (35%). La fiabilité est la fonctionnalité de la semence d'une manière satisfaisante pendant un temps donné dans des conditions normales de son usage. La fiabilité de la semence est donc sa performance dans une période donnée.

Moins de 42% de futurs vulgarisateurs perçoivent que les semences de 4 cultures sélectionnées pour cette étude étaient vendues au coût abordable. En d'autres termes les semences coûtent plus cher à Kananga que l'on pouvait croire. Les agriculteurs ne s'approvisionnent que sur le marché de semence Kanangais, il y a lieu de croire qu'ils ne peuvent que considérer garder une infime quantité de leur récolte pour semer

à la saison de culture suivante. Cependant au fil de temps cela a des conséquences : la dégénérescence, la baisse de rendement, la susceptibilité aux insectes et maladie, le manque de résistance, etc.

Si l'on considère le pourcentage moyen de l'ensemble des douze paramètres, la perception globale des personnes interrogées se situe entre 29,2 et 53,6 pour cent. Elle était plus faible pour le soja. On peut donc conclure que les futurs vulgarisateurs percevaient que les semences d'arachide étaient de meilleure qualité que celles des autres cultures.

Perception de répondants sur la disponibilité de semences de qualité à Kananga

Tableau 3. Résultats de la perception de répondants sur la disponibilité de semences de qualité

PARAMÈTRES DE DISPONIBILITÉ	% DE RÉPONDANTS				
	<i>Maïs</i>	<i>Arachide</i>	<i>Niébé</i>	<i>Soja</i>	<i>Moyenne</i>
<i>Disponibilité de semences de bonne qualité</i>	19,90	25,63	28,62	38,21	28,10
<i>Disponibilité de semences de moindre qualité</i>	30,71	25,31	33,36	31,15	30,13

La perception des répondants sur la disponibilité de semences de qualité a été évaluée selon deux dimensions, à savoir la perception de la disponibilité de semences de bonne et moindre qualité.

Dans le tableau 3, vingt pour cent de répondants perçoivent que les semences de maïs disponibles à Kananga sont de bonne qualité versus 31% qui les perçoivent autrement ; 33 % perçoivent que la disponibilité de semences d'arachide est de moindre qualité tandis que c'est le contraire pour 26 % d'entre eux. La disponibilité de semence de soja était jugée de bonne qualité par 38 % de répondants contre 31 %. En général la disponibilité de semences de qualité qu'elles soient de bonne (28,10%) ou moindre (30,13%) est décevante.

De la discussion qui précède, on peut conclure que la qualité et la quantité des semences disponibles de cultures sélectionnées dans cette étude ont été perçues comme moins satisfaisantes par moins ou égal 30% de répondants et qu'il convient de s'en préoccuper. Il y a pénurie de semences de qualité sur la ville de Kananga et s'il en a, alors elles sont de moindre qualité.

Perception de répondants sur la source de semences de qualité à Kananga

Tableau 4. Résultats de la perception de répondants sur la source de crédibilité de semences de qualité.

SOURCES DE SEMENCES	% DE RÉPONDANTS				MOYENS
	<i>Maïs</i>	<i>Arachide</i>	<i>Niébé</i>	<i>Soja</i>	
<i>Agroproducteurs</i>	11,23	15,32	11,87	12,21	12,60
<i>Entreprises semencières</i>	81,11	85,41	87,63	89,12	85,82
<i>SENASA/Ministère</i>	10,25	08,91	07,28	07,20	8,41
<i>Tout Venant</i>	66,41	51,87	69,21	62,15	62,41
<i>Organismes privés d'aide aux semences</i>	21,52	20,24	19,47	17,49	19,68

En ce qui concerne les semences de maïs, 81,11 pour cent des répondants perçoivent que les entreprises semencières sont une source crédible de semences de qualité, suivis par 66,41 pour cent des répondants qui perçoivent que les semences « tout venant » sont une source crédible de semences de qualité. Par contre, 21,52%, 11,23% et 10,25% de répondants pensent respectivement les semences provenant des organismes privés, des agro producteurs, et de SENASA/Ministère. Elles sont considérées comme les sources moins crédibles du fait qu'elles ne soient pas perçues par plus de 22% de répondants.

Pour la perception globale, la majorité 86 % des répondants perçoivent que les entreprises semencières comme une source crédible de semences de qualité pour les semences de 4 cultures étudiées. En outre, globalement, 62 % de répondants pensent que les semences « tout venant » comme une source crédible. Alors que 8 à 20 % de répondants trouvent le reste, des sources de semences sont fiables.

Perception des répondants sur l'accessibilité des semences de qualité à Kananga

La perception des répondants sur l'accessibilité des semences de qualité a été évaluée en fonction de deux dimensions, l'accessibilité locale et l'accessibilité en temps opportun. Les résultats de cette perception sont présentés dans le tableau 5.

Tableau 5. Résultats de la perception des répondants sur l'accessibilité des semences de qualité

Paramètres d'accessibilité	% RÉPONDANTS				Moyenne
	Maïs	Arachide	Niébé	Soja	
Accessible localement	38,91	34,59	36,78	37,42	36,93
Accessible au bon moment	41,88	35,11	54,98	32,16	41.03

Pour les semences de maïs, environ (39%) de répondants estiment qu'ils avaient un accès local à des semences de qualité, tandis que 42 % ont jugé qu'ils en avaient accès seulement en temps opportun. À propos des semences d'arachide, 35% de répondants ont perçu qu'ils y accédaient localement versus 35% qui n'y accèdent qu'au bon moment. En ce qui concerne l'accessibilité aux semences de niébé (55%) des répondants ont estimé qu'ils n'y avaient accès qu'au bon moment contre 37% qui ont déclaré y accéder localement. S'agissant des semences de soja, 37% de répondants percevaient qu'ils y accédaient localement tandis que 32% au moment opportun.

En moyenne, 37 pour cent des répondants ont pensé avoir accès localement aux diverses semences de qualité, tandis que 41 pour cent ont estimé qu'ils y ont accès au bon moment.

On peut donc conclure que les futurs vulgarisateurs avaient davantage accès à des semences de qualité de niébé et de maïs alors qu'ils avaient un accès modéré aux autres semences de qualité (arachide et soja).

Perception des répondants sur le coût abordable des semences de qualité à Kananga

Perception des répondants sur l'accessibilité financière des semences de qualité, deux paramètres pour l'évaluer étaient pris en compte : le pouvoir d'achat et le prix raisonnable. Les réponses des participants sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 6 Résultats de la perception des répondants sur le coût abordable des semences de qualité

Paramètres de coût abordable de semences	% RÉPONDANTS				Moyenne
	Maïs	Arachide	Niébé	Soja	
Selon le pouvoir d'achat	35,61	30,14	36,87	38,19	35,20
Au Prix raisonnable	21,28	22,45	23,47	30,48	24,42

En ce qui concerne l'accessibilité financière des semences de maïs, 36 % des répondants ont trouvé qu'ils disposaient d'un pouvoir d'achat suffisant, tandis que 21 % d'entre eux ont estimé que le prix en vigueur des semences de ces semences était raisonnable.

Pour l'accessibilité financière des semences d'arachide, les répondants 30 % ont déclaré avoir le pouvoir d'achat pour s'en acquérir, tandis que 22% de répondants ont estimé que le prix en vigueur de ces semences était raisonnable.

Au sujet de coût abordable des semences de niébé, 37 pour cent des répondants sont d'avis qu'ils avaient un pouvoir d'achat suffisant pour se procurer ces semences, tandis que 23% ont estimé que le prix en vigueur de semences de niébé à Kananga était raisonnable.

À propos des semences de soja, 38 pour cent des répondants pensaient qu'ils avaient un pouvoir d'achat suffisant pour se les procurer tandis que pour 23 pour cent de leurs collègues le prix en vigueur de ces semences était raisonnable.

En termes d'accessibilité globale aux semences de qualité, 35 pour cent des répondants pensaient qu'ils avaient un pouvoir d'achat suffisant pour faire face aux dépenses des semences et 24 % estimaient que les prix en vigueur des semences de qualité étaient raisonnables. Le prix étant une valeur réelle et le pouvoir d'achat étant une valeur subjective, c'est-à-dire émanant d'une spéculation. Ajoutons que les futurs vulgarisateurs proviennent de niveaux socio-économiques différents. Voilà ce qui expliquerait la disparité entre les deux facteurs utilisés pour juger l'accessibilité financière. En outre, les semences « tout venant » étant vendues comme les denrées alimentaires de ces cultures dans les marchés Kanangais, leurs prix sont généralement non abordables.

Perception globale de répondants sur la qualité de semences à Kananga

Cette perception a été évaluée selon trois niveaux : faible, moyen et élevé. Les résultats compilés sont consignés dans le tableau 7

Tableau 7. Résultats de la perception globale de répondants sur la qualité des semences

Perception globale	Fréquence	Pourcentage
<i>Faible</i>	64	32,00
<i>Moyenne</i>	105	52,50
<i>Élevée</i>	31	15,50
Total	200	100

Une lecture des données concernant la perception globale de la qualité des semences révèle que la majorité (52,5%) des répondants avaient un niveau moyen de perception globale de la qualité des semences, suivis par 32 pour cent et 15,5 pour cent des répondants ayant respectivement un niveau faible et un niveau élevé de perception globale de la qualité des semences.

CONCLUSION

L'objectif de cette étude est d'évaluer la perception de futurs vulgarisateurs sur la qualité des semences de maïs, arachide, niébé et soja à Kananga. Cinq critères suivants ont servi d'évaluer cette perception soit (i) la qualité des semences (ii) leur disponibilité (iii) leur accessibilité (iv) la crédibilité de leurs sources et (v) leurs coûts.

Deux cents étudiants des institutions universitaires de Kananga ont participé volontairement et ont constitué l'échantillon de cette étude. Ils devaient avoir suivi le cours d'Agriculture Générale dans lequel les qualités de semences de plantes cultivées sont élaborées. Après l'utilisation des outils statistiques appropriés, les résultats révèlent que les hommes (58%) versus les femmes (42%) dont l'âge était plus de 25 ans (76%) étaient en majorité célibataires (55%) et avaient une expérience avec la qualité des semences à plus de 87%.

En moyenne, 38% de futurs vulgarisateurs déclarent que la qualité de semences de cultures vivrières étudiées était bonne. En effet 37,3% ; 53,6% ; 31% et 29,2% de répondants ont une bonne perception de la qualité de semences de maïs, arachide, niébé et soja respectivement. En général, la disponibilité de semences de qualité qu'elles soient de bonne (28,10%) ou moindre (30,13%) est décevante. En outre, globalement, 62 % de répondants pensent que la source crédible des semences de qualité reste les « tout venant ». Qui plus est, 37% des répondants en moyenne estimaient avoir accès localement aux semences de qualité versus 41% de répondants ne les y ayant accès qu'au moment opportun. Ensuite, 35 pour cent des répondants pensaient qu'ils avaient un pouvoir d'achat suffisant pour les dépenses des semences et 24% trouvaient que le coût des semences de qualité était raisonnable. Enfin, la perception globale de la qualité des semences à Kananga était jugée du niveau moyen par 52,5% des répondants.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Bezner Kerr, R., 2014, Lost and Found Crops: Agrobiodiversity, Indigenous Knowledge, and a Feminist Political Ecology of Sorghum and Finger Millet in Northern Malawi, *Annals of the Association of American Geographers*, 104, 3, pp. 577–593.
2. Bonneuil, C., F. Thomas, 2009, Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM, Fph (CH) et QUAE (France), 619 p.
3. Brush, S.B., M.R. Bellon, R.J. Hijmans, Q.O. Ramirez, H.R. Perales H.R, et J. van Etten, 2015, Assessing maize genetic erosion, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 112, 1, E2, [En ligne]
4. Carcea, C., 2021, Value of Wholegrain Rice in a Healthy Human Nutrition, *Review Agriculture*, 11, 720, [En ligne] URL : <https://www.mdpi.com/2077-0472/11/8/720/pdf> consulté le
5. Clavel, D., E. Verger et H. Guétat-Bernard, 2020, Expanding and intensifying rice production consequences on agrobiodiversity management and diet quality. A situated transdisciplinary gendered analysis in Senegal Middle Valley River, recherche en prepublication accessible [En ligne]
6. Clavel, D., H. Guétat-Bernard et E. Verger, 2018, Relier la conservation de la biodiversité cultivée et la sécurité alimentaire dans les sociétés agricoles africaines : l'intérêt de l'analyse de genre, *Les Cahiers de l'Association Tiers-monde*, 33, pp. 83-92.
7. Clavel, D., L. Feintrenie L, J.Y. Jamin, E. Torquebiau et D. Bazile, 2014, Défis de gestion et d'usage des ressources naturelles, dans Sourisseau, J-M., (ed.) *Agricultures familiales et mondes à venir*, Ed. Quae, Versailles, pp. 219-234.
8. Coulon, C., 2016, Riziculture et changement climatique. Comment quantifier et réduire les impacts de la riziculture irriguée sur le changement climatique ? Notes de synthèse, Montpellier, Le groupe Costea (AFD, IRD, CIRAD, IRSTEA), 8 p.
9. Eliazer Nelson, A.R.L., K. Ravichandran et U. Antony, 2019, The impact of the Green Revolution on indigenous crops of India, *Journal of Ethnic Foods*, pp. 6-8.
10. FAO, 2017, FAO/INFOODS Food Composition Database for Biodiversity Version 4.0 – BioFoodComp4.0, Rome, 40 p., [En ligne] URL <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/fc6ee7fb-bbff-45c6-896c-52a84beb4434/> consulté le 03/09/2022
11. Fenzi, M., D.I. Jarvis, L.M. Arias Reyes, L. Latournerie Moreno, et J. Tuxill, 2015, Longitudinal analysis of maize diversity in Yucatan, Mexico: influence of agro-ecological factors on landraces conservation and modern variety introduction, *Plant Genetic Resources: Characterization and Utilization*, 15, 1, pp. 51-63.
12. Freguin-Gresh, S, D. Clavel, H. Guétat-Bernard, V. Urrutia-Banoviez, G. Cortes et S. Dury, 2022, Valuing the roles of women in food and nutrition security through a gender lens. A crosscutting analysis in Senegal and Nicaragua, *Sustainable nutrition-oriented food systems: from local to world scales*, Ed. Quae, Versailles, 222 p.
13. Guétat-Bernard, H. , B. Sébastia, 2022, Cuisiner les légumes feuilles – kīrai - et soigner les corps. Compétences, savoirs et pratiques des cuisinières à Pondichéry, Inde du sud-est », *Anthropology of food*, [En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/aof/13278>
14. Guétat-Bernard, H., C. Ndami, 2019, Géohistoire du genre et du développement rural en Afrique. L'exemple emblématique des régions de l'ouest et du sud du Cameroun, dans C. Levy et A. Martinez, *Genre, Féminismes et Développement : Une Trilogie en Construction*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, pp. 347-364.

15. Mendez del Villar, P., D. Dia, 2019, Rapport de mission exploratoire sur le riz pluvial en Casamance et Bassin arachidier (Avril 2019), Cirad (France) et Isra (Sénégal),
16. Padulosi, S., I. Bhag Mal, O. King, et E. Gotor, 2015, Minor Millets as a Central Element for Sustainably Enhanced Incomes, Empowerment, and Nutrition in Rural India, *Sustainability*, 7, pp. 8904-8933.
17. Sébastia, B., 2011, Revaloriser les millets en Inde : les produits biologiques et écologiques au bénéfice de l'environnement et de la santé, *Food & History*, 9, 2, pp. 239-260.
18. Sébastia, B., H. Guétat-Bernard, 2022, Millets and kīrai in Tamil culture: their role for a healthy diet and women's knowledge on their uses, dans Kevany, K., et P. Prospero, *Sustainable Diets*, chapitre 48, en cours de publication, Routledge.
19. Séguy, L., S. Bouzinac, 2001, Direct seeding on plant cover: sustainable cultivation of our planet's soils, actes du premier colloque Mondial sur agriculture de conservation Conservation agriculture, a worldwide challenge, 1-5 oct 2001, Madrid, pp. 85-91.
20. Vetriventhan, M., C. R. V. Azevedo, H. D. Upadhyaya, A. Nirmalakumari, J. Kane-Potaka, S. Anitha, S. Antony Ceasar, M. Muthamilarasan, B. Venkatesh Bhat, K. H. A. Bellundagi, D. Cheruku, C., Backiyalaksmi, D. Santra, C., Vanniarajan et V. A. Tonapi, 2020, Genetic and genomic resources, and breeding for accelerating improvement of small millets: current status and future interventions, *NUCLEUS*, India, 63, 3, pp. 217-239.
21. Vom Brocke, K, M. Vaksman, G. Trouche et D. Bazile, 2013, Préservation de l'agro biodiversité du sorgho in situ au Mali et au Burkina Faso par l'amélioration participative des cultivars locaux, Dans, Bezançon, G., et J.L. Pham (ed.), *Ressources génétiques des mils en Afrique de l'Ouest*, Diversité, conservation et valorisation, IRD Éditions, pp. 97-110.

Culture maraîchère : une activité de survie et/ou de lutte contre la pauvreté à Kananga

Joseph Olivier Munongo
Chef des travaux /CIDEP
Bernard Bijanu Kabamusu
Chef des travaux/ISDR-Tshibashi
Léon Ntambue Ntambue
Assistant/ISDR-Tshibashi

Résumé

L'objectif de cette étude est de comprendre si réellement la culture maraîchère peut être considérée comme une activité de survie et/ou celle de la lutte contre la pauvreté à Kananga. Il s'avère que la population Kanangaise utilise cette activité maraîchère pour surmonter la crise alimentaire qui est quasi généralisée afin qu'elle puisse survivre. La culture maraîchère seule ne peut combattre la pauvreté ni être considérée comme une stratégie de sa lutte. La pauvreté étant un problème complexe exigeant plusieurs paramètres pour appréhender ses tenants et aboutissants afin d'arriver à une solution efficace. Dans cette étude, nous avons trouvé que le maraîchage est une activité génératrice de revenus et constitue de ce fait une occupation de résilience au coût de la vie à Kananga.

Mots clés. Culture maraîchère, survie, pauvreté, génératrice de revenue et Kananga.

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo est un grand et vaste pays d'Afrique Central. Il regorge d'immenses ressources naturelles (agricoles, forestières, minières, etc.), mais l'image que ce grand pays présente dans le concert des nations est de plus en plus erronée, d'autant plus que le pays nourrit des paradoxes criants. Malgré les nombreuses ressources naturelles, certes, sa population croupit dans la misère et figure parmi la population la plus pauvre de la planète.

Ngalamulume T., note que, « *la richesse naturelle de la RDC devrait être des ressources de rentes permettant une meilleure lutte contre la pauvreté et des investissements en infrastructures favorables à la croissance, la dépendance, et à des inégalités des ressources naturelles...* ¹» Nous assistons toujours de la me-gestion, de vol, de détournement de denier public et la mauvaise gouvernance à tout le niveau. Alors, pour juguler cette situation de crise socio-économique dans laquelle vit la RDC, il se développe plusieurs activités de lutte pour la survie, surtout en milieu urbain.

D'après le PNUD², le développement humain en République Démocratique du Congo est plus faible. Les innombrables ressources sont dilapidées et gaspillées, détournées et cela se traduit par le délabrement des infrastructures, la paupérisation de la population et aussi la suppression des milieux d'emplois.

Dans la ville de Kananga, les activités agricoles qui étaient autrefois réservées en milieu rural sont devenues des activités génératrices de revenus, pour permettre aux ménages de surmonter la crise et en tenir coût de la vie. Cela est dû aux taux croissants de chômage et de sous-emplois qui a largement augmenté ces dernières années et a dépassé le seuil du tolérable.

La ville de Kananga et ses environs, l'alimentation de la famille est considérée comme le premier besoin, car elle conditionne l'existence de la famille ou du ménage. C'est ainsi que la population urbaine se donne à l'agriculture urbaine et spécialement le maraîchage. Le souci principal et l'objet de cette étude

¹ NGALAMULUME Tshiebue., 20011. *Politique agricole et sécurité alimentaire*, édition Université Européenne, p.11.

² PNUD., Rapport mondial sur le développement humain, 2010, p.71.

est de comprendre et/ou de savoir si le maraîchage est une activité de survie des ménages ou plutôt de lutte contre la pauvreté dans la ville de Kananga.

L'objectif de notre étude est de comprendre que le maraîchage dans la ville de Kananga est-il une activité de lutte pour la survie pour des ménages et/ou une activité de lutte contre la pauvreté à Kanangais. Cette réflexion va s'articuler autour des deux questions à savoir : l'activité maraîchère constitue-t-elle une activité pouvant résoudre certains problèmes de la vie des ménages à Kananga ? Quel est l'impact des activités maraîchères sur le vécu quotidien de la population de la ville de Kananga ?

Nous estimons que la dynamique de la maraîchère ou de l'agriculture urbaine à Kananga ne serait que le reflet de la pauvreté et des conditions socio-économiques précaires dans lesquelles vit la population de la ville de Kananga. En effet, l'extension rapide des cultures maraîchères dans les cinq communes qui composent la ville de Kananga et sa ceinture verte indique que, les activités sont considérées par la population vulnérable comme une alternative sérieuse aux phénomènes de sous-emplois, c'est une innovation pour ceux qui en pratiquent. Alors c'est une activité génératrice des revenus que le formel et aussi un palliatif à la crise tant alimentaire et budgétaire dans cette ville.

Mais malgré son expansion le maraîchage ne peut pas lutter contre la pauvreté, mais peut seulement assurer la survie des ménages dans la ville de Kananga et son hinterland. Alors, il est un cadre social d'épanouissement, un milieu de résolution des problèmes sociaux qui se posent aux individus et aux familles ; il constitue une forme de résilience à l'insécurité alimentaire, et une réponse propice aux conditions existentielles misérables.

Pour réaliser ce travail, nous avons recouru à la démarche dialectique qui reste une méthode utilisée avec ses quatre postulats. Elle nous a aidés à étudier les corrélations et les contradictions, des conflits, des oppositions, des luttes des classes et des changements au sein des maraîchères qui travaillent dans la ville Kananga et à ses environs, nous avons utilisé les enquêtes de terrain et la technique d'échantillon comme outils appropriés pour produire les données de terrain dans notre milieu d'étude.

Ce travail est le résultat d'une enquête. Nos cibles visées sont les gens qui pratiquent les activités maraîchères. Un questionnaire a été diligemment auprès de maraîchères vivantes dans la ville de Kananga, et les résultats de cette étude seront généralisés à toute dynamique de maraîchère de la ville de Kananga.

Voici comment s'articule l'économie de notre recherche ; hormis l'introduction et la conclusion, notre travail a trois points à savoir :

- Définition des concepts
- Cadre méthodologique et théorique d'étude
- Description du milieu d'étude
- Activité maraîchère dans la ville de Kananga et son hinterland.

Ces points forment ainsi le nœud de notre étude mentionnée ci-haut.

1. CIRCONSCRIPTION DES CONCEPTS

D'entrée de jeu, nous voulons définir les concepts clés pour éviter l'imbroglio des ceux qui peuvent nous lire. C'est aussi une occasion de soutenir le point de vue de Durkheim E.³, lorsqu'il note « la première démarche d'un sociologue consiste à définir les choses dont il traite afin que l'on sache et qu'il sache bien de quoi il est question. C'est la première et la plus indispensable condition de toute preuve et de toute vérification. De même que, Merton enrichie en écrivant que : « une recherche consciente de ses besoins ne peut passer outre la nécessité de clarifier ses concepts. Car une exigence essentielle de la recherche est que les concepts soient définis avec une clarté suffisante pour lui permettre de progresser.⁴ »

Eu égard à ce qui précède, il sied de noter que chaque discipline et/ou chaque recherche possèdent ses propres concepts qui marquent son identité et indiquent son objet d'études ; alors nous nous attelons à

³ EMILLE Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Flammarion, Paris, 1988, p.22.

⁴ R.K. Merton., *Éléments des théories et des méthodes sociologiques*, Plan, Paris, 1965, p.39.

donner une lumière aux concepts que nous utilisons. Il est indiqué de commencer cette réflexion dans le but de congédier toute équivoque. Pour ce faire, nous nous attarderons sur les concepts de base de notre sujet à savoir : maraîchage, survie et pauvreté.

1.1. Maraîchage

Le maraîchage existe depuis 21^e siècle et provient du mot marais. On utilise aussi le mot horticulture qui désigne la branche de l'agriculture comprenant la culture des légumes, des petits fruits, des fleurs, des arbres et aussi arbustes.⁵

Le maraîchage est un type d'activités dont le premier objectif est de fournir des productions agricoles directement vendables au consommateur final ; il est la culture de légumes, de certains fruits, de certaines fines d'herbes et fleurs à usage alimentaire, de manière intensive ou extensive et professionnelle, c'est-à-dire dans le but d'en faire un profit ou simplement d'en vivre (ce qui se distingue du jardin).

Le maraîchage se définit comme une branche de la production qui comprend l'activité technico-économique et alimentaire déployée pour l'obtention des légumes ; ce sont des lieux des activités économiques essentielles pour la subsistance des peuples ruraux et urbains.⁶

1.2. Pauvreté

Le concept pauvreté n'est pas nouveau. Il existe depuis des époques. Mais actuellement, il est lié prioritairement au problème du chômage, et si on trouve les moyens de vaincre le chômage et si on inclut parallèlement et prioritairement les plus de moins dans des activités développées, on aura fait beaucoup plus que la bataille de l'emploi et on aura fait reculer la souffrance.

Selon Jacques Forget,⁷ « il estime que le concept « pauvreté » ces dernières années, évolue et continue d'évoluer rapidement. Là où il y avait des générations des déshérités, il y a présentement de nouvelles couches sociales jusqu'ici à l'abri derrière un statut social ou assise financière suffisante, qui se sentent menacés ; chômage et pauvreté sont les concepts indissociables. » Dans ce même ordre d'idée Sasser Ph, enrichi lorsqu'il écrit ce qui suit : « Cependant, la pauvreté est presque comme la mise en dehors d'un monde qui se construit, l'assistance, loin de guérir la misère du pauvre semble la constituer en elle-même. En ce sens, c'est l'assistance qui fait les misérables.⁸»

Il faut savoir que la pauvreté a toujours revêtu des aspects divers suivant les époques. La crise est venue avec toutes ses conséquences ; l'habituelle pauvreté s'est développée, mais avec l'extension du chômage est apparue une nouvelle pauvreté. Selon les auteurs cités ci-haut, la pauvreté résulte du chômage. Avec cette approche qui est habituée à considérer la pauvreté en état purement quantitatif. Un état qui serait toujours traduisible en chiffre : soit en revenu ou salaire, soit en part de produit national et intérieur brut, soit en un ensemble de critères chiffrés exprimant des conditions de vie. Et il se dégage de cette réflexion, qu'il y a dans la pauvreté deux sortes de choses : d'une part, la nourriture, les vêtements et des conditions de vie normales, c'est-à-dire suffisantes pour le repos et l'abri de la famille.

D'autre part, la participation active à la vie sociale par le travail d'éducation et l'accès à la vie de l'esprit (la culture et la religion), c'est-à-dire la possibilité pour chacun d'apporter sa marque à la construction du corps social et à l'atteinte du bien-être commun.

En parlant de la pauvreté, il est indispensable d'associer les aspects qualitatifs et aux aspects quantitatifs. Pour la Banque Mondiale, citée par Lubo Yambele la pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui réduit l'incapacité à satisfaire ses besoins alimentaires, le manque de contrôle sur les capacités, carences

⁵ www.larousse.fr en ligne consulté le 4 juin 2024 à 16h44

⁶ DUPRIER et ali. *Jardins et vergers d'Afrique*, édition Harmattan, Paris, 1987. p. 38.

⁷ J. FROGET., *Comité pauvreté et politique : ce vrai combat*, édition l'Harmattan, Paris, 1995, p.30.

⁸ Ph. Sasier., *Du bon usage des pauvretés*, Fayard, Paris PNUD, 1990, p 201.

en matière d'enseignement et de capacité, une mauvaise santé, l'absence de logement, la sous-alimentation, l'accès difficile à l'eau et aux soins de santé, la vulnérabilité face aux choix, à la violence, et à la criminalité, l'absence de liberté et participation politique.⁹

Face à cette situation morose, il se développe des campagnes de lutte contre la pauvreté. Précisons que cette lutte en République Démocratique du Congo en général et la ville de Kananga en particulier, s'articule d'une part, au tour des stratégies de renforcement de capacité dans les secteurs, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'environnement, de l'amélioration du cadre de vie et d'autre part, de la mise en œuvre d'activités génératrices des revenus. Ceci nous conduit à aborder autre concept qui est la survie.

1.3. Survie

Le concept peut se comprendre comme toute activité que l'homme développe en temps de crise pour résister à la disparition ; on mettra dans cette rubrique toutes les activités du secteur informel, de l'économie informelle, non officielle, non structurée ou l'économie souterraine, petite économie marchande...

Pour Bilowa B.,¹⁰ définit la survie comme étant des activités socio-économiques développées en situation de crise. Ces genres des activités sont développés par une population bien déterminée pour surmonter la misère. Ces activités sont utilisées comme des mécanismes de survivre.

Pour n'est pas nous écarter de ce qui précède, la survie est pour nous les activités qui se déploient dans un environnement où les conditions objectives générales d'un système économique classique ne sont pas remplies. La survie est considérée aussi comme des activités que la population pratique pour ainsi, pallier le manque des canaux formels pouvant permettre de surmonter la crise socio-économique, et en constitue des initiatives de survie. Ainsi, au lieu de se marginaliser, la population s'engage dans une lutte pour la vie tant soit peu, assurer le minimum vital ; ces activités rentrent le plus souvent dans la catégorie des informelles.

2. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Pour arriver à faire cette analyse, nous nous sommes servis de la méthode dialectique. Cette démarche dialectique reste la méthode appropriée avec ses quatre postulats. Elle nous a permis de déceler et d'inclure l'idée des totalités, des contradictions, les oppositions les luttes de classes et le changement¹¹ au sein des travaux maraîchers à Kananga. La présente étude se fonde sur la théorie du matérialisme historique. Ainsi d'après nos analyses, les éléments de catégorie sociale, l'existence matérielle, joue un rôle capital de fonctionnement de maraîchage à Kananga.

La démarche méthodologique est accompagnée d'outils de production des données de terrain où l'on retrouve la technique documentaire, observation directe, la technique de questionnaire d'enquête, auprès des gens qui pratiquent l'activité maraîchère à Kananga. La vie socio-économique quasiment difficile à Kananga, la population urbaine cherche à contourner cette situation de crise alimentaire lamentable en exerçant certaines activités de survie. Ainsi donc, nous abordons le point suivant qui concerne la description de notre milieu d'étude.

⁹ LUBO Yambele., *Mondialisation, politiques de développement et pauvreté en R.D.C*, éd. PUK, 2015, p.32-33.

¹⁰ BILOWA Bidiku. 2019. *Genre et dynamique de survie dans l'Hinterland de la ville de Kananga*, Mémoire de DEA en Sociologie, Fssap, Unikin, p. 33.

¹¹ TSHISHIMBI Katumumonyi., *Le paradigme dialectique dans la méthodologie de recherche en Sciences Sociales*, Kinshasa, éd. L'Avenir africain, 2016, p.144.

2.1. Description du milieu d'étude

Notre réflexion est circonscrite dans l'espace bien déterminé qui est la ville de Kananga et son hinterland ; ceci nous conduit à décrire notre milieu d'investigation d'une manière succincte, et cela nous aidera à comprendre pourquoi les pratiquent les activités maraîchères. Nous commençons avec la topographie de la ville de Kananga.

2.2. Topographie de la ville de Kananga et son hinterland

La ville de Kananga se situe presque au centre de la République Démocratique du Congo à une altitude allant de 600 à 750 m. elle a une superficie de 743 km et s'étend sur un plateau longitudinal variant entre 5° et 6° latitude sud et entre 22° et 23° de longitude Est. Le site est entièrement enclavé dans la sous-région de la Lulua, bornée au Nord par le territoire de Demba au Sud par le territoire de Dibaya, à l'Est par le territoire de Dimbelenge et à l'Ouest par le territoire de Kazumba. Il a un climat tropical humide émaillé de deux grandes saisons : la saison pluvieuse allant du 15 août au 15 mai et la saison sèche couvre la période du 15 mai au 15 août. Une petite saison sèche s'intercale entre janvier et février.

La ville de Kananga évolue avec comme principale caractéristique économique et sociale :

- L'hyper inflation galopante et persistance ;
- La régression continue de l'appareil de production ;
- L'instabilité des prix, l'exode rural, la dégradation des infrastructures de base, etc. ¹²

Cette situation socio-économique a pour conséquences ; l'explosion démographique, l'insuffisance des infrastructures d'accueil en ville (éducation, santé, hygiène, habitation), pollution, chômage, pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition ... La crise économique caractérisée par le chômage et la détérioration des termes de l'échange fait peser tout son poids sur la ville de Kananga et son hinterland ; face à la crise, le développement des activités de débrouillardise semble être une réponse adéquate. Celles-ci utilisent une main d'œuvre considérable, dépassant celle du secteur formel. Malgré cela, la ville de Kananga est confrontée à une crise alimentaire qui compromet son capital humain et qui pèse sur ses effets de redressement économique. C'est ainsi que la population urbaine de Kananga se donne à l'agriculture urbaine spécialement aux maraîchages, afin de travailler pour sa survie.

2.3. Agriculture urbaine

L'expansion rapide de l'agriculture urbaine à Kananga tient à plusieurs causes ; parmi celles-ci, on peut retenir en particulier celles que nous pensons être importantes : Incapacité du secteur moderne de créer suffisamment d'emplois pour absorber une population active en constante croissance ; le rythme accélère de l'urbanisation ; les licenciements du personnel des entreprises fermées avec les pillages qui a laissé les tâches noires dans les vies des plusieurs ouvriers ; faillite des plusieurs entreprises étatiques et paraétatiques autrefois dans la ville de Kananga ; le bas niveau des salaires du secteur formel et de baisse du pouvoir d'achat des travailleurs qui les contraignent à rechercher des sources des revenus complémentaires.

En effet, l'agriculture joue un rôle dans cette mutation, parce qu'elle aide des millions des citoyens à surmonter la misère et améliorer leurs conditions de vie. De ce qui précède, il y a lieu de souligner que l'agriculture urbaine développée dans la ville de Kananga et sa ceinture verte, se caractérise par une très faible productivité, et par une hétérogénéité tant du point de vue de l'organisation de production et de l'insertion dans les divers marchés que du potentielle économique des unités qui les composent.

¹² KAPINGA Tshibuyi., *Être femme et maire d'une ville. Les défis de la gouvernance locale à Kananga.*, (RDC) éd. Glo pro, 2013, p.19.

Alors, cette activité possède certains atouts sur le plan économique et social qui devraient pouvoir leur assurer des perspectives de devenir plus rassurantes. Malheureusement, la politique gouvernementale de la République Démocratique du Congo, le mode de fonctionnement des institutions nationales et provinciales montrent certaines contraintes qui créent un environnement peu propice à la consolidation des activités de l'agriculture, en milieu urbain.

2.4. Alimentation

Depuis plus de trois ou quatre décennies, la situation alimentaire en République Démocratique du Congo et de la ville de Kananga, n'est guère brillante ; le pays connaît des déficits de plus en plus croissants quantitativement et qualitativement. La production de culture vivrière a connu une réduction.

À ce niveau, il y a lieu de dire que, des causes à rechercher en amont et en aval sont parmi des causes que l'on peut citer : (l'environnement macro-économique peu favorable, la dégradation des voies de désertes agricoles et le délabrement des infrastructures de transport, parmi lesquels mène la voie ferrée est vétuste moins fréquentable par le train et le stockage ou entrepôts, l'intermédiaire financier centralisé et l'inefficacité tant dans l'amélioration de l'épargne que dans le financement des activités productrices, la destruction du circuit bancaire, le manque de financement propre et l'accès difficile au crédit et partout aux facteurs de production principalement les intrants, la faiblesse des services techniques d'encadrements.

À cela, il faut incorporer les tracasseries policières et administratives, ainsi que les innombrables taxes, tous les ingrédients réunis pour conduire à la hausse exorbitante de prix des produits alimentaires. Compte tenu du faible pouvoir d'achat de la population, l'accès à une alimentation suffisante et équilibrée est si souvent problématique.¹³

Tout cela donne lieu à la malnutrition qui touche et frappe la grande majorité de la population Kanangaise suite aux besoins alimentaires extrêmement faibles ; nonobstant de la dégradation des infrastructures de base, la ville de Kananga a connu une augmentation démographique liée au mouvement de refoulement de Congolais en Angola et l'exode rural qui a eu lieu à cause de phénomène Kamuina Nsapu de triste mémoire.

Il faut signaler que la demande alimentaire reste supérieure à l'offre. Avec le salaire maigre et insuffisant de fonctionnaires, et l'absence d'une politique salariale réaliste et rationnelle dans notre pays. Les prix des aliments augmentent régulièrement, surtout que les trains marchandise ne fréquentent plus la direction d'Ilebo pour ravitailler la population avec des maïs et des maniocs depuis que le chemin de fer est coupé à plusieurs endroits avec plusieurs têtes d'érosions dues aux pluies diluviennes. Les mêmes trains marchandises qui venaient de Lubumbashi avec les grandes quantités des poissons ne sont plus réguliers, faute de délabrement de voie ferrée reliant les deux pôles. Tel est état de l'alimentation dans la ville de Kananga et son hinterland dont la faim touche une proportion importante de la population, et qui a plusieurs conséquences sur la santé des membres des ménages. Les Kanangais mangent une fois par jour un repas chaud à la fin de la journée. Et ce repas est presque pauvre en qualité protéique et nutritive, en quantité insuffisante. Il est composé essentiellement de farine de manioc et de maïs comme aliment de base et des feuilles de manioc et/ou autres légumes comme aliments d'accompagnement.¹⁴ C'est ainsi que chaque ménage cherche des stratégies pour la survie des membres de la famille, car, sans ces stratégies, il sera difficile de pouvoir tenir coût de la vie.

2.5. Logement

Concernant le logement dans la ville de Kananga, il est important de signaler qu'après le refoulement des Kassaiens au Katanga, le retournés de l'Angola, cette ville a connu une croissance démographique

¹³ MUNONGO Mukendi., *Insécurité alimentaire et le sous-développement dans le territoire de Dibaya. Enjeux et logique des acteurs*. Mémoire de DEA en Sociologie, Fssap, Unikin, 2020. P 169.

¹⁴ Idem.

vertigineuse, où nous trouvons dans une parcelle avec plusieurs des ménages avec des installations sanitaires communes, une maison des deux chambres avec plus de six personnes à l'intérieur. Les conditions d'hébergement inadmissible pour les ménages. C'est ainsi que l'on observe l'augmentation de prix de loyer. Et chaque bailleur fixe le prix de sa maison tel qu'il veut et les prix de loyer ne sont pas stables ceux-ci, varient chaque trimestre ou chaque six mois de l'année. Malgré les textes régulateurs qui régissent le secteur, ce texte reste une lettre morte dans les tiroirs de la fonction publique. Personne ne veille à son application effective.

2.6. Scolarité

Le système éducatif à Kananga a connu un changement avec l'application de la gratuité de l'éducation de base par le gouvernement de la république. Plusieurs enfants sont retournés sur les bancs de l'école. Surtout les jeunes filles qui ne partaient presque pas à l'école. Mais au niveau de l'humanité, il y a encore des soucis, où les parents sont incapables de payer les études de leurs enfants. Alors au niveau supérieur et universitaire, il a beaucoup de choses indésirables qui s'y passent. Avec le mauvais paiement des Enseignants des Universités, cela favorise la corruption et d'autres pratiques de l'incivisme. Voici ce qui reflète l'image réelle de notre milieu d'étude d'une manière générale.

3. LE MARAÎCHAGE UNE ACTIVITÉ DE SURVIE ET NON DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Ce travail est réalisé grâce à une enquête de terrain auprès de 65 ménages qui travaillent dans nos cinq communes qui forment la ville de Kananga et qui exercent les activités maraîchères. Cette étude a eu lieu en 2022 dans le cadre d'une recherche sur la pauvreté urbaine, que nous avons réalisée toujours à Kananga.

Comme le note Ghiglione et ali., l'enquête qui nous intéresse pour ce travail est celle qui obéit aux normes scientifiques de la production de données en vue de leur dépouillement, analyse et interprétation. Elle a consisté à les analyser et à les expliquer d'une façon systématique et efficace. Elle est une « interrogation particulière portée sur une situation concernant des individus. Dans ce cas, le chercheur intervient en posant des questions, mais sans avoir le désir explicite de modifier la situation dans laquelle il agit en tant que tel. »¹⁵

L'enquête constitue un moment très important dans la production des connaissances. Elle évite au chercheur de considérer ses propres idées comme une réalité et le contraint à les confronter à la situation du terrain. Dans le même ordre d'idée MAO Tsé-toung cité par Mpiana Tshitenge¹⁶, ne disait-il pas sans complaisance que : « *Qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la parole* ». Car, ce dernier pense que la seule méthode qui permette de connaître une situation, c'est d'enquêter.

Les maraîchères interviewées sont celles qui font ces genres d'activités régulièrement, ils sont des deux sexes, dont 35,4% des femmes et 64,6% d'hommes. Les tranches d'âge de nos enquêtés varient entre 30 à 45 ans. Concernant le niveau d'études, 43,1% de maraîchères interrogées ont atteint le niveau primaire, et 50,8% déclarent qu'ils ont atteint le niveau du secondaire et les autres qui sont dans le même lot ont fait les études secondaires incomplètes, mais aussi 6,1% ont atteint le niveau supérieur et non pas fini leur premier cycle universitaire.

Pour 61,4% des personnes enquêtées, disent qu'ils exercent ces activités plus de 10 ans. Malgré les tracasseries de la part des agents d'un gouvernement provincial et leurs services spécialisés. Les

¹⁵ GHUGLIONE, R. et MATALON, B., *Le marketing : théorie et pratique*, Paris, Armant colin, 1978, p. 11.

¹⁶ MAO TSETOUNG, cité par MPIANA TSHITENGE., *Approche sociologique des itinéraires des représentations de la réussite sociale dans les milieux populaires de Kinshasa*, thèse de doctorat en sociologie, Fssap, Unikin, 2008, p. 259.

maraîchères tirent tout simplement de même des bénéfices substantiels de leur activité. Tandis que 34,6% disent qu'ils ont déjà fait entre 5 à 7 ans dans les activités maraîchères. Enfin 4% disent qu'ils ont moins de cinq ans dans le maraîchage.

Ainsi 68,3 % des maraîchers reconnaissent que le maraîchage est une activité qui leur plaît, et permet d'améliorer leur revenu et acquiert certains biens suite à cette activité. Les types de problèmes qu'ils arrivent à résoudre sont : la survie alimentaire ; les soins de santé, la scolarité des enfants et les besoins ménagers. Et 21,7% déclarent être satisfaits du rendement de leurs activités dont l'établissement du rapport coût-efficacité n'est pas possible. Mais au regard de l'outillage dont disent les opérateurs de ce secteur, nous pensons que le rendement n'est pas efficient. Leur travail apparaît comme une routine. Et tout leur résultat semble satisfaisant surtout qu'ils arrivent à résoudre un problème social auquel ils sont confrontés régulièrement. Enfin 10% disent que faute de mieux ils font ce travail, car, ils attendent un bon jour où ils trouveront le bon boulot rémunérateur pour satisfaire leurs besoins quotidiens. « *La production de cette activité est destinée avant tout et essentiellement à la consommation familiale. C'est ce qui nous fait raisonner que cette activité est celle de subsistance. Et partie est réservée à consommation et l'autre faible partie de la production est destiné à la vente sur les marchés locaux* ». ¹⁷ C'est pour dire qu'une partie de la revenue permet de résoudre d'autres problèmes que ceux qui sont liés à l'alimentation bien entendu.

Le rendement ou la production en culture maraîchère est tributaire de la qualité et de la quantité du travail qui n'est pas suffisante. Les maraîchères ont du mal à estimer la valeur de leur travail ; lorsqu'ils ne prennent en compte les prix des semences qu'ils achètent et donc difficiles qu'ils s'en sortent de la misère ou du trou noir qu'ils se trouvent. « *Dans leurs travaux, ils utilisent que les techniques traditionnelles ; il n'y a pas un encadrement pour renforcer leur capacité afin d'améliorer leur production. Les services spécialisés du ministère de l'Agriculture ne s'intéressent pas et n'y pense pas à l'encadrement de ces producteurs urbains, ils sont abandonnés et ne savent à quel saint se vouer* ». ¹⁸

La vente des produits maraîchers se fait dans des jardins par de plate-bande et au marché de détail à la lutte par tas. Les acheteuses sont plus souvent les femmes commerçantes des différents marchés de la ville ; il est à noter que la rentabilité d'une telle exploitation dépend de la combinaison des facteurs de production dans le temps et dans l'espace.

La production des amarantes par exemple fait recours aux techniques culturales pratiquées par les enquêtés notamment : le déchiffrement, le semi, l'association de culture, la mise en en jachère des terres, la monoculture, le sarclage, l'arrosage et le traitement des maladies des plantes. Les instruments du travail sont rudimentaires ; cela peut expliquer par les conditions économiques et sociales de cette couche qui ne leur permettant pas d'accélérer aux équipements appropriés dont le coût est élevé.

Ainsi, il nous revient de penser que les maraîchers estiment avoir utilisé des stratégies de lutte contre la pauvreté grâce à leurs activités. Mais au regard du revenu, de l'outil du travail, du niveau de satisfaction, le maraîchage constitue une activité de la survie. Cette activité leur offre juste ce dont ils ont besoin pour manger, mais les conditions de vie des maraîchers sont loin de s'améliorer. Les recettes que cette pratique génère et servent principalement à assurer tant soit peu la scolarité des enfants, les soins de santé, l'achat des vêtements, le paiement d'un loyer ainsi, que l'achat des intrants, et satisfaire d'autres besoins nécessaires au sein de ménages. De ce fait, il se constate une émergence de la culture de la pauvreté. Cela s'observe au niveau du style de vie, de l'habitat, de la nature de l'alimentation, de soins de santé, de l'éducation, de la prolifération religieuse dans leur milieu. Certes, la lutte contre la pauvreté s'articule autour d'une part des stratégies de renforcement des capacités dans le secteur de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'environnement et de l'habitat, et d'autre part, de la mise en œuvre des activités

¹⁷ NKATE Beya., Étude des légumes sur les marchés locaux de Kananga et sa contribution nutritionnelle, in CARAS, vol 2, n° 14, 2020, p. 87.

¹⁸ CHELO Dhebbi., *La politique de sécurité alimentaire. Stratégie de lutte contre la pauvreté-misère de la ville de Kinshasa*, Kinshasa, éd. Carurk, 2021, p. 69.

génératrices des revenus. Ce qui est loin d'être le cas pour les maraîchers à Kananga et ses environs dont les recettes générées par leur activité sont destinées à la survie quotidienne.

CONCLUSION

En conclusion, nous pensons que le problème de la pauvreté à Kananga est complexe, et a pris ce dernier temps une forte ampleur et devient ingérable ; celle-ci résulte de plusieurs facteurs relevant du social, du politique, de l'économie, du culturel et touche des catégories socioprofessionnelles diversifiées. Eu égard à ce qui précède, plusieurs tentatives de solutions ont été faites par la population pour sa survie. Toutefois, la population maraîchère de Kananga, malgré le niveau de sa souffrance, elle se donne à cette activité de subsistance en vue de palier à la crise.

Cependant, la sécurité alimentaire apparaît comme le corollaire de la lutte contre la pauvreté. Ainsi serait-il souhaitable que la province du Kasai Central établisse un programme ou un plan pour attaquer le problème de pauvreté, de chômage et d'intégration social dans le cadre d'une action à mener ; et axée sur la mobilisation sociale qui reconnaît l'efficacité des droits aux ressources et l'information en même temps qu'à la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain.

Le résultat de notre étude démontre que l'expression des activités maraîchères ne peut pas lutter contre la pauvreté, mais constitue plutôt à un mécanisme de survie au regard de l'outil de travail qui est rudimentaire et de faible rentabilité. Le maraîchage est un cadre social d'épanouissement, un milieu de résolution des certains problèmes sociaux qui se posent aux maraîchers dans leurs familles. Pour le développer, il faudra donc une organisation communautaire qui permettrait de s'attaquer à la pauvreté, au chômage et à la désintégration sociale. Comme la pauvreté est un problème complexe qui intègre plusieurs facteurs, le maraîchage est un mécanisme de survie adopté par la population, afin de surmonter la crise qu'elle vit dans cette ville et son hinterland.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. BILOWA BIDIKU. *Genre et dynamique de survie dans l'Hinterland de la ville de Kananga*, Mémoire de DEA en Sociologie, FSSPA, UNIKIN. 2019
2. CHELLO DHEBBI., *La politique de la sécurité alimentaire. Stratégie de lutte contre la pauvreté-misère de la ville de Kinshasa*. Kinshasa, éd. Carurk, 2021.
3. DUPRIER et al. *Jardins et vergers d'Afrique*, édition Harmattan, Paris, 1987.
4. E. DURKEIM., *Les règles de la méthode sociologique*, Flammarion, Paris, 1988.
5. GHUGLIONE, R. et MATALON, B., *Le marketing : théorie et pratique*, Paris, Armant colin, 1978.
6. J. FROGET., *Comité pauvreté et politique : ce vrai combat*, édition Harmattan, Paris 1995.
7. KAPINGA TSHIBUYI., *Être femme et maire d'une ville. Les défis de la gouvernance locale à Kananga.*, (RDC) éd. Glo pro, 2013.
8. LUBO YAMBELRE., *Mondialisation, politiques de développement et pauvreté en R.D.C*, éd. PUK, 2015.
9. MPIANA TSHITENGE., *Approche sociologique des itinéraires des représentations de la réussite sociale dans les milieux populaires de Kinshasa*, thèse de doctorat en sociologie, FSSPA, Unikin, 2008,
10. MUNONGO MUKENDI., *Insécurité alimentaire et le sous-développement dans le territoire de Dibaya. Enjeux et logique des acteurs*. Mémoire de DEA en Sociologie, FSSPA, UNIKIN 2020.
11. NGALAMULUME TSHIEBUE., *Politique agricole et sécurité alimentaire*, édition Université Européenne.2011.
12. NKATE BEYA., *Étude des légumes sur les marchés locaux et la contribution nutritionnelle*, in CARAS, vol 2, numéro 12, 2020.
13. PH. SASIER., *Du bon usage des pauvretés*, Fayard, Paris PNUD ; 1990.
14. PNUD., *Rapport mondial sur le développement humain*.2010.
15. R.K. Merton., *Éléments des théories et des méthodes sociologiques*, Plan, Paris, 1965.
16. TSHISHIMBI KATUMUMONYI., *Le paradigme dialectique dans la méthodologie de recherche en Sciences Sociologiques*, Kinshasa, éd. L'Avenir africain, 2016.
17. www.larousse.fr en ligne.

Choix des stratégies résilientes et perception des cultivateurs sur les perturbations du calendrier agricole au Kasai Central

Eddie Kabasele Munyoka
Professeur/ISDR Tshibashi
Patrick M Nsabua
Assistant/ISDR-Tshibashi
Kizito Mukendi
Assistant/ISDR-Tshibashi
Gilbert. M. Mutela
Assistant/ISDR-Tshibashi
Celestin T. Banana
Assistant/ISDR-Tshibashi
Fortunat K. Kamney
Assistant/UNIKAN

Résumé

Cette étude (a) examine la perception de cultivateurs centre kasaiens sur les perturbations du calendrier agricole, (b) évalue les choix de leurs stratégies résilientes, (c) analyse les déterminants de ces choix (d) ainsi que les facteurs influençant cette perception et (e) étudie les effets sur leurs besoins vitaux et environnementaux. Elle a recouru aux modèles logit multinomial (MLM) et probit multinomial (MPM). Les deux étant importants pour analyser les choix des cultivateurs. Ils étaient associés au model descriptif de l'échantillon et ont été facilité par l'usage de logiciel SPSS V 26. Au total 250 cultivateurs ont pu être interviewés dont 52% d'hommes contre 48 % des femmes mariés (86%) ayant au minimum 6 ans et plus d'années de scolarisation.

Comme résultats, l'indice moyen de la perception de précipitation était de 2,57 (ET=0,30) et celui de la température fut de 2,47 (ET=0,19) pour tous les cultivateurs de l'échantillon. L'âge du répondant, le niveau de scolarité, l'affiliation à une association ou une confession religieuse, l'accès aux informations agro climatiques, et l'expérience agricole influencent statistiquement et positivement les choix des stratégies telles que la modification de dates de semis et de récolte et la polyculture ou culture mixte. Les cultivateurs ont reconnu que les principales pilotes de ces perturbations sont les feux des brousses, la déforestation, la croissance démographique, la disposition inappropriée des déchets agricoles et l'usage erroné de combustibles fossiles. Enfin, le genre, le niveau de scolarité, l'appartenance à une association ou une confession religieuse et l'accès aux informations agro climatiques influencent fortement la perception des cultivateurs centre kasaiens sur les perturbations du calendrier agricole. Les effets des perturbations du calendrier agricole sur les besoins vitaux et environnementaux ont reçu un indice moyen de 2,56(ET=0,33) et de 2,86 (ET=0,32) respectivement. Ces résultats peuvent servir pour le renforcement des capacités des cultivateurs.

Mots clés : Perception, Perturbation, Calendrier agricole, Affiliation à une association, Niveau d'éducation, Information agro climatique, Lotissement inadéquat et stratégies résilientes.

INTRODUCTION

Au Kasai Central, tout comme en RDC l'agriculture reste l'épine dorsale de l'économie tout entière. Elle emploie plus de 70 % de la population active et contribue largement à son PNB (KABASELE, 2020). Plus de 95 % des exploitants agricoles cultivent sur moins de deux hectares. Les rares grandes exploitations et plantations de diverses cultures qui y existent sont soit vieilles, soit abandonnées. L'agriculture irriguée n'y est pas pratiquée. La majorité de ces exploitants agricoles dépendent entièrement des précipitations naturelles (BALAKA and YOVO, 2021). Le secteur agricole au Kasai Central comme partout ailleurs en RDC est confronté aux perturbations du calendrier agricole dues aux problèmes de changements climatiques (BELLOW et al., 2015).

Ces perturbations incluent la dynamique des saisons, la fréquence accrue des sécheresses, l'augmentation des températures et les modifications des précipitations et de leur intensité. Le comportement humain ou anthropique inapproprié voire même certaines pratiques agricoles, l'explosion démographique et la conversion des terres agricoles en zones résidentielles y contribuent sérieusement. Les cas d'espèce sont

par exemple le lotissement de nouveaux quartiers tels que Telecom, Bena Mande, Kandoki, Malole, Kabanza, Kamayi, SNEL, etc. Jadis, ces endroits servaient à la pratique de l'agriculture dite urbaine.

Les efforts visant à réduire les causes de changements climatiques trainent et il leur faut encore du temps. L'adaptation des stratégies pour en prévenir ou réduire les conséquences est donc essentielle, souhaitable et préoccupante ; car, au Kasai, la vulnérabilité à la pauvreté est évidente (KABASELE, 2020). Sa capacité de résilience est faible. La menace de l'insécurité alimentaire y est récurrente. Les moyens de subsistance y sont modestes. La pauvreté y règne et elle y est visible. Son niveau du capital humain et physique est modéré. Ses infrastructures sont en état de délabrement inacceptable.

Nous estimons dès lors que les perturbations du Calendrier agricole au Kasai Central entraînent des conséquences sur la production agricole parce que les exploitants agricoles dépendent totalement de l'agriculture pluviale depuis la longueur de temps. Ils n'ont jamais tenté d'autres alternatives. La variation du calendrier agricole impacte négativement les processus de croissance et de développement des cultures, leurs rendements quoique cela dépend aussi de l'état nutritif des sols, ainsi que d'autres facteurs de production. Elle augmente la prolifération des ravageurs, maladies, pestes et insectes (BALAKA and YOVO, 2021).

Ces changements ou perturbations climatiques, auteurs des perturbations du calendrier agricole affectent non seulement les ressources alimentaires, mais aussi les ressources hydriques pourtant essentielles comme composants de la résilience et la subsistance de la flore, la faune et les humains. En effet, les Centre Kasaiens dépendent de systèmes d'approvisionnement locaux qui sont tributaires et sensibles aux variations climatiques. Les bouleversements qui en résultent ont des implications dévastatrices pour le développement et leurs moyens de subsistance. Cela aggrave leur situation déjà affectée par la pauvreté. Donc, tels bouleversements posent même le défi majeur pour éradiquer cette pauvreté qui est tant combattue sans issues. (BADAMELI, 2015).

Analyser l'adaptation des stratégies face aux perturbations du calendrier agricole aiderait les agriculteurs à assurer leur sécurité alimentaire, leurs revenus et leurs moyens de subsistance face au retard qu'affiche le combat des changements climatiques, au tâtonnement de la lutte contre la pauvreté dans un contexte d'après la pandémie du COVID 19, d'une inflation mondiale et d'une guerre de plus de 20 ans à l'Est de la RDC ayant ainsi ruiné son tissu socio-économique ; donc celui de ses provinces (MUSHAGALUSA et al., 2021).

Les agriculteurs peuvent réduire les dommages potentiels en apportant des réponses tactiques, techniques, selon leur expérience avec les perturbations du calendrier agricole. Nous sommes convaincus que les chercheurs intéressés, les décideurs gouvernementaux, et les cultivateurs peuvent arriver à une proposition faisable et applicable pour l'adaptation des astuces techniques pour réduire les perturbations du calendrier agricole.

Quelques études empiriques ont analysé les impacts économiques des changements climatiques sur l'agriculture en Afrique (DIALLO et al., 2021 ; BABAH-DAOUDA, 2021 ; BELLOW et al., 2015). Elles ont montré que ces impacts peuvent être considérablement réduits grâce à l'adaptation de certaines stratégies par les agriculteurs.

Bon nombre des recherches ont été menées sur les stratégies d'adaptation des cultures employées par les agriculteurs pour faire face aux changements climatiques au Ghana, Nigeria, Botswana, Éthiopie, Malawi et Cameroun. (AMEGADJIN, 2013 et SANOU et al., 2018) ont examiné les changements climatiques et leurs effets sur l'agriculture dans son ensemble. Dans toutes ces études, les agriculteurs perçoivent les effets de changements climatiques et en sont conscients tels que les précipitations et la température exagérées (BALAKA and YOVO, 2021) ; BABAH-DAOUDA, (2021). Elles ont libellé que les changements climatiques ainsi perçus affectent le rendement des cultures (GIEC, 2022 ; DI FALCO et al., 2011 ; FAO (2015). MOGAKA et MURIITHI, 2021) et que cela soulève des préoccupations sérieuses en ce qui concerne la sécurité alimentaire qui est déjà précaire.

Les agronomes ont dressé le carnet des stratégies adoptées par les agriculteurs contre ce fléau. Il contient la diversification des cultures ; l'utilisation des différentes variétés des cultures ; la variation des dates de plantation ou de semis et les dates des récoltes ; la recrudescence de recours à l'irrigation, l'arrosage, les techniques de conservation des sols, les rotations de cultures, les cultures mixtes, l'ombrage et l'abri ainsi que le paillis. Tenir compte de la durée de la saison de croissance des plantes cultivées et diversifier les activités agricoles et non agricoles étaient aussi listés. Selon (BALAKA and YOVO, 2021), les options présentées aux agriculteurs ont été groupées en deux catégories : a) la diversification accrue, et b) la protection des stades de croissance sensibles (semis, floraison, fructifications, récoltes) pour gérer

les cultures de manière que les étapes critiques ne coïncident pas avec les conditions climatiques très rigoureuses telles qu'à des périodes inattendues, les sécheresses sévères et les pluies trop abondantes s'improvisent.

Un autre aperçu prescrit les stratégies qui constituent une forme importante d'assurance contre la variabilité des précipitations telles que la diversification culturale avec les espèces tolérantes à la sécheresse et/ou résistantes aux contraintes liées à la température tirant pleinement parti de l'eau disponible et l'utilisant efficacement. Selon DIALLO et al., (2021), cultiver une variété de plantes sur la même parcelle ou sur des parcelles différentes réduirait le risque d'une perte totale des récoltes parce que différentes cultures réagissent différemment selon les événements climatiques. Ces stratégies peuvent également être utilisées pour modifier la durée de la saison de croissance, par exemple en utilisant de l'eau supplémentaire provenant des techniques d'irrigation et de conservation de l'eau.

En RDC, MUSHAGALUSA et al, 2021 ayant analysé la perception et les stratégies d'adaptation aux incertitudes climatiques par les agriculteurs du Sud Kivu, ont trouvé que *« l'apparition de nouveaux bioagresseurs et l'irrégularité des pluies renforcent significativement la conviction des agriculteurs du changement climatique dans leur milieu. Ce changement s'accompagne d'effets négatifs (la perte de la fertilité des sols, la chute des rendements, la perte des récoltes et les inondations) qui suscitent d'importantes préoccupations des agriculteurs. Leurs stratégies d'adaptation comprennent le curage des cours d'eau, le paillage et l'usage des matières organiques, la diversification des cultures et l'usage des pesticides devenu l'option privilégiée pour contrôler les ravageurs »*.

Jusqu'à date, les recherches sur la capacité d'adaptation des agriculteurs centrekasaiens aux perturbations du calendrier agricole ne sont pas élaborées. Comment ils survivent et s'en sortent depuis tout ce temps est quasi inconnu. La meilleure compréhension de la manière dont ils procèdent est essentielle pour concevoir des incitatifs visant à renforcer officiellement leur capacité d'adaptation aux perturbations du calendrier agricole. Les accompagner dans l'application de ces stratégies à travers les politiques publiques est un atout majeur. Y investir dans serait appropriés, car leurs actions peuvent contribuer à accroître l'application de mesures d'adaptation qui réduiront les effets négatifs des conséquences des perturbations de ce calendrier pour les communautés agricoles.

Cette étude examine la perception des cultivateurs centrekasaiens sur les perturbations du calendrier agricole et sur leurs choix de stratégies de résilience pour y faire face. Plus précisément, l'article concerne (a) la perception des agriculteurs sur les perturbations du calendrier agricole au Kasai Central, (b) l'analyse des facteurs influençant cette perception, (c) l'examen des effets perçus de ces perturbations sur la production agricole (d) l'évaluation des stratégies adaptatives des agriculteurs pour y faire face et (e) l'analyse des facteurs déterminant leurs choix des méthodes adaptatives.

MÉTHODOLOGIE

Les mesures d'adaptation aident les cultivateurs à se prémunir contre les pertes dues à l'augmentation et/ou la chute des températures et à la diminution et/ou l'accroissement des précipitations. Les analyses présentées dans cette étude identifient les déterminants importants de la perception des perturbations du calendrier agricole, et d'adoption de diverses mesures stratégiques pour atténuer leurs effets négatifs. Une telle approche fournirait les informations nécessaires pour une politique agricole réfléchie, applicable et consentie par les acteurs. Une telle politique encouragerait les agriculteurs à recourir davantage à différentes mesures d'adaptation provenant de leurs propres initiatives.

Nous avons opté pour recourir aux modèles d'étude de décision d'adoption impliquant les choix multiples. Il s'agit des modèles logit multinomial (MLM) et probit multinomial (MPM). Les deux : le MLM et le MPM sont importants pour analyser les décisions d'adoption de choix des agriculteurs. D'une part parce qu'elles peuvent être généralement réalisées conjointement. De l'autre, elles sont appropriées pour évaluer les alternatives de choix des stratégies de résiliences. Cela peut être un choix unique ou une combinaison de choix (WOOLDRIDGE, 2010).

La technique d'échantillonnage à plusieurs degrés a été utilisée pour sélectionner les répondants. Premièrement, les nombres au hasard étaient assignés aux collectivités de 5 territoires du Kasai Central. Cela a facilité leur choix aléatoire. Dans les collectivités sélectionnées, nous avons choisi 2 localités au hasard. Dans ces entités, 25 participants ont pu être interviewés. Un questionnaire structuré a été utilisé comme l'instrument de collecte de données pour l'étude. IL a été administré dans le dialecte local et en français afin d'obtenir des données de qualité.

Nous avons vérifié et nettoyé les données récoltées afin de s'assurer qu'aucune ne soit aberrante et ne manque ; toute erreur détectée était corrigée immédiatement avant la saisie à l'ordinateur.

Le logiciel informatique SPSS (Statistical Package for Social Sciences, version 26) a été utilisé pour analyser les données. Les statistiques descriptives ont été rapportées sous forme de tableau de moyennes avec écarts types (ET) pour les variables continues, ou sous forme de pourcentages avec des intervalles de confiance (IC) à 95 % pour les variables catégorielles. En développant le cadre de calcul de l'indice de perception, l'étude a adopté la mesure utilisée par JAGNANI et al., (2021). L'échelle de Likert a servi à l'analyse de la perception des agriculteurs sur la variation, les facteurs et les effets de perturbation du calendrier agricole.

Le score moyen X d'un énoncé de perception sur l'échelle de Likert a été calculé comme suit :

$$X = \sum \frac{f_{ij}X_{ij}}{n} \quad (1)$$

où X est la valeur classée d'un énoncé de perception i sur l'échelle de Likert à 3 points et f est le nombre total de répondants attribuant une valeur X à un énoncé de perception i sur l'échelle de 3 points. L'échelle de Likert à 3 points prend une valeur classée de 1 si le répondant j est d'accord avec l'énoncé de la perception i , 2 s'il n'est ni d'accord ni en désaccord et 3, si le répondant est d'accord. Le paramètre n est égal au nombre total de répondants. L'indice de perception global (IP), qui reflète l'accord général de tous les répondants sur tous les énoncés de perception de l'échelle de Likert. Il a été calculé comme suit :

$$IP = [\sum \frac{f_{ij}X_{ij}}{n} / \text{nbre d'énoncés de perception}] \quad (2)$$

La régression linéaire multiple a été utilisée pour déterminer les facteurs qui influencent la perception qu'ont les agriculteurs de la variabilité du calendrier agricole. Le choix de la régression linéaire multiple s'est fait parce que la variable dépendante était continue, donc l'indice de perception global sur les précipitations, inondations, température, vent, et atmosphère tandis que les variables indépendantes étaient un mélange de variables continues, donc l'âge, le genre, l'état civil, l'éducation, l'adhésion à une structure ou une coopérative, la taille de l'exploitation agricole, les années d'expérience et l'accès aux informations sur l'agro climatique. Le choix des variables indépendantes s'est basé sur la littérature provenant des sources diverses (YEGBEMEY et al.,2019 ; FOSU-MENSAH et al., 2012 ; ADJEI-NSIAH et , 2012).

$$Y_i = \alpha_0 + \alpha_i X_i + \alpha_p X_{ip} + \varepsilon$$

(3)

Où, $i = n$ observations ; Y_i = variable dépendante (perception globale) ; X_i =variables explicatives : X_1 =âge du répondant (années) ; X_2 = sexe (1 : pour les hommes et 0 pour les femmes); X_3 = état civil (1 : pour les mariés et 0 pour autrement); X_4 =éducation(années de scolarité); X_5 = appartenance à une association/structure ou coopérative (1 pour les membres et 0 pour les non membres); X_6 =taille de la ferme (en ha); X_7 = années d'expérience du répondant (années); X_8 = accès à l'information climatique (1 oui accède à l'info et 0 pour le contraire) α_0 = ordonnée à l'origine (terme constant) ; α_p = coefficients de la pente pour chaque variable explicative ; ε = terme d'erreur du modèle (également connu sous le nom de résidus). Le MNL) aide à prédire le placement catégoriel ou analyser les facteurs influençant le choix des agriculteurs pour les stratégies d'adaptation contre les perturbations du calendrier agricole avec les moyennes les plus élevées. Les stratégies adaptatives ont été identifiées comme mutuellement exclusives pour prédire une variable dépendante nominale étant donné une ou plusieurs variables indépendantes.

Le modèle MNL de choix de stratégies d'adaptation précise la relation entre la probabilité de choisir une option d'adaptation contre les perturbations du calendrier agricole et l'ensemble des variables explicatives. Le modèle permet d'évaluer les choix effectués parmi plusieurs variables dépendantes. Les trois stratégies adaptatives choisies par les agriculteurs ont été utilisées pour calculer le modèle : plantation de cultures de couverture, collection des eaux de pluie et culture mixte. Le modèle MNL a été spécifié comme suit :

$$\text{Prob}(Y_j) = \alpha_0 + \alpha_1 X_1 + \dots \alpha_k X_k + \varepsilon_i \quad (4)$$

Où Prob (Y_j) est la probabilité qu'un agriculteur choisisse un ensemble donné de stratégies souhaitées, qui peuvent être représentées par la plantation de cultures de couverture, la collecte des eaux pluvieuses et la culture mixte. *l'interception : α (1,2,3...k) sont des coefficients associés aux variables indépendantes.

3. RÉSULTATS ET DISCUSSION

3.1 Analyse socioéconomique de l'échantillon

Tableau 1. Description socioéconomique de l'échantillon

VARIABLES	Fréq/MOY	%/E.TYPE
Âge	42,6 ans	1,56
Taille du Champ	0,47 Ha	0,02
Année d'expérience	26,8 ans	0,04
Genre		
Hommes	129	52%
Femmes	121	48%
Status marital		
Mariés	215	86%
Divorcés	5	2%
Célibataires	22	9%
Veufs	32	3%
Niveau d'éducation		
Pas d'éducation	3	1,2%
Primaire/secondaire	241	96,4%
Supérieur	6	2,4%
Membre d'une association/confession religieuse		
Oui	61	24,4%
Non	189	75,6%
Sensibilisation aux perturbations du calendrier agricole		
Oui	191	76,4%
Non	59	23,6%
Sources d'information agroclimatique		
Collègues cultivateurs	173	72,0%
Vulgarisateurs	12	4,8%
Radio	5	2,0%
Télévision	3	1,2%
Internet/média sociaux	2	0,8%
Journaux/magasines	0	0,0%
Parentés	30	12,0%
Voisins	20	10,0%
Leaders religieux	15	6,0%

Le tableau 1 contient l'information sur les caractéristiques socio-économiques des cultivateurs ayant participé à l'enquête. Selon le genre, la majorité des répondants étaient des hommes (52 %) contre 48 % des femmes. Les répondants (86%) étaient mariés. SANOU et al., (2018) ont également constaté que le grand nombre de cultivateurs était marié.

Dans le tableau 1, il a été trouvé que 96,4 % des répondants avaient moins de 12 années d'éducation ce qui équivaut à l'éducation du niveau primaire et quelques années du secondaire. Les résultats montrent que les agriculteurs centrekasaïens ont au moins un niveau d'éducation formelle qui pourrait les aider à acquérir un certain niveau de connaissances sur l'information agricole, notamment sur les perturbations du calendrier agricole.

La source d'information agro climatique sur les perturbations du calendrier agricole était partagée en majorité entre les collègues agriculteurs (72,5%) suivis de parentés (12%) et voisins (10%). Cette approche surnommée « vulgarisation d'agriculteur à l'agriculteur » ou en anglais farmer-to-farmer extension approach (F2FE) devient de plus en plus populaire comme une forme efficace à utiliser pour informer les agriculteurs. Il joue un rôle complémentaire aux services formels de vulgarisation en facilitant la diffusion des technologies agricoles et en améliorant les capacités des agriculteurs. Il est plus

inclusif, peu coûteux, efficace et offre une alternative de grande envergure pour soutenir l'innovation dans le secteur agricole (MOGAKA et MURIITHI, 2021).

Les résultats du tableau 1 ont révélé que l'âge moyen des agriculteurs interrogés était de 43 ans (ET = 1,6). Cet âge implique que les cultivateurs sont assez forts pour entreprendre la plupart des tâches difficiles durant les opérations culturales. Une taille moyenne d'exploitation agricole de 0,47 (ET = 0,02 ha) a été enregistrée. Ceci démontre que les agriculteurs ne sont pas capables d'emblaver les grandes superficies des terres. C'est aussi une indication de l'usage des instruments aratoires rudimentaires qui fatiguent plus vite leurs utilisateurs. Il n'y a pas de concordance entre ces résultats et ceux de SANOU et al. (2018) qui ont déclaré que la majorité des cultures de maïs les agriculteurs exploitent des fermes de plus ou moi4 acres et plus. Les données du tableau 1 indiquent aussi que l'expérience agricole moyenne des agriculteurs enquêtés était de 27 (ET = 0,04) ans. Plus les producteurs ont les années d'expérience en agriculture, plus ils se sont familiarisés avec la plupart des pratiques culturales. Ceci est confirmé par BALAKA and YOVO, (2021) qui rapportent que la majorité des agriculteurs (74 %) ont une expérience de plus de 12 ans. On peut donc conclure que la plupart des cultivateurs interviewés dans cette étude avaient une grande expérience (27 ans).

3.2 Perception de la variation des perturbations du calendrier agricole par les cultivateurs

Tableau 2. Perception de la variation des perturbations du calendrier agricole par les cultivateurs

PRÉCIPITATIONS	Moyenne	Écart Type	VENTS	Moyenne	É-TYPE
Précipitations supérieures à la normale	2,97	0,31	Vent irrégulier	1,62	0,04
Précipitations de faible intensité	2,96	0,22	Vent à forte vitesse	1,55	0,09
Diminution de jours des précipitations	2,98	0,27	Vent à faible vitesse	1,47	0,18
Arrivée tardive des précipitations	2,97	0,51	Vent à tourbillon	1,46	0,19
Précipitations irrégulières/inhabituelles	2,95	0,36	Indice de perception	1,53	0,13
Précipitations de forte intensité	2,86	0,14			
Pluies torrentielles	1,97	0,19			
Précipitations plus courtes que la normale	2,79	0,28			
Pluies inondant les rivières et ruisseaux	1,67	0,33			
Début tardif et cessation précoce des précipitations	2,84	0,21			
Modèles de précipitations inhabituels	1,88	0,52			
Précipitations inférieures à la normale	2,59	0,34			
Augmentation des précipitations	2,47	0,25			
Augmenter les jours de pluie	1,95	0,38			
Début et cessation précoces des précipitations	2,99	0,20			
Début et cessation tardifs des pluies	2,95	0,17			
Précipitations plus longues que la normale	1,87	0,39			
Indice de perception :	2,57	0,30			
ATMOSPHERE					
Sécheresse constante	2,04	0,45			
Fréquence de nébulosité	1,95	0,31			
Brouillard constant	1,45	0,24			

PRÉCIPITATIONS	Moyenne	Écart Type
Présence de gel	0,95	0,09
Humidité élevée	2,51	0,26
Faible humidité	1,94	0,17
Indice de perception	1,84	0,19
INNONDATIONS		
Ruissellent dans les champs de cultures	1,89	0,12
Débordement des rivières	1,88	0,09
Indice de perception	1,89	0,11
TEMPÉRATURE		
Augmentation de la temp. à la surface de la Terre	2,99	0,21
Forte intensité d'ensoleillement	2,98	0,35
Faible intensité d'ensoleillement	2,93	0,11
Heures d'ensoleillement plus longues	2,45	0,43
Heures d'ensoleillement plus courtes	1,99	0,31
Diminution de nombre de jours d'ensoleillement	1,98	0,09
Augmentation de nombre de jours d'ensoleillement	1,97	0,07
Indice de perception	2,47	0,19

VENTS	Moyenne	É-TYPE

Il a été demandé aux cultivateurs s'ils ont connu des variations des précipitations, atmosphères, inondations, températures, et vents au fil des ans ce qui cause les perturbations du calendrier agricole (tableau 2).

Concernant les précipitations, l'indice moyen de la perception était de 2,57 (ET=0,30) pour tous les cultivateurs de l'échantillon. Ils sont ainsi sensibles aux variations de précipitations et températures. Dans une étude de Cudjoe et al. (2021), il a plutôt été constaté que la plupart des répondants ont remarqué des changements dans la durée des précipitations de ces dernières années par rapport au passé. L'indice global de la perception montre que les agriculteurs étaient très d'accord concernant la variation de perturbations du calendrier agricole. En effet, la plupart des cultivateurs, pour rester dans l'activité agricole ou parfois pour des raisons de travaux d'entretien ont tendance à s'adapter aux conditions culturelles des dates saisonnières de semis en surveillant la venue des pluies ou à transplanter les espèces végétales capables de résister aux variations des températures et des régimes pluviométriques. Quand les précipitations ne sont pas fiables, les cultures ayant besoin d'eau lors des phases critiques de leur développement en souffrent grandement. Le stress hydrique des plantes cultivées pendant la floraison, la pollinisation et le remplissage des grains est très nocif pour leurs rendements ; d'où, il faut envisager les options d'irrigation.

Pour la perception de l'atmosphère et les inondations, les indices moyens étaient respectivement de 1,84 (ET=0,19) et de 1,89 (ET 0,11) ce qui veut dire que les cultivateurs n'étaient ni d'accord ni en désaccord avec les énoncés de la perception de la variation de l'atmosphère et des inondations. L'expérience récente d'une aggravation des circonstances dues à des périodes de sécheresse intermittentes ou à des pluies diluviennes fait croire que l'atmosphère et les inondations qui ont considérablement changé. En effet, le lessivage résultant des inondations contribue à la faiblesse de la fertilité des sols. Cela a un impact sur le rendement des plantes cultivées bien que les participants à cette étude ne perçoivent pas les effets la variation des inondations.

L'indice de perception de 2,47 (SD =0,19) a été enregistré pour les cultivateurs sur la variabilité des températures. Ce résultat indique qu'ils sont d'accord sur la variation des températures. Ils ont ainsi reconnu qu'il y avait l'augmentation de la température, la forte intensité d'ensoleillement, les heures d'ensoleillement plus longues. Les liens et l'importance de la température pour les plantes cultivées ne sont pas à démontrer. Les températures agissent sur les systèmes d'eaux souterraines. Ces eaux sont nécessaires pour rendre disponibles les ions d'éléments nutritifs pour les plantes cultivées.

Concernant les vents, l'indice de la perception moyen était de 1,53 (ET = 0,69). Cela veut dire que les participants n'étaient pas d'accord avec l'énoncé de la perception de la variabilité des vents en ce qui concerne les perturbations du calendrier agricole.

3.3 Déterminants de la perception des agriculteurs sur les perturbations du calendrier agricole

MODÈLE	Coefficients Non Std		Coeff Std	T-stat	Décision
	B	SE	B		
Intercept	1,24	0,42		2,95	0,06
Genre	0,51	0,22	0,32	2,32	0,04*
Statut marital	-0,21	0,24	-0,14	-0,72	0,38
Niveau de scolarité	0,07	0,03	0,46	2,33	0,02*
Affiliation à une association/confessions religieuses	0,85	0,41	0,26	2,07	0,04*
Âge	-0,01	0,02	0,15	0,50	0,25
Superficie cultivée (ha)	0,03	0,02	0,17	0,33	0,21
Nombre d'années d'expérience agricole	-0,01	0,03	0,02	-0,04	0,86
Accès aux informations agro climatiques	0,35	0,11	0,35	3,16	0,04*

Le tableau 3 contient les informations sur les facteurs qui influencent la perception de cultivateurs centre kasaiens sur les perturbations du calendrier agricole. L'assomption de la multicolinéarité des variables a été vérifiée grâce à la régression logistique multinomiale. C'est ainsi que pour détecter la multicolinéarité des variables continues, nous nous sommes servis du facteur d'inflation de variance (FIV) alors que pour les variables muettes ou discrètes, nous avons utilisé la contingence de coefficient (CC). Une forte multicolinéarité n'a été détectée qu'entre les variables (accès au crédit, type d'exploitation et taille du ménage). Ces variables ont été exclues de l'analyse, car elles n'avaient pas d'influence significative sur la variable dépendante.

Le tableau 3 ci-dessus montre que quatre variables indépendantes ont un effet statistiquement significatif au seuil de la probabilité de 5% pour la perception des cultivateurs du Kasai Central sur les perturbations du calendrier agricole.

Ces facteurs sont : le genre, le niveau de scolarité, l'appartenance à une association ou une confession religieuse et l'accès aux informations agro climatiques. Le genre influence fortement la perception des cultivateurs centre kasaiens. En effet, les agriculteurs masculins sont susceptibles d'avoir une forte perception des perturbations du calendrier agricole. L'adhésion aux associations ou aux confessions religieuses s'est révélée un facteur très important pour influencer la perception des agriculteurs centre kasaiens. Nous savons que plus le niveau de l'éducation de cultivateurs est élevé mieux leurs capacités augmentent pour analyser les informations diffusées par différentes sources. Le niveau d'éducation ou le nombre d'années de scolarisation les aide à acquérir certaines connaissances, aptitudes, et pratiques à gérer l'information agro climatique. CUI et Xie (2021) ont trouvé que les années de scolarité des agriculteurs et leur accès à l'information agroclimatique influencent et augmentent fortement leur perception des perturbations du calendrier agricole et de l'impact de celle-ci sur leurs productions agricoles.

3.4 Perception des cultivateurs centre kasaiens sur les pilotes des perturbations du calendrier agricole

La perception des agriculteurs sur les pilotes des perturbations du calendrier agricole est résumée dans le tableau 4. Elle a enregistré l'indice moyen de 2,38 (ET = 0,41). Cela montre qu'en général, les cultivateurs sont d'accord sur les pilotes de la perturbation du calendrier agricole. Les résultats ont révélé que les cultivateurs centre cases étaient d'accord pour la plupart les pilotes de la perturbation du calendrier agricole comme les feux (brûlage) de brousse, la déforestation, lotissement et urbanisation, usage erroné de combustibles fossiles, la croissance démographique et la disposition inappropriée des déchets agricoles. D'après les résultats ci-dessus, on pourrait dire que les trois principaux facteurs des perturbations du calendrier agricoles sont les feux de brousse, la déforestation et l'urbanisation rapide.

Tableau 4 Perception des pilotes des perturbations du calendrier agricole

<i>PILOTES DE PERTURBATION DU CALENDRIER AGRICOLE</i>	<i>MOYENNE</i>	<i>ECART TYPE</i>
Feux de brousse	2,98	0,47
Déforestation	2,96	0,34
Croissance démographique	2,95	0,44
Disposition inappropriée des déchets agricoles	2,85	0,41
Usage erroné de combustibles fossiles	2,77	0,33
Usage excessif d'engrais inorganiques	1,99	0,42
Fumée noire des motos/ véhicules	1,98	0,38
Usage excessif et intensif des terres agricoles	1,91	0,51
Cyclones fréquents	1,85	0,39
Usage excessif de pesticides et d'herbicides	1,06	0,52
Lotissement/Urbanisation inapproprié	2,89	0,27
Indice moyen de perception	2,38	0,41

Certains attribuent ces perturbations du calendrier agricole soit aux forces divines ou surnaturelles soit à une désobéissance et une infidélité à Dieu dans leurs prédications.

3.5 Effets des perturbations du calendrier agricole sur les besoins et l'environnement de ménages

Tableau 5. Perception des cultivateurs sur les effets des perturbations du calendrier agricole

Besoins primaires de ménages	MOYENNE	É-TYPE
<i>Augmentation du coût de la nourriture</i>	2.86	0,32
<i>Augmentation des dépenses de santé</i>	2.81	0,38
<i>Augmentation des réparations des logements</i>	2,78	0,24
<i>Dommages de biens des ménages</i>	2,77	0,54
<i>Perte de résilience des bâtiments</i>	2,65	0,47
<i>Augmentation du coût des vêtements</i>	2,64	0,36
<i>Pertes de vies et blessures</i>	1,99	0,28
<i>Augmentation du coût de l'eau potable</i>	1,98	0,01
Indice de perception	2,56	0,33
Environnement de ménages	MOYENNE	É-TYPE
<i>Diminution du rendement des cultures</i>	2,98	0,05
<i>Température excessive</i>	2,97	0,09
<i>Évaporation accrue</i>	2,96	0,65
<i>Perte de fertilité des sols</i>	2,91	0,51
<i>Perte accrue de terre arable et de nutriments</i>	2,9	0,58
<i>Érosion accrue</i>	2,89	0,03
<i>Engorgement des eaux</i>	2,87	0,61
<i>Froid excessif</i>	2,85	0,57
<i>Augmentation des ravageurs et des maladies des cultures</i>	2,79	0,02
<i>Crues fréquentes</i>	2,73	0,66
<i>Augmentation du ruissellement</i>	2,71	0,29
<i>Infiltration réduite</i>	2,70	0,63
Indice de perception	2,86	0,39

Les informations de la perception des effets des perturbations du calendrier agricole sur les besoins vitaux et environnementaux des cultivateurs sont présentées dans le tableau 5. Il y est noté que l'indice moyen

de cette perception sur les besoins fondamentaux de ménages des cultivateurs était de 2,56(ET=0,33) tandis que sur leurs besoins environnementaux était de 2,86 (ET=0,32).

Ceci implique qu'en général, les agriculteurs perçoivent qu'il existe un niveau d'effets relativement élevé des perturbations du calendrier agricole sur les besoins de base de leurs ménages. Cela s'aperçoit particulièrement dans l'augmentation du coût de la nourriture. Il est de ce fait notoire de conclure que les perturbations du calendrier agricole affectent les rendements des cultures. Elles affectent les revenus de ces ménages. Il s'agit du revenu provenant de la vente de produits végétaux. Elles entraînent ainsi l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité de ces ménages à la pauvreté ; ce qui suscite qu'ils usent les moyens de subsistance à leurs dispositions.

Quant à l'indice moyen de la perception des effets des perturbations du calendrier agricole sur leur environnement, les cultivateurs sont très d'accord et ciblent comme contributeurs la diminution de rendements des cultures (2,98 ET=0,05), les températures excessives (2,97 ET=0,09), l'évaporation accrue (2,96 ET=0,65), la perte de fertilité de sols (2,91 ET=0,51), et de celle accrue de terre arable, et de nutriments du sol (2,90 ET=0,58).

3.6. Utilisation de stratégies de résilience aux perturbations du calendrier agricole

Tableau 6. Stratégies de résilience utilisée contre les perturbations de calendrier agricole

STRATÉGIES DE RÉSILIENCE	JU	MU	TU	Moyenne	Écart-type
<i>Modification de dates de semis</i>	25	50	155	2,98	0,46
<i>Polyculture ou culture mixte</i>	19	171	60	2,97	0,44
<i>Modification de dates de récolte</i>	7	167	76	2,96	0,06
<i>Changement de méthode de travaux du sol</i>	181	12	57	2,81	0,09
<i>Usage des var. de cultures améliorées</i>	204	9	37	2,79	0,51
<i>Usage de rotation de cultures</i>	8	114	128	2,78	0,08
<i>Usage de plantes de couverture</i>	205	42	3	2,67	0,58
<i>Variation de la période de jachère</i>	6	30	214	2,04	0,07
<i>usage de techniques agroforestières</i>	231	18	2	1,97	0,53
<i>Récolte des eaux de la pluie</i>	219	16	15	1,84	0,66
<i>Prévisions climatiques</i>	217	20	13	1,56	0,40
<i>Usage des engrais organiques</i>	185	38	27	1,55	0,12
<i>Usage des activités para agricoles</i>	70	94	86	1,41	0,08
Indice moyen de stratégies				2,33	0,33

Dans le tableau 6 l'indice moyen de stratégie de 2,33 (ET=0,33) pour les cultivateurs centre kasâiens. Il montre qu'ils utilisent équitablement les différentes stratégies de résilience contre les perturbations du calendrier agricole. Les stratégies avec le score moyen le plus élevé sont la modification de dates de semis (2,98 (ET= 0,46), la polyculture ou la culture mixte (2,97 ET=0,44), la modification de dates de récolte (2,96 ET=0,06), le changement de travaux du sol (2,81 ET=0,09), l'usage des variétés de cultures améliorées 2,79 ET=0,51), celui de rotation (2,78 (ET=0,08) et de plantes de couverture (2,67 ET=0,58) La culture de plantes de couverture est très efficace pour la prévention de l'érosion des sols. Elle favorise la rétention d'eau. De préférence l'on souhaite qu'elle soit une légumineuse ; car, elle sert non seulement à la fixation de l'azote, mais aussi à la constitution d'engrais organique et le fourrage pour le bétail.

3.7. Les déterminants du choix des stratégies de résilience aux perturbations du calendrier agricole

Ce choix a été statistiquement influencé d'une façon significative par l'âge, le niveau de la scolarisation, l'appartenance à une association ou une confession religieuse, les années d'expérience agricole et l'accès aux informations agroclimatique. Le genre, statut marital, et la taille de la ferme n'étaient pas statistiquement significatifs au seuil de la probabilité de 5%. Ils n'influencent donc pas statistiquement le choix de stratégies de résilience des agriculteurs aux perturbations du calendrier agricole.

Le tableau 7 Les facteurs du choix des stratégies résilientes contre les perturbations du calendrier agricole

Stratégies →	Modification de dates semis			Pratique de cultures mixtes			Modification de dates de récolte		
	Coeff	É-Type	P>Z	Coeff	E-Type	P>Z	Coeff	E-Type	P>Z
Age	-0,16	0,05	0,04*	-0,28	0,22	0,02*	-0,33	0,27	0,03*
Genre	0,51	0,18	0,10	0,72	0,61	0,08	0,85	0,41	0,09
Statut marital	0,19	0,34	0,09	0,37	0,32	0,06	0,44	0,47	0,07
Niveau d'éducation	0,15	0,05	0,03*	0,22	0,09	0,04*	0,24	0,05	0,02*
Affiliation à une Ass	0,46	0,09	0,02*	0,61	0,27	0,03*	0,57	0,28	0,01*
Taille de la ferme	0,38	0,07	0,06	0,56	0,48	0,06	0,60	0,33	0,09
Année d'expérience	0,49	0,10	0,03*	0,62	0,08	0,04*	0,59	0,06	0,02*
Accès aux info agr climat	-0,81	0,51	0,04*	-0,65	0,17	0,01*	-0,51	0,28	0,02*

(*) Significatif au seuil de 5%

L'âge et les années d'expérience agricole influencent le choix des agriculteurs sur les plantes de couverture et la culture des variétés améliorées comme stratégies de résilience. Ils sont pour beaucoup dans le choix de la modification de dates de semis, la polyculture ou la culture mixte, la modification de dates de récolte, le changement de travaux du sol, et l'usage de rotation. Les années d'expérience ont été responsables sur la collecte des eaux de pluie et la culture mixte comme stratégies d'adaptation. En outre l'accès aux informations agro climatiques est un facteur non négligeable sur les changements à opérer pour les travaux du sol, car si les pluies sont annoncées, les cultivateurs ne s'adonneraient pas à faire le labour ou autres travaux du sol.

L'affiliation à une association ou une confession religieuse a influencé le choix des cultivateurs à adopter les stratégies de résilience aux perturbations du calendrier agricole étant donné la source d'information agro climatique « du cultivateur au cultivateur » et la formation dont les cultivateurs bénéficient de leurs collègues de l'association ou de la confession religieuse, le savoir-faire technique nécessaire à la mise en œuvre des mesures résilientes. Ajoutons que cette formation les rendre prévoyants dans la recherche de bénéfices à long terme plutôt que de gains immédiats obtenus au détriment de la dégradation des sols (SANOU et al. (2018).

CONCLUSION

Cette étude examine la (a) perception des cultivateurs centre kasaiens sur les perturbations du calendrier agricole et sur leurs choix de stratégies de résilience pour y faire face. Elle (b) analyse les facteurs influençant cette perception ; (c) examine ses effets sur la production agricole et l'environnement ; (d) évalue les stratégies résilientes utilisées par les cultivateurs et (e) analyse les déterminants du choix de ces stratégies.

Elle a recouru aux modèles logit multinomial (MLM) et probit multinomial (MPM) pour analyser les décisions d'adoption de choix des cultivateurs. Ils étaient associés au modèle descriptif de l'échantillon et ont été facilités par l'usage de logiciel SPSS V 26. Au total 250 cultivateurs ont pu être interviewés dont 52% d'hommes contre 48 % des femmes mariées (86%) ayant au minimum 6 ans et plus d'années de scolarisation.

Comme résultats, l'indice moyen de la perception de précipitation était de 2,57 (ET=0,30) et celui de la température fut de 2,47 (ET=0,19) pour tous les cultivateurs de l'échantillon. L'âge de répondants, leurs niveaux de scolarité, leur affiliation à une association ou une confession religieuse, leur accès aux informations agro climatiques, et leur expérience agricole influencent statistiquement et positivement les choix des stratégies de résilience aux perturbations du calendrier agricole. Ces stratégies sont : la modification de dates de semis (2,98 ET= 0,46) et de récolte (2,96 Et=0,06) et la polyculture ou culture mixte (2,97 ET=0,44). Les cultivateurs ont reconnu que les principales pilotes de ces perturbations sont les feux des brousses, la déforestation, la croissance démographique, la disposition inappropriée des déchets agricoles et l'usage erroné de combustibles fossiles. Enfin, le genre, le niveau de scolarité, l'appartenance à une association ou une confession religieuse et l'accès aux informations agro climatiques influencent fortement la perception des cultivateurs centre kasaiens sur les perturbations du calendrier agricole. Les effets des perturbations du calendrier agricole sur les besoins vitaux et environnementaux des cultivateurs ont reçu un indice moyen de 2,56(ET=0,33) et de 2,86 (ET=0,39) respectivement.

Il est nécessaire que le gouvernement, les ministères de l'Agriculture et organisations de la société civile concernées sensibilisent les cultivateurs et renforcent leurs capacités sur les stratégies de résilience contre les perturbations du calendrier agricole. Les efforts devraient viser à les éduquer sur les effets négatifs de feux des brousses ($2,98\pm 0,47$), de la déforestation ($2,96\pm 0,34$), la croissance démographique ($2,95\pm 0,44$), le lotissement inapproprié ($2,89\pm 0,27$), la disposition inappropriée des déchets agricoles ($2,85\pm 0,41$) et l'usage erroné de combustibles fossiles ($2,77\pm 0,33$).

Les médias peuvent être utilisés comme plateforme pour sensibiliser, contribuer et faciliter l'accessibilité aux stratégies de résilience, ainsi identifiées contre les perturbations du calendrier agricole, par les cultivateurs. Ces derniers méritent d'être soutenus en termes de fonds, d'éducation et de compétences. et une formation d'appoint pour leur permettre de mettre en pratique les stratégies populaires. Des facteurs tels que l'adhésion aux organisations confessionnelles, la scolarisation et l'accès à l'information agro climatique doivent être encouragés par le gouvernement, les parties prenantes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Amégandjin J. (2013). Pratique des sondages, étude de quelques sujets courants des techniques de sondages, un manuel de formation continue. Série Méthodes, n°12, AFRISTAT, 208 p.
2. Ayedegue O. I., Yabi J. A., Adegbola P. Y., Agalati B. (2022). Déterminants socio-économiques des paquets d'adaptation au changement climatique chez les producteurs de maïs au nord Bénin. *Revue africaine d'environnement et d'agriculture*, vol. 5, n° 1, pp. 47-62.
3. Babah-Daouda M., Yabi J. (2021). Déterminants de l'adoption des stratégies d'adaptation par les producteurs maraîchers face aux variabilités climatiques dans les communes de Djougou et de Tanguiéta au Nord-Ouest du Bénin. *Revue africaine d'environnement et d'agriculture*, vol. 4, n° 5, pp. 24-33.
4. Badameli M. S. (2015). Variabilité climatique et production agricole au Togo. Thèse de doctorat, Université Bordeaux III, France, 472 p.
5. Balaka M. M., Yovo K. (2021). Spatiotemporal Dynamics of Climatic Parameters in Togo. *Journal of Agricultural Economics and Rural Development*, vol. 7, n° 1, pp. 978-996.
6. Bellow T. B., Schmid J. C., Sieber S. (2015). Farmers' knowledge and perception of climatic risks and options for climate change adaptation: a case study from two Tanzanian villages. *Regional Environmental Change*, n° 15, pp. 1169-1180.
7. Cui X., Xie W. (2021). Adapting agriculture to climate change through growing season adjustments: Evidence from corn in China. *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 104, n° 1, pp. 249-272.
8. Diallo A., Donkor E., Owusu V. (2021). Climate change adaptation strategies, productivity and sustainable food security in southern Mali. *Climatic Change*, vol. 159, pp. 309-327
9. Di Falco S., Veronesi M., Yesuf M. (2011). Does Adaptation to Climate Change Provide Food Security? A Micro-Perspective from Ethiopia. *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 93, n° 3, pp. 825-842.
10. FAO (2015). Changement climatique et sécurité alimentaire. Rome, Italie, 21 p.
11. GIEC (2022). Impacts, options d'adaptation et domaines d'investissement pour une Afrique de l'Ouest résiliente au changement climatique. Le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC, Genève, Suisse, 20 p.
12. Jagnani M., Barrett C. B., Liu Y., You L. (2021). Within-season producer response to warmer temperatures: Defensive investments by Kenyan farmers. *The Economic Journal*, vol. 131, n° 633, pp. 392-419.
13. Kabasele M. Eddie (2020). Vulnérabilité des ménages à la pauvreté avant et après le premier confinement du COVID-19 à Kananga. *Le Semeur du Kasai Revue pluridisciplinaire Numéro 2/2020* P. 35-54.
14. Mogaka H. R., Muriithi L. N. (2021). Factors Affecting Multiple Climate Change Adaptation Practices of Smallholder Farmers in lower Eastern Kenya. *Journal of Agricultural Extension*, vol. 25, pp. 92-100.
15. Mushagalusa Balasha, JH Kitsali Katungo. 2021. Perception et stratégies d'adaptation aux incertitudes climatiques par les exploitants agricoles des zones marécageuses au Sud-Kivu-Vertigo-la revue électronique en sciences de l'environnement.
16. Sanou K., Amadou S., Adjegan A., Tsatsu K. D. (2018). Perceptions et stratégies d'adaptation des producteurs agricoles aux changements climatiques au nord-ouest de la région des savanes du Togo. *Agronomie africaine*, vol. 30, n° 1, pp. 87-97.

17. Yegbemey R. N., Yabi J. A., Aihounon G. B., Paraiso A. (2019). Modélisation simultanée de la perception et de l'adaptation au changement climatique : cas des producteurs de maïs du Nord-Bénin (Afrique de l'Ouest). Cahiers Agricultures, vol. 23, pp. 177-187.
18. Wooldridge J.M. (2010) Econometric analysis of cross section and panel data. Boston, MA, MIT Press, 741 p

Opinion des ménages sur les déterminants de l'insécurité alimentaire dans l'aire de Santé vingt-mai à Kananga, Province du Kasai Central

Theodore Mwamba Bakatubenge
Professeur/UPKAN
Mathieu Nkuba Luaba
Assistant/ISDR-Tshibashi
Jean-Marie Beya Tshimanga
Assistant/ISDR-Tshibashi
Cédric Kwete Bakadipanda
Assistant/ISDR-Tshibashi
Joseph Ngalumulume Binku
Assistant/ISDR-Tshibashi
Berthe Mputu Tshipamba
Assistante/ISDR-Tshibashi
Timothée Tshiuba Tshimanga
Assistant/UPKAN

Résumé

Cette étude vise à comprendre l'opinion des ménages de l'aire de santé de Vingt-Mai à Kananga, Province du Kasai Central, sur les déterminants de l'insécurité alimentaire, afin de contribuer à l'amélioration de la situation. Les objectifs spécifiques sont de : 1) décrire le profil sociodémographique des enquêtés, 2) relever leur opinion sur l'insécurité alimentaire, 3) relever leurs perceptions et représentations, 4) déterminer leurs attentes et 5) proposer des pistes de solution.

La méthode d'enquête phénoménologique a été utilisée pour la collecte des données, avec la technique d'interview structurée ou directive. L'échantillon est composé de 10 chefs de ménages de l'aire de santé Vingt-Mai à Kananga. Les participants perçoivent l'insécurité alimentaire de quatre manières : 1) comme un mépris, 2) comme un danger, 3) comme un souci permanent dans les ménages, et 4) comme une exposition aux maladies et à la mort.

En ce qui concerne la représentation de l'insécurité alimentaire, les participants ont une mauvaise perception, avec trois significations : 1) le manque de matériel de travail, 2) la longue distance du lieu de travail, et 3) la mort et le divorce dans le mariage.

Pour résoudre le problème, les participants citent l'implication de l'État congolais et soulignent la nécessité de doter la population de moyens financiers et logistiques (matériels agricoles). Cette étude a permis de mieux comprendre les perceptions et les attentes des ménages face à l'insécurité alimentaire dans la région, ouvrant la voie à des pistes d'amélioration.

Mots clés : Opinion, ménage, déterminant, insécurité alimentaire et aire de santé.

INTRODUCTION

Actuellement, l'insécurité alimentaire représente un facteur important de morbidité et de mortalité dans le monde. Elle reste à l'origine de malnutrition par carence. Elle désigne l'inaccessibilité à une alimentation de qualité et quantité suffisante pour répondre aux dépenses quotidiennes en énergie de l'organisme. (OMS, 2019).

On estime que 70% de la population mondiale vit en insécurité alimentaire à cause de moindre niveau économique de différents ménages. (UNICEF 2021).

Depuis toujours, la malnutrition constitue un sérieux problème de santé publique et reste une crise planétaire.

Dans le monde, la malnutrition touche de plein fouet ; les pays de l'Amérique latine, de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique subsaharienne. Dans ces pays, après 165 millions d'enfants de moins de 5 ans (20 % de la population) ont un poids insuffisant par rapport à leurs âges, 19 millions d'entre eux souffrent d'une malnutrition aiguë sévère. UNICEF, 2017.

Ainsi, l'insécurité alimentaire reste à la base de la morbidité dans le monde, elle est à l'origine de la faim et de la malnutrition prédisposant, la population à des conséquences graves (FAO, 2017).

L'alimentation est un droit humain et fondamental, si nous ne disposons pas suffisamment d'aliments de qualité, nous pouvons tomber malade, voire mourir pour tous les nombres des personnes sous-alimentées dans le monde ne cesse de croître. (DUPIN. et DIA WARAM, 2015).

Selon FAO (2017), une personne sur neuf est sous-alimentée en 2018, alors qu'une sur quatre est en insécurité alimentaire. Plus des 700 millions des personnes soit 9,2% de la population mondiale, l'insécurité alimentaire modérée qui regroupe les personnes n'ayant pas l'accès à une nourriture saine et nutrition concerne 1,3 milliard des personnes soit 17,2% de la population.

L'insécurité alimentaire n'est pas seulement liée à la malnutrition, elle peut aussi mener à l'exploitation, ceux qui ont des surplus des nourritures ont du pouvoir sur les personnes qui n'ont pas de nourritures et ce sont habituellement des hommes qui distribuent la nourriture. (MICHEL. et LANTAN, 2004).

Aujourd'hui, 815 millions des personnes se couchent le ventre vide, un chiffre en augmentation par rapport aux 777 millions des personnes recensées en 2015. Cette faim, souvent liée aux problèmes d'accès, est expliquée entre autres par la forte hausse de prix alimentaire associée à des problèmes économiques, la croissance démographique, les conflits menant à des conditions politiques difficiles et les conditions climatiques inhabituelles (telles que : la sécheresse et les inondations) (CAMP BELL., 2014).

La tendance à la hausse de la sous-alimentation n'a pas encore eu de répercussion sur les taux de retard de croissance chez les enfants qui continuent à baisser, cependant, il y a encore 155 millions d'enfants de moins de 5 ans (23%) présente un retard de croissance essentiellement en Afrique et en Asie. Ce chiffre demeure intolérable élevé dans certaines régions et l'émaciation continue à menacer la vie de près de 52 millions d'enfants, soit 80% d'enfants de moins de 5 ans (Golay Christoph, 2021).

La prévalence d'insécurité alimentaire varie selon les pays, mais il n'est pas surprenant que cette prévalence soit plus élevée dans les pays en développement. En effet, parmi les 795 millions des personnes sous-alimentées dans le monde en 2015, 98%, soit 780 millions vivent dans des pays en développement (Jamber BAJOJE, 2021).

En partie, en raison de son poids démographique, l'Asie est la région qui compte le plus des personnes sous-alimentées. La FAO estime qu'en 2016, près de 520 millions des personnes en Asie, plus de 243 millions en Afrique et plus de 42 millions en Amérique latine et dans les caraïbes n'avaient pas un apport énergétique alimentaire suffisant (FAO, 2017).

L'insécurité alimentaire en particulier, celle chronique peut affecter la santé générale et la qualité de vie des individus. L'apport alimentaire ne couvre plus les besoins essentiels de l'organisme pour avoir un bon état de santé, ce qui prédispose à des risques pour la santé touchant également les aspects psychologiques et physiques. (PRONANUT, 2018).

Depuis plus de deux décennies, l'insécurité alimentaire a été reconnue comme un problème de santé publique au CANADA. Néanmoins, la prévalence de ce phénomène demeure élevée en 2015, car environ 1,4 millions des ménages ont été touchés par l'insécurité alimentaire. Celle-ci entraîne des conséquences négatives sur la santé et la qualité de vie des personnes, mais aussi sur l'économie et la société canadienne (GOLAY Christoph, 2021).

Selon Brunel (2002), dans les pays industrialisés, près de 30% des personnes souffrent chaque année des maladies d'origine alimentaire.

Pour prendre en compte les problèmes de carence nutritive le rapport de FAO distingue deux niveaux :

- L'insécurité alimentaire sévère, qui regroupe la notion de faim concerne plus de 700 millions des personnes soit 9,2% de la population mondiale;
- L'insécurité alimentaire modérée, qui regroupe les personnes n'ayant pas accès à une nourriture saine et nutritive concerne 1,3 million des personnes, soit 17,2% de la population.

Au total, 2 millions des personnes (26, 4%) sont touchées par l'insécurité alimentaire, les principales victimes de la faim sont les populations paysannes (FAO, 2017).

Par ailleurs, 30% de la population mondiale, souffre de la faim invisible, c'est-à-dire des carences en micronutriments. (Jamber BAJOJE, 2021).

En Afrique, l'OMS/UNICEF (2016), signalent que plusieurs pays sont en insécurité alimentaire. Cependant, AMADOUSALE 2015, au Bénin ont noté que plus de 5 millions d'habitants sont dans le seuil de la sous-alimentation suite à l'absence d'agriculture et d'élevage considéré comme les grands facteurs associés à cette situation dangereuse.

Les problèmes se posent avec beaucoup d'acuité dans huit pays : le CONGO, la République Centre Africaine (RCA), le CAMEROUN, le NIGERIA, le TOGO, le BININ, et la RDC. On y trouve des prévalences de malnutrition aiguë globale supérieure ou égale à 10% qui constitue le seuil d'alerte (OMS, 2019).

L'Afrique reste un moyen historique d'extrême et d'insécurité alimentaire. La précarité continue, si non croissance des moyens des subsistances des populations rurales composées majoritairement des paysans producteurs et vendeurs des denrées alimentaires et l'un des symptômes les plus visibles de la crise des agricultures subsahariennes (Kennedy, 2007). La vulnérabilité des sociétés Africaines à l'insécurité alimentaire chronique est à la fois symptôme de la pauvreté qui frappe l'Afrique ou les populations du continent Africain. Plus de 24% des pauvres qui vivent dans la région en développement avec moins de 15\$ par jour son Africain (MANGO, 2014).

L'UNICEF (2018), précise qu'en Afrique l'insécurité alimentaire provient de la pauvreté, la dégression de l'environnement, l'insuffisance du développement agricole, croissance de la population, niveau d'éducation faible, inégalité sociale entre les catastrophes naturelles et cela engendre les cas de la malnutrition en Afrique.

En Afrique, 24,4% des personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire, cette situation est plus alarmante avec une hausse de la sous-alimentation et entraînant la faim dans cette population Africaine. (OMS, 2019).

En RDC, le régime alimentaire de la population est globalement insuffisant, se basant essentiellement sur la consommation de féculents (Manioc) et des céréales (Maïs) et intègre peu les légumineuses, les oléagineux, le lait, les protéines animales, 13 millions des personnes vivent dans l'insécurité alimentaire extrême en RDC et parmi eux 5 millions sont des enfants (PAM, 2018).

La province du KASAI-CENTRAL n'est pas épargnée à cette situation, car l'ACF dans son rapport a ressorti qu'une grande partie de la population de la province demeure en Insécurité Alimentaire ; ce qui accentue le taux de la MAS. Cette Insécurité Alimentaire est de plus en plus due au phénomène KAMWINA NSAPU, à cause de plusieurs déplacements et des déstabilisations de la vie sociale de ce dernier surtout dans les communes de la ville de Kananga (ACF, 2018).

Le rapport du BCZ de LUKONGA (2011), rapporte que les ménages de cette zone vivent en grande partie en insécurité Alimentaire car beaucoup des chefs des ménages sont sans niveau d'étude et sont des

chômeurs. Ainsi, l'Insécurité Alimentaire est l'origine des plusieurs cas de MAS dans la zone de santé avec taux élevés de la mortalité infantile.

La région du Kasai est confrontée à une crise humanitaire majeure née d'un conflit entre le pouvoir politique et la chefferie traditionnelle. Depuis septembre 2016, ce conflit a occasionné le déplacement de 1,4 million de personnes. Ces déplacements massifs ont fortement perturbé les moyens d'existence des populations de cette région. En 2016, la production brute de maïs, principal aliment de base est estimé à 742963 tonnes. Il est en baisse de 17% par rapport à 2015.

Dans les territoires de DEMBA, DIBAYA et DIMBELENGE, plus de 80% des ménages ne peuvent faire face à leurs besoins alimentaires de base tout seul. À LUIZA et KAZUMBA, respectivement 72% et 66% des ménages appartiennent à la classe de consommation alimentaire pauvre. La zone de santé de TSHIKAJI, NGANZA, LUKONGA et KATOKA très touchées par la guerre des milices, ont connu une insécurité sévère sur le plan nutritionnel. (PRONANUT ,2019).

MÉTHODOLOGIE

La population cible était constituée des chefs des ménages de l'aire de santé Vingt-mai à Kananga. L'échantillonnage non probabiliste théorique et par choix raisonné nous a servi pour avoir la taille de l'échantillon de 10 sujets. La méthode utilisée est l'enquête phénoménologique et la technique d'interview structurée ou directive pour la collecte des données à travers le guide d'entretien et le dictaphone comme instruments utilisés pour la collecte des données auprès des chefs des ménages. L'analyse catégorielle transversale a consisté à récupérer les verbatim (sous formes d'idées).

Notre unité d'analyse était syntaxique, c'est-à-dire une phase ou un groupe des mots ou verbatim des interviews des idées exprimées au contenues dans les phases des interviews.

RÉSULTATS

Caractéristiques socio démographiques des répondants (profil)

N° ordre	AGE	SEXE	NIVEAU D'INSTRUCTION	OCCUPATION	ÉTAT MATRIMONIAL
R1	45 ans	M	LICENCIÉ	ENSEIGNANT	Marié
R2	49 ans	M	SANS INSTRUCTION	SANS EMPLOIE	Marié
R3	45 ans	F	SECONDAIRE	SANS EMPLOI	Mariée
R4	26 ans	M	SECONDAIRE	SANS EMPLOIE	Célibataire
R5	40 ans	F	GRADUE	INFIRMIER	Mariée
R6	45 ans	M	SECONDAIRE	ENSEIGNANT	Marié
R7	30 ans	M	PRIMAIRE	SANS EMPLOIE	Célibataire
R8	48 ans	M	SECONDAIRE	SANS EMPLOIE	Marié
R9	45 ans	F	SECONDAIRE	INFORMATICIEN	Mariée
R10	45 ans	M	Primaire	SANS EMPLOI	Marié

Il relève de ce tableau que la majorité de nos répondants est âgé de 45 ans ; plusieurs d'entre eux sont du sexe masculin ; beaucoup ont un niveau d'étude secondaire ; nombreux sont sans emploi et la plupart d'entre eux sont mariés.

Sous-thème 1 : Opinion des ménages de l'aire de santé sur les déterminants de l'insécurité alimentaire dans l'aire de santé Vingt Mai à Kananga, Province du Kasai Central.

De ce premier sous thème, deux catégories ont émergé : 1) perception des ménages sur l'insécurité alimentaire et 2) représentation ménages sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Sous thème 2 : Attente des ménages sur de l'insécurité alimentaire

À l'issu des analyses des données, deux catégories ont émergé : 1) attentes auprès des ménages et 2) attentes auprès des Autorités.

L'analyse a consisté à faire un regroupement des verbatim au regard de catégorie correspondante à laquelle nous avons attribué une sous-catégorie, ce sont des significations qui constituent les résultats de notre étude, faisant l'objet des discussions.

ENCADRÉ 1 : Opinion des ménages de l'aire de santé de vingt-mai sur l'insécurité alimentaire.
QUESTION : Quelle est votre perception sur l'insécurité alimentaire dans l'aire de santé de Vingt-Mai ?

Sous thème	Catégorie	Verbatim	Significations
Perception des ménages sur l'insécurité alimentaire de	Manière considérer l'insécurité alimentaire de	<p>R1 « Je suis méprisé, manque de nourriture ha !!! vraiment c'est une mauvaise chose dans la vie, c'est pénible au cœur ».</p> <p>(R2)</p> <p>R3 « Pas de respect dans la famille même chez le voisin, je suis devenu vraiment... Par ce que nous manquons à manger ».</p> <p>R7 « ... Ma perception, c'est avec beaucoup de regret le problème de manque de nourriture ».</p> <p>R2 « Regardez ma fille il faut manque l'argent pour acheter le véhicule, mais pas pour la nourriture ».</p> <p>R5 « Ma perception sur l'insécurité alimentaire est quelle nous expose à la mort, aux maladies ».</p> <p>R1 « Aujourd'hui, nous vivons avec ma femme en difficulté jusqu'à perdre notre enfant toujours le problème de manque de nourriture ».</p> <p>R6 « C'est vrai que je suis touché lorsque nous ne disposons pas les aliments à manger donc mal à l'aise voilà au moins ma perception ».</p> <p>R8 « He... papa je suis père des enfants, le matin rien à mettre sous la dent, à midi même ment et le soir rien, mais cela fait mal, les enfants de fois commencent à pleurer d'autres affaiblis là je suis très mal alaise ».</p>	<p>Considération des mépris</p> <p>Regret dans les ménages</p> <p>Exposition aux ménages</p> <p>Signe de pauvreté et de souffrance.</p>

Cet encadré se résume de quatre façons sous forme des significations c'est-à-dire : considération de mépris, regret dans les ménages et risque de tomber malade et la mort.

ENCADRÉ 2. Représentation des ménages sur les déterminants de l'insécurité alimentaire

QUESTION : Que représente pour vous cette insécurité alimentaire ?

Sous thème	Catégories	Verbatim	Significations
Opinion des ménages sur les déterminants de l'insécurité alimentaire	Représentation des ménages sur les déterminants de l'insécurité alimentaire	<p>R1 « Je suis méprisé, manquez la nourriture ha !!! vraiment c'est une mauvaise chose dans la vie, c'est pénible au cœur “ R3 “ Pas de respect dans la famille même chez le voisin, je suis devenu vraiment ... Parce que nous manquons à manger ».</p> <p>R5 « la plus grande difficulté que nous rencontrons est que là où nous allons cultiver vraiment, très loin toujours à la recherche des terres fertiles ».</p> <p>R9 « Pour moi ... les lieux du travail est loin, pour que les gens y arrivent ils se sentent déjà fatigués ».</p> <p>R10 « He !!! les travaux champêtres, si vraiment vous n'avez pas un cœur, vous pouvez abandonner tous les outils insuffisants, le lieu où les champs se trouvent éloignés de la population alors, manque même des espaces pour travailler ».</p> <p>R8 « Pour moi, la guerre est à la base de toutes les difficultés, He ... il y a aussi rupture de mariage ».</p>	<p>Manque des matériels du travail et la pauvreté</p> <p>Longue distance du lieu des champs</p> <p>La mort et divorce dans le mariage</p>

L'encadré ci-haut révèle que les participants à l'étude ont vécu beaucoup de difficultés dans les ménages suite à l'insécurité alimentaire et cela dégage trois significations : 1) Manque des matériels du travail ; 2) Longue distance du lieu de travail ; 4) La mort et divorce dans le mariage.

ENCADRÉ 3 : Attente des ménages sur l'insécurité alimentaire

QUESTION : Selon vous quelle est votre attente auprès des Autorités sur l'insécurité alimentaire vers la sécurité alimentaire ?

Sous thèmes	Catégories	Verbatim	Significations
Attente des ménages sur l'insécurité alimentaire	Attentes auprès des Autorités	<p>R1 « Pour moi, nous voulons que les chefs ou l'État nous donnent les moyens en instruments comme machettes, houes, ha !!! donc donner à tout le monde ».</p> <p>R3 « La ...solution est très simple, pour moi il faut équiper la population avec les tracteurs, haches, nous allons travailler sans problème ».</p> <p>R9 « Les tracteurs peuvent nous aider, mais nous les manquons voilà pourquoi nous manquons à faire les grands champs ».</p> <p>R8 « ...vraiment, tout est par terre au jour d'aujourd'hui il est important de dire au gouvernement de soutenir accompagner le peuple avec des motivations dans l'agriculture ».</p> <p>R5 « Le moment est difficile, mais si on aide les ménages avec les semences nous montrés comment cultiver donc une motivation nous accompagnés ».</p> <p>R10 « Mais !!! le gouvernement peut venir nous faire un champs modèle, sur place nos chefs aussi peuvent aussi nous accorder avec les espaces pour faire les champs ».</p>	<p>La dotation des matériels par les chefs</p> <p>Subventionner l'agriculture par le gouvernement</p>

Cet encadré montre que les répondants à l'étude ont quelques solutions pour améliorer le problème de l'insécurité alimentaire qu'ils résument en deux significations : La dotation des matériels par les chefs ; Subventionner l'agriculture par le gouvernement

DISCUSSION

Par rapport aux caractéristiques sociodémographiques des enquêtés, il relève de ce tableau que la majorité de nos répondants sont âgées de 45 ans ; plusieurs d'entre eux sont du sexe masculin ; beaucoup ont un niveau d'étude secondaire ; nombreux sont sans emploi et la plupart d'entre eux sont mariés. Ces résultats divergent avec ceux trouvés par la Banque Mondiale, dans la province du Sud Kivu.

Le thème central retenu est “ les déterminants de l'insécurité alimentaire dans les ménages de l'aire de santé de Vingt-mai, à Kananga dans la Province du Kasai Central “. Ce thème central est divisé en deux sous thèmes à savoir : Opinion des ménages de la zone de santé de Kananga sur les déterminants de l'insécurité alimentaire et Attente des ménages sur de l'insécurité alimentaire.

De ce premier sous thème, deux catégories ont émergé, à savoir : Perception et Représentation des ménages sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Pour ce qui est de la perception qu'ont les ménages, ils perçoivent l'insécurité alimentaire comme : Considération de mépris ; Risques aux maladies et à la mort ; Regret dans les ménages ; Exposé aux maladies et à la mort.

Quant à FAO (2017), d'une manière générale, la vulnérabilité est la probabilité pour un ménage ou un individu de voir sa situation se dégrader sous l'effet de risque ou des chocs auxquels il est exposé.

Pour les paysans, les principaux risques sont la sécheresse, les attaques acridiennes, les inondations, les décès, la maladie des hommes et des animaux, l'augmentation des prix des intrants, et la rareté des produits de cueillettes.

Considérons la déclaration d'un répondant : R5 « Ma perception sur l'insécurité alimentaire est quelle nous expose à la mort, aux maladies ». L'autre ajoute : R1 « aujourd'hui ... nous vivons avec ma femme en difficulté jusqu'à perdre notre enfant toujours le problème de manque de nourriture ».

Pour ce qui concerne la présentation, les participants à l'étude ont une mauvaise représentation sur l'insécurité alimentaire cela dégage trois significations : Manque des matériels du travail, Longue distance du lieu du travail, la mort et divorce dans le mariage.

Un milieu familial violent, une séparation, un divorce, une faillite, la maladie physique ou mentale, un handicap, la naissance d'un enfant, le nombre d'enfants dans la famille, la prise en charge d'un parent âgé, un déménagement, être un réfugié, etc. ont une incidence sur les revenus et peuvent entraîner une situation d'insécurité alimentaire. CILSS, 2004.

R5 « La plus grande difficulté que nous rencontrons est que là où nous allons cultiver vraiment, très loin toujours à la recherche des terres fertiles ». **R9** « pour moi... les lieux du travail est loin, pour que les gens y arrivent ils se sentent déjà fatigués ».

R10 « hé !!! les travaux champêtres, si vraiment vous n'avez pas un cœur, vous pouvez abandonner tous les outils insuffisants, le lieu où les champs se trouvent éloignés de la population alors, manque même des espaces pour travailler ».

Pour leur Attente de la part du gouvernement sur l'insécurité alimentaire, ils ont exprimé les attentes de deux manières ci-après : la dotation de matériel et aussi la motivation des ménages.

Le secteur agricole n'est pas en mesure de générer des ressources nécessaires pour accroître significativement le bien-être des populations rurales dont l'essentiel des revenus provient de la vente d'une partie de leurs productions.

Considérons ce qu'un répondant a dit : « pour moi, nous voulons que les chefs ou l'État nous donnent les moyens en instruments comme machettes, ou houes, haches, donc donner à tout le monde » **R1**.

La deuxième montre que : « la ... solution est très simple, pour moi il faut équiper la population avec les tracteurs, haches, nous allons travailler sans problème » **R3**.

CONCLUSION

Cette étude qualitative a porté sur l'opinion des ménages de l'aire de santé de Vingt-mai à Kananga, dans la province du Kasai Central, sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Les résultats ont démontré que la majorité des ménages de cette zone font face à d'énormes difficultés liées à l'insécurité alimentaire, alors que la RDC s'est engagée à atteindre l'Objectif de Développement Durable visant à assurer une bonne santé et le bien-être de tous.

L'analyse thématique et catégorielle a permis d'identifier un thème central : « les déterminants de l'insécurité alimentaire dans les ménages de l'aire de santé de Vingt-Mai ». Deux sous-thèmes en sont ressortis : l'opinion des ménages sur les déterminants de l'insécurité alimentaire, et leurs attentes à ce sujet. Concernant la perception, les ménages considèrent l'insécurité alimentaire comme un mépris, un malaise, un regret, et un facteur d'exposition aux maladies et à la mort. Pour ce qui est de la représentation, ils l'associent au manque de matériel de travail, à la distance du lieu de travail, et à la mort ou au divorce. **Quant à leurs attentes, les ménages souhaiteraient que le gouvernement leur fournisse du matériel et les motive afin d'améliorer leur situation alimentaire.**

Précisons que l'étude a permis de mieux comprendre le point de vue des ménages de l'aire de santé de Vingt-mai sur les déterminants de l'insécurité alimentaire à laquelle ils sont confrontés. Les résultats pourront guider les autorités dans la mise en place de stratégies adaptées pour lutter contre ce fléau et atteindre l'Objectif de Développement Durable lié à la santé et au bien-être.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. AMULI. JP (2020), Méthodologie de la recherche scientifique en science de santé, première licence ISTM/ Kananga.
2. Bernard et Geneviève (2012) : Dictionnaire médical pour les régions tropicales, Kinshasa RDC, 2002 P 74- 629.
3. Bernard et Geneviève (2012), dictionnaire médical pour les régions tropicales, Kinshasa, RDC, P 563
4. DERRICK B et JELLIFFE P (2018), Manuel à l'usage des agents sanitaires : la nutrition des enfants dans les pays en voie de développement, paris, les pays en voie de développement paris, centre d'Éditions techniques, P 108.
5. BANQUE MONDIALE (2007), de l'agriculture à la nutrition: voies, synergies et résultats, Washington D.C;
6. Campbell. C Food insecurity: a nutritional outcome or a predictor variable. J Nutr. (2016); 12 (3): 408-15;
7. DUPIN. D et DIA WARAM (2021), Expérience d'éducation sanitaire et nutritionnelle en Afrique, paris, PUF, P. 109.
8. MICHEL C. LATHAN (2004), Nutrition dans les pays en développement Edition 2004 , Rome: Lavoisier édition, 2001 P 516 (FAO Alimentation et nutrition n° 29). ISBN 92-5203818-3

9. FAO (2017) “ Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde” (2017).
10. FAO, OMS, PAM, et UNICEF (2017), l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire. Rome, FAO, repéré à <http://www.fao.org/3/a-17695f.pdf>
11. FAO, PAM, et al (2017), Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence au Kasai et Kasai-central
12. Golay Christoph (2021), droit à l'alimentation et accès à la justice, Bruxelles
13. Jamber BAJOJE (2021), Analyse contextuelle des facteurs influençant l'insécurité alimentaire dans la chefferie Rubenga en territoire du d'Idjwi.

Énumération de différentes sources de provenance des recettes douanières a la DGDA/Kasai Occidental démembré

Alphonse Ntumba Kande
Assistant/ISDR-Tshibashi
Frédéric Wubanewenu Tshikala
Assistant/ISDR-Tshibashi
David Ntumba Mfuadi
Assistant/ISDR-Tshibashi

Résumé

L'étude nous relève que les recettes douanières perçues par la DGDA proviennent généralement des importations, des exportations, des entrepôts, des accises et autres sources de perception (produit partiel sur vente publique, produit sur les travaux extraordinaires). Les quinze pour cent sur vente publique et les amendes ; en particulier les recettes de la DGDA/KASAI occidental démembré ne proviennent, pour la majorité des importations des assises ainsi que quelques rares cas des exportations. Ceci par le fait que le Kasai Occidental démembré est presque entravé malgré les frontières qui logent les territoires de Tshikapa et Luiza qui ne sont que de nom ; y compris des entrepôts qui ne fonctionnent pas.

Mots clés : DGDA, trésor public, importation, exportation, entrepôt, assises, produit partiel sur vente public, redevances, régime douanier et prix moyen frontière.

INTRODUCTION

La question de l'étude de la provenance des recettes à percevoir par la DGDA nous prouve que les importations, les exportations, les accises et autres qui alimentent la caisse de l'État.

Animé par le souci d'exhorter l'État congolais à la mobilisation totale des recettes, nous voulons que la RDC puisse mettre à la disposition de la douane kasaienne les moyens pouvant permettre d'atteindre ses objectifs, car avons remarqué que le Kasai Occidental a plusieurs voix d'entrée et de sortie, mais qui, malheureusement, sont non exploitées officiellement jusqu'à présent et le dédouanement pour les exportations de diamant qui devait se passer au Kasai occidental démembré est effectué directement au bureau de sortie à Kinshasa. Voilà pourquoi en raison des éléments évoquées sou peu, la douane kasaienne se voit privée de certains avantages qu'elle devait bénéficier sur d'autres régimes douaniers comme l'exportation et autre afin d'augmenter les recettes de la province du Kasai occidental démembré.

L'ensemble des préoccupations étalées nous a laissé à découvrir que les ressources de la DGDA proviennent de cinq régimes douaniers à savoir : Importation ; Exportation ; Transit ; Entrepôt ; et Assises locales.

Les recettes de la douane du Kasai occidental démembré proviendraient seulement des importations et des assises ; et l'enclavement. Le non-fonctionnement des entrepôts, la production locale minimale seraient à la base du manque des exportations et à ceux-ci, s'ajoute du dédouanement du diamant du Kasai à la DGDA/Direction Générale située à Kinshasa.

Les méthodes dialectique et statistique et le moyen documentaire, nous ont aidés à découvrir la provenance des recettes douanières à la DGDA/Kasai occidental démembré.

Le plan sommaire de ce travail se présente de la manière suivante : Le premier point traitera sur la conceptualisation des termes clés, le deuxième parlera des sources de provenance et leur détermination.

1. CONCEPTUALISATION DES TERMES CLÉS

1.1. Direction générale des douanes et accises (DGDA)

La DGDA est un service de l'État chargé de la perception des droits de douane à l'importation, à l'exportation de certaines productions locales aux entrepôts et autres, et leur canalisation vers le trésor public qui est la caisse de l'État.

Les objectifs qui sont assignés à la DGDA sont de nature à alimenter la caisse de l'État. A cet objectif, s'ajoute la surveillance des frontières et la production des statistiques du commerce extérieur.

Disons alors en résumé que la DGDA regorge en son sein deux grands services qui sont : le service de douane qui s'occupe des importations, des exportations et entrepôts, et du service des accises qui s'occupe, quant à lui, de la perception des droits et taxes sur certains articles produits localement tels que la bière, les boissons sucrées, le diamant et les parfums.

1.2. Le Trésor Public

Il s'agit de l'ensemble des services financiers de l'État liés entre eux par une unité. Il n'est donc pas un organisme distinct de l'État. Il est la désignation de l'État dans l'exercice de ses responsabilités financières (Henri MOVA, 2000, P 227).

Jean YVES CAPUL et Olivier (2005, P 295), le trésor public est l'agent financier de l'État, une sorte de caisse « caisse » puisqu'il perçoit les recettes publiques ou (l'impôt) et exécute les dépenses. C'est aussi le banquier de l'État. Le trésor crée la monnaie divisionnaire (monopole de fabrication des pièces), mais il peut aussi créer de la monnaie scripturale par exemple, lorsque le compte chèque postal (CPP) d'un fournisseur de l'État (ou d'un fonctionnaire à qui l'État doit verser un salaire) est crédité, le trésor crée sa propre monnaie scripturale.

Pour Buabua wa Kayembe, Mova, S., op cit, 2000, p.36, le trésor public s'étant à la fois comme une caisse, où sont déposés les fonds de l'État, et comme une activité de crédit à court terme chargé d'équilibrer à tout moment les entrées et les sorties des fonds ce qui correspond à la définition courante de la trésorerie.

À travers ces définitions, nous disons alors que la direction du trésor gère la trésorerie de l'État. Elle effectue des opérations permettant de réaliser l'équilibre permanent des charges et des ressources publiques. Elle gère la dette publique et la trésorerie en devise. Elle exerce la tutelle et le contrat d'activité financière de la nation. Elle gère les participations publiques, participe directement aux interventions de l'État. Dans le domaine international, elle établit la balance de paiement, élabore la réglementation des charges et des relations financières pour l'étranger, assure la représentation du pays dans les relations monétaires et financières avec les pays étrangers et les organismes internationaux.

Le trésor joue le rôle de banquier, de l'économie, lorsqu'il accorde, comme une banque privée de prêt à des entreprises publiques ou privées. IL assure ainsi le financement d'opération économique que le système bancaire refuse de prendre à sa charge.

Pour financer ses opérations de prêt, le trésor se porte lui-même d'emprunteur sur le marché des capitaux, les prêts sont donc financés par l'émission des bons de trésor, par l'utilisation des prêts correspondants, etc., le trésor remplit donc une fonction bancaire en transformant épargne en l'investissement.

1.3. Entrepôt

Selon le décret du 29 janvier 1949, article 1 de la législation douanière, l'entrepôt est un immeuble quelconque (magasin, hangar, enclos ou terrain) pour le dépôt des marchandises, assimilé du point de vue de déductions de droit au territoire étranger. Disons alors que l'entrepôt est un lieu (local, hangar, magasin, un terrain ...) ou l'on introduit pour le stockage ou conservation d'une marchandise sous douane attendant son dédouanement. C'est ainsi qu'en RDC, on distingue trois grandes catégories d'entrepôts.

1.3.1. Catégories

Entrepôt fictif : est un magasin, hangar, enclos ou terrain fourni par l'entrepositaire et agréé par la douane, pour servir au dépôt exclusif des marchandises, spécialement désignées, enregistrées au nom de l'entrepositaire. Ce dernier en a la garde exclusive.

Entrepôt particulier : magasin fourni par l'entrepositaire et agréé par la douane, pour servir au dépôt exclusif des marchandises, spécialement désignées, enregistrées au nom de l'entrepositaire. La douane et l'entrepositaire assurent conjointement la garde de l ce dernier en a la garde exclusive.

Entrepôt particulier : magasin fourni par l'entrepositaire et agréé par la douane, pour servir au dépôt exclusif des marchandises, spécialement désignées, enregistrées au nom de l'entrepositaire. La douane et l'entrepositaire assurent conjointement la garde de l'entrepôt qui est fermé à deux clés confiées, l'une à l'entrepositaire et l'autre à la douane.

Entrepôt public : bâtiment fourni par l'administration (DGDA) pour servir sous la garde exclusive de la douane, au dépôt des marchandises en général, quel que soit l'entrepositaire.

1.4. Rédevance

Pour la DGDA, la redevance est le prix ou somme payé par un client qui en fait une demande pour travaux extraordinaire, c'est-à-dire les travaux qui sont effectués en dehors des heures de service.

1.5. Régime douanier

Est une destination à laquelle l'intéressé (déclarant ou opérateur économique) assigne sa marchandise et ou le transit, l'entrepôt et le régime intérieur.

1.6. Accises

Sont constituées par les droits nominés d'accises ou de consommation qui frappent la consommation de certains articles qui sont fabriqués au pays ou même qui sont importés. C'est ainsi que notre pays la RD Congo compte huit articles qui sont passibles au droit des accises. Ces droits sont régis par l'ordonnance-loi du régime des boissons alcoolisées, conformément à l'article 13.

Les marchandises qui sont passibles aux droits d'accises ou de consommation en RD Congo sont les suivantes : les bières et les boissons alcoolisées, les eaux de table et boissons alcoolisées, les boissons sucrées, les cigarettes et cigares, les huiles minérales, le sucre, le ciment, les allumettes et les parfums. Ces accises sont placées sous le régime intérieur.

1.7. Importance

Selon la DGDA, l'importance est l'entrée sur le territoire national des marchandises d'origine étrangère, que le pays étranger les ait achetées ou produites ou éventuellement transformées ou vendues.

C'est aussi une entrée d'un bien qui peut passer en consommation définitive, qui peut être soumis à certaines conditions ou faire l'objet d'une entrée temporaire. C'est ainsi qu'à partir de ces définitions, la douane distingue :

- l'importance définitive,
- l'importance temporaire,
- l'importance conditionnelle,
- l'importance exonérée
- et la réimportation.

Pour nous, l'importation est l'introduction dans un pays donné, d'une marchandise de commercialisation ou non, des biens et de services venant de l'étranger. On distingue cinq sortes d'importations qui sont notamment

1.7.1. Importation définitive

Concerne la marchandise introduite au pays de la destination de celle-ci pour sa consommation finale.

1.7.2. Importation temporaire

Elle intervient lorsque la marchandise importée n'est pas consommée, mais sera l'objet d'une exportation.

1.7.3. Importation conditionnelle

Lorsque la marchandise importée est liée à des conditions, elle peut être déclarée comme importation définitive après condition.

1.7.4. Importation exonérée

Lorsque la marchandise est soumise à un régime d'exception liée à une exemption ou à une minoration.

1.7.5. Réimportation

On a importé après constat, on remarque un défaut de qualité de la marchandise ou du produit importé. Après réparation. On importe de nouveau la même marchandise ou le même produit. Dans ce cas, le droit de douane repose sur les de réimportation et non sur le montant brut.

1.8. Exportation

On appelle « exportation », l'opération par laquelle des biens produits sur le territoire national sont transférés hors de ce territoire soit définitivement ou temporairement.

1.9. Les produits partiels sur vente publique

Ce sont les reliquats du produit de la vente publique non réclamé par l'ayant droit dans le délai d'un an, qui sont tenus par le receveur principal de douane et sont pris en recettes définitives.

2. PRÉSENTATION DES SOURCES DE PROVENANCE DES RECETTES ET LEURS DETERMINATIONS

2.1. Présentation des ressources de provenance

Comme il est dit, le DGDA récolte les recettes à partir des importations, exportations, des entrepôts, des accises et autres.

1.1.1. Pour les importations

Les recettes proviennent de la taxation sur toute entrée des marchandises en RD Congo qui soient définitives, temporaires, conditionnelles, exonérées ou la réimportation.

1.1.2. Pour les exportations

C'est la taxation sur toutes les marchandises faisant l'objet de la sortie définitive ou temporaire qui sont la source.

1.1.3. Pour les entrepôts

Les recettes proviennent de la taxe progressive ; de la taxe d'entreposage d'office, du droit de magasin et de la taxe d'ouverture.

1.1.4. Pour les accises

C'est la taxation des produits d'accises pour les produits suivants : la bière et les boissons alcoolisées, les cigarettes et cigares, les eaux de table et les boissons sucrées, les huiles minérales, le sucre, le ciment, les parfums et les allumettes qui fournissent les recettes dans ce domaine.

1.5. Autres recettes

La détermination des produits partiels sur la vente publique, les travaux extraordinaires, le taux sur la vente publique et les amendes sont les principales ressources.

2. DÉTERMINATION DES DROITS ET TAXES

2.1. Détermination des droits à l'importation

L'importation entant qu'introduction dans un pays donné, une marchandise de commercialisation ou non, venant de l'étranger, la détermination des droits à payer à la DGDA se fait à partir des éléments ci-après :

- La valeur à bord (F)
- La valeur CAF (Coût, Assurance et Fret)
- Le taux de droit d'entrée,
- Le taux sur la taxe de la valeur ajoutée,
- Le taux sur le droit de consommation,
- Le prix moyen frontière commercial (P.M.F.C)
- Le prix moyen frontière fiscal (P.M.F.F.),

FOB : est une abréviation anglaise « Freigh On Bord » et en français, Franco à Bord, c'est-à-dire le prix d'achat de la marchandise y compris tous les différents coûts qui ont eu lieu à partir de la livraison (usine ou magasin) jusqu'au lieu de mise à bord.

C'est ainsi que lorsqu'une marchandise a coûté 3000\$, le prix du magasin ou de l'usine 150\$; les coûts d'acheminement au bord, FOB sera la somme du prix d'achat avec le cout, d'où :

- Prix du magasin ou usine coût= 3000\$+150\$= 3150\$;

- **Coût et fret** : est un montant qui résulte le FOB et le fret que doit subir la marchandise qui fait le déplacement du lieu d'exportation jusqu'au lieu d'introduction dans le pays importateur. Voilà pourquoi, lorsque le FOB s'élève à 3150\$ et le fret pour le déplacement du lieu d'exportation jusqu'au lieu d'introduction du pays importateur est 1300\$, le coût et fret s'élèveront à $3150\$+1300\$=4450\$$.

Il est nécessaire de retenir que lorsque la facture fret est jugée douteuse par la douane, elle recourt à la nomenclature fixée par le ministère des finances dont les prix ci-après : 140\$ par tonne pour les marchandises venant de l'UAE, 110\$ pour la provenance Tanzanienne, 90\$ par tonne pour la RSA, 40\$ par tonne pour tous pays limitrophes à la RDC et environnant.

Assurance : c'est la prime que l'on supporte pour la garantie contre les dégâts pour une marchandise venant de l'étranger jusqu'au lieu de l'introduction du pays importateur, au cas où elle serait non retrouvable, la douane applique les 2% sur la valeur coût et fret de ladite marchandise. Ce fait, lorsque les CAF sont de 4450\$ et que la facture assurance n'est pas retrouvable, la valeur Assurance sera la déduction de 2% soit $4450\$ \text{ fois } 2\%=89\$$

- **CAF (CIF) (Coût Assurance et Fret)** : c'est une consommation du montant de Franco à Bord, fret et assurance soit $FOB+Fret+Assurance$.
C'est ainsi pour l'exemple ci-haut, nous auront: $3150\$+1300\$+89\$=4539\$$
- **Le droit de douane (DD)** : c'est le montant tiré à partir du taux qui dans le tarif douanier, déduit de la valeur CAF.
- **Taxe Sur la Valeur Ajoutée (TVA)** : c'est Est la déduction faite sur la valeur CAF dédouanée à son taux. Voilà pourquoi ; lorsque la valeur CAF dédouanée est de 4539\$, le taux de droit de douane 10%, sera de $4539\$ \text{ fois } 10\%=453,9\$=4993\$$ qui est le montant du CAF dédouanée. Tandis que lorsqu'il faut déterminer la TVA, à supposer que ce soit une marchandise dont le taux dans le tarif s'élève aussi à 16%, la TVA sera de 499,29\$, dont la formule : $CAF \text{ dédouanée } \text{ fois } 16\%, 4993\$ \text{ fois } 16\%=799\%$.

Il faut signaler que la méthode de calcul est identique Avec celle de TVA ; c'est-à-dire qu'on se réfère au CAF dédouané (base TVA)

- **Le prix moyen frontière** n'intervient que lorsqu'il s'agit de la détermination des droits et taxes pour les produits pétroliers. C'est ainsi qu'au lieu de parler de la valeur CAF, ici, on parlera du prix moyen frontière commercial et du prix moyen fiscal ; et ces prix sont fixés et modifiés par le ministère de l'économie selon les circonstances du moment.

CONCLUSION

Notre préoccupation dans cette investigation était de nous rendre compte de la provenance des recettes que la DGDA alimente au trésor public, comment sont-elles déterminées ?

Nous avons voulu savoir si la douane Ouest-Kasaïenne arrive aussi à mobiliser ses recettes sur tous les régimes douaniers.

Tout au long de cette rédaction, l'étude relève que les recettes douanières proviennent des importations, exportations accises et autres en général, et des importations et accises pour la DGDA Kasai occidental démembré en particulier.

Les raisons en sont que :

- La DGDA/Kasai occidental n'arrive pas à réaliser les recettes sur l'exportation de ses diamants qui sont exploités dans le territoire de Tshikapa, dont le dédouanement se fait à la direction générale de douanes et accises à Kinshasa ;
- Les frontières du Kasai occidental démembré ne fonctionnent pas encore comme il se doit pour bien maîtriser le paiement des droits et taxes sur l'importation et l'exportation, c'est ainsi que toutes les importations ne proviennent que des pays de l'Afrique Australe et de

l'Asie via SAKANYA, Kasumbalesa et certains cas de l'entrée de carburant en provenance de l'Afrique de L'OUEST via ILEBO ;

- Les entrepôts publics au Kasai occidental démembré ne sont que de nom. LES marchandises n'y sont entreposées ; et pourtant, c'est à partir de leur fonctionnement que les recettes sur entrepôts et autres recettes peuvent être possibles.

Pour mener à bon port notre étude, l'outil documentaire, les voix dialectiques et statique nous ont servi de cadre.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir clos le débat sur les différentes sources de provenance des recettes douanières à la DGDA/Kasai occidental démembré mais, nous croyons avoir ébauché l'essentiel et espérons que cette investigation suscite d'autres chercheurs sur les éventuelles initiatives.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. KINZONZI et PEROCHON, Comptabilité Générale, Tome I, Ed. Fouchier, paris, 2000.
2. LAROUSSE DE POCHE, Nouvelle EDITION, paris, 2012.
3. MOVA SAKANYA H., la science des finances publiques, Ed. SAFARY, Kinshasa, 2000.
4. NTUMBA NGANDU P., guide de la recherche d'un travail de recherche scientifique, Ed. CREDOP/ISP-KANANGA, 2008.
5. ORDONNANCE-LOI n°79-114 du 15 mai 1979, portant création d'un établissement public dénommé « OFIDA ».

Expérience et attente des Adolescents sur la consommation de l'alcool éthylique dans le quartier Malandji, ville de Kananga, Province du Kasai Central

Théodore Mwamba Bakatubenga

Professeur/UPKAN

Mathieu Nkuba Luaba

Assistant/ISDR-Tshibashi

Jean-Pierre Kamonji Ikomba

Assitant/ISDR-Tshibashi

Marthe Bimpangishe Mulakayi

Assistante/ISDR-Tshibashi

Jean-Marie Beya Tshimanga

Assistant/ISDR-Tshibashi

Cédric Kwete Bakadipanda

Assistant/ISDR-Tshibashi

Timothée Tshiuba Tshimanga

Assistant/UPKAN

Résumé

Cette étude vise à comprendre les expériences et attentes des adolescents consommateurs d'alcool éthylique dans le quartier Malandji à Kananga, en République Démocratique du Congo. Les objectifs sont d'identifier les caractéristiques sociodémographiques des participants, de relever leurs expériences et perceptions sur la consommation d'alcool, et de proposer des solutions. L'enquête qualitative, descriptive et phénoménologique a ciblé 17 adolescents consommateurs. Les résultats montrent que la majorité a plus de 17 ans, n'a pas de niveau d'instruction et est au chômage. Ils perçoivent la consommation d'alcool comme un moyen de se détendre et d'avoir du courage, mais aussi comme ayant des conséquences négatives sur leur vie. Leurs attentes concernent le renforcement des mesures de contrôle de la vente d'alcool aux mineurs, le soutien des parents et des professionnels de santé, ainsi que la réduction de la consommation.

Mots clés : expérience, attente, adolescent, consommation, Alcool éthylique.

INTRODUCTION

L'usage nocif de l'alcool éthylique entraîne de pertes économiques et sociales importantes pour les individus dont deux millions de jeunes adolescents sont victimes dans le monde. (OMS, 2015).

Dans certains pays de l'Afrique subsaharienne, notamment en RDC, l'alcool coûte moins cher, ce qui fait que même les plus démunis peuvent s'en procurer. Pour la pratique, il a été démontré que l'alcool éthylique est affecté à l'école lors de cérémonie, 58,8% prennent l'alcool éthylique avec leurs amis, 59,2% s'approvisionnent à la boutique alimentaire, 42,6% consomment l'alcool éthylique à l'issue de tous, 15,5% déclarent que l'alcool éthylique coûte moins cher et reçu gratuitement. (MABALA J, 2017). En RDC, personne n'est épargné par la naïveté de l'alcool éthylique depuis les années 1960. L'engouement de la population pour l'alcool éthylique manufacturé contribue à une augmentation vertigineuse de nombre de brasseries et distillations (courtejoie, 2010).

Au Kasai central, il y a une diversité d'alcool sur les marchés, notamment le vin de palme, Tshitshiampa, Liqueur, bière, etc. Dans le quartier malandji, les problèmes engendrés par cet abus absorbent certainement de précieuses ressources médicales et font au-delà préjudice d'eux – mêmes, et par là, la plupart environ 15,5% sont attrapées par les maladies cardiovasculaires (Cirrhose de foie, etc.). (Pascal Hachet et Al, 2013).

1. MÉTHODOLOGIE

La population cible était constituée des jeunes adolescents du quartier Malandji, ville de Kananga. L'échantillonnage non probabiliste théorique par choix raisonné, c'est-à-dire nous avons sélectionné les participants selon les besoins d'étude par saturation.

En recherche qualitative, la détermination marche de participants est habituellement dictée par la situation des données, soit lorsqu'un niveau participant n'apporte plus l'information nouvelle pour la formation des nouveaux thèmes et / ou catégories. Ainsi, nous avons interviewé les participants jusqu'au moment où les réponses devenaient répétitives et n'ajoutaient rien de nouveau à ce qui nous intéresse. Aussi, nous avons cherché à obtenir des points de vue aux opinions différentes et celui qui prédomine parmi les personnes déjà interviewées. C'est grâce à la saturation (redondance) de réponses de répondants que notre échantillon a été fixé à 17 sujets. À partir de 13^e sujet, nous avons noté que les nouveaux éléments dans le discours d'interviewés se sont raréfiés.

L'analyse catégorielle transversale a consisté à récupérer les verbatim (sous formes d'idées) au regard de catégorie et des théories en cohérence.

Notre unité d'analyse était syntaxique, c'est-à-dire une phase ou un groupe des mots du verbatim des interviewés.

2. RÉSULTATS

2.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

N°	Sexe	Age	Niveau d'études	État matrimonial	Profession
R1	M	14 ans	Sans niveau	Célibataire	Fonctionnaire de l'État
R2	M	17 ans	Sans niveau	Célibataire	Chômeur
R3	M	17 ans	Primaire	Célibataire	Chômeur
R4	F	18 ans	Primaire	Marié	Fonctionnaire de l'État
R5	F	18 ans	Secondaire	Célibataire	Chômeuse
R6	M	17 ans	Sans niveau	Célibataire	Chômeur
R7	F	18 ans	Sans niveau	Célibataire	Fonctionnaire de l'État
R8	M	18 ans	Secondaire	Marié	Chômeur
R9	M	17 ans	Secondaire	Célibataire	Chômeur
R10	M	15 ans	Sans niveau	Célibataire	Chômeur
R11	M	16 ans	Sans niveau	Célibataire	Chômeur

N°	Sexe	Age	Niveau d'études	État matrimonial	Profession
R12	M	19 ans	Primaire	Célibataire	Fonctionnaire de l'État
R13	F	14 ans	Primaire	Célibataire	Chômeuse
R14	M	17 ans	Primaire	Célibataire	Chômeur
R15	M	18 ans	Sans niveau	Célibataire	Chômeur
R16	M	19 ans	Sans niveau	Célibataire	Chômeur
R17	M	16 ans	Sans niveau	Célibataire	Chômeur

Dans ce tableau, les adolescents qui ont répondu à notre préoccupation sont au nombre de 17 et la majorité d'entre eux a au-delà de 17 ans et plus, suivant proportionnellement les sans niveaux en tête avec 9 cas dont 8 personnes du sexe masculin et une personne du sexe féminin pour cette tranche d'âges, et tous sont des célibataires, pour le niveau d'instruction 9 cas n'ont aucun niveau d'instruction, suivi de 5 cas du niveau primaire, 3 cas de secondaire en dernière position, et enfin la majorité des enquêtés était chômeur, dont 13 sur 17 sujets, et seulement 4 étaient fonctionnaires de l'État.

2.2. Analyse thématique et catégorielle

L'analyse a permis de relever un seul thème central, à savoir : « expérience et attente des Adolescents sur la consommation de l'alcool éthylique dans le quartier Malandji, ville de Kananga, Province du Kasai Central ». De ce thème central, découlent deux sous- thèmes :

- Expérience des adolescents vis-à-vis de la consommation de l'alcool éthylique dans le quartier Malandji ;
- Attente des adolescents face à leur consommation de l'alcool éthylique.

Le premier sous – thème a émergé deux catégories :

- Perception des adolescents face à la consommation de l'alcool éthylique dans le quartier Malandji, ville de Kananga, province du Kasai Central ;
- Vécu des adolescents face à la consommation de l'alcool éthylique.
- Le deuxième sous-thème a fait ressortir une seule catégorie, à savoir :
- Attente des adolescents face à la consommation de l'alcool éthylique dans la vie quotidienne au quartier Malandji, ville de Kananga, province du Kasai Central.

Encadré 1. Perception des adolescents consommateurs de l'alcool éthylique

Question : Comment vous percevez la consommation de l'alcool éthylique ?

Sous thème	Catégorie	Verbatim	Signification
Expériences des adolescents consommateurs d'alcool éthylique dans le quartier Malandji	Perception des adolescents consommateurs de l'alcool éthylique dans le quartier Malandji.	R1/ « ...la consommation de l'alcool éthylique est perçue comme un moyen de se défouler des certains soucis ou problèmes que rencontrent les jeunes dans leur vie socioéconomique... ». R2/ « ...là où nous trouvons le bonheur, c'est dans l'alcool, quand nous prenons l'alcool, nous oublions les soucis et parfois l'alcool éthylique nous donne le courage de se dire les choses en face ». R8/ « ... c'est un stimulant, enlève la honte et donne le courage pour parler avec tout courage sans crainte ni peur ». R10/ « ...c'est un moyen pour se détendre et oublier le chômage qui bat record dans le pays... » R15/ « ... sans l'alcool éthylique je ne peux pas manger, car l'alcool est considéré comme un stimulant	Moyen pour se détendre et se distraire (se défouler).
	Exposition permanente	R11/ « ... ensemble, donnons des conseils pour permettre aux jeunes consommateurs pour changer leur comportement... c'est-à-dire nous ».	
		R12/ « ... ce sont des mesures prises pour permettre aux jeunes de pouvoir améliorer leur comportement face à la prise incontrôlée de l'alcool... ».	

Il ressort de cet encadré deux significations : moyen de se détendre et se distraire (se défouler)

Encadré 2. Vécu des adolescents sur la consommation de l'alcool éthylique.

Question : Comment vous vivez au quotidien la consommation de l'alcool éthylique ?

Sous thème	Catégorie	Verbatim	Signification
Expérience des adolescents la prise l'alcool éthylique	Difficultés rencontrées	R1/ « ... pour moi, ici nous vivons vraiment... les problèmes sur problèmes, se battre, de fois les injures, le vol de biens... ». R7/ « ...mon frère, regardenous sommes exposés et il y a beaucoup des conséquences dans la prise abusive de l'alcool éthylique. Exemple les accidents Hum !!!	La consommation nous expose à des conséquences néfastes pour la vie.
	Inconvénients	R5/ « ... le manque de travail à faire, mais là il faut prendre même un verre de l'alcool éthylique ... ».	Manque d'une occupation

Sous thème	Catégorie	Verbatim	Signification
		R6/ « ... Oui, voilà, vous savez que certaines situations sont à la base : chômage juvénile, Esprit de masse, Environnement ou l'entourage des jeunes, Esprit de découverte d'un nouveau mode de vie, hérédité.	
	Avantage	R8/ « ... là où nous trouvons le bonheur, c'est dans l'alcool, quand nous prenons de l'alcool, nous oublions les soucis et parfois l'alcool éthylique nous donne le courage de se dire les choses en fac ». R9/ « ...c'est stimulant, enlevé la honte, et donne le courage pour parler avec tout courage sans crainte ni peur ». R10/ « ...c'est un moyen se détendre et oublier le chômage qui bat record dans le pays ». R13/ « ... Sans l'alcool éthylique, je ne peux pas manger, car l'alcool est considéré comme stimulant un ».	Nous donne le courage

Cet encadré présente trois significations :

- La consommation nous expose à des conséquences néfastes pour la vie ;
- Manque d'une occupation ;
- L'alcool éthylique donne le courage.

Encadré 3. Attente des adolescents consommateurs de l'alcool éthylique.

Question : Quelle est votre attente face à la consommation de l'alcool éthylique, face aux autorités étatiques, aux parents, aux agents de santé, aux consommateurs ?

Sous thème	Catégorie	Verbatim	Signification
Attentes face aux autorités étatiques, face aux autorités étatiques, aux parents, aux agents de santé, aux consommateurs	Solutions proposées	R8/ « ... Que le nutritionniste prêche par exemple en évitant de consommer l'alcool éthylique ». R9/ « ...les adolescents s'ils sont bien occupés par des travaux lucratifs ils ne vont pas s'adonner à la consommation de l'alcool éthylique ... ». R10/ « ...Face aux comportements des certains nutritionnistes qui se moquent des adolescents consommateurs de l'alcool éthylique, ces comportements décourages ce dernier à laisser leur comportement...».	Renforcer les mesures interdisant la consommation abusive d'alcool éthylique, Prendre soins de leurs adolescents en s'occupant de leur éducation ; Expliquer à travers différentes campagnes de masse les conséquences liées à la consommation abusive de l'alcool éthylique sur la santé des adolescents.

Sous thème	Catégorie	Verbatim	Signification
	Éventuelles attentes sur l'alcool éthylique	R5/ « ... il faut une bonne formation et information à la communauté pour améliorer cette situation. R6/ « ... est vraiment bon... continuer à sensibiliser les parents de ce dernier pour qu'ils continuent avec une habitude positive... ».	Réduire la dose de consommation par les adolescents.

Au regard de cet encadré, il ressort plusieurs attentes ou souhaits des jeunes face à la consommation de l'alcool éthylique :

- Pour les autorités : Renforcer les mesures interdisant la consommation abusive d'alcool éthylique ;
- Pour les parents : prendre soins de leurs adolescents en s'occupant de leur éducation;
- Pour les fabricants de l'alcool éthylique : ne pas vendre l'alcool éthylique aux adolescents et suivre les lois du pays quant à ce, et ne pas leur accorder la charge de la vente de ce dernier ;
- Pour les professionnels de la santé : d'expliquer à travers différentes campagnes de masse les conséquences liées à la consommation abusive de l'alcool éthylique sur la santé des adolescents ;
- Face à la consommation de l'alcool éthylique, réduire la dose de consommation par les adolescents.

3. DISCUSSION

Dans cette étude, les résultats ont été discutés en les comparant à ceux d'autres recherches antérieures. L'échantillon se composait de 17 adolescents, dont la majorité avait plus de 17 ans. Parmi eux, 9 n'avaient aucun niveau d'instruction, 5 avaient le niveau primaire et 3 le niveau secondaire. La majorité était au chômage (13 sur 17) et seulement 4 étaient fonctionnaires. Ces résultats concordent avec ceux de l'étude de Jocelyn LA CHANCE (2011) sur la consommation d'alcool chez les mineurs au Québec.

Selon l'OMS (2015), de nombreux empoisonnements sont liés à la consommation d'alcool, qui est souvent à l'origine de conflits entre les gens. La société est également touchée par la drogue, beaucoup de jeunes ayant de mauvaises habitudes comme l'alcoolisme et la violence. Comme l'a dit Jean-Jacques Rousseau, "l'enfant est né naturellement bon, mais c'est la société qui le déprave".

L'alcoolisme est également un facteur important dans de nombreux problèmes conjugaux, comme le divorce ou l'abandon de la famille par l'un des parents. Un répondant a témoigné : « Ici, nous vivons vraiment des problèmes sur problèmes, des bagarres, des insultes, des vols ».

CONCLUSION

L'étude a été menée dans le Quartier Malandji, à Kananga, dans la province du Kasai Central. Il s'agit d'une étude qualitative, descriptive et phénoménologique qui a ciblé les adolescents consommateurs d'alcool éthylique. Un échantillon non probabiliste théorique de 17 sujets a été retenu, et l'enquête phénoménologique par l'interview a été la méthode utilisée.

Les résultats ont permis d'établir un portrait de l'échantillon. La majorité des adolescents interrogés avaient plus de 17 ans, étaient célibataires et sans niveau d'instruction, avec 13 chômeurs sur 17 sujets.

Concernant la perception des adolescents consommateurs d'alcool éthylique, l'étude a révélé que c'était un moyen pour eux de se détendre et de se distraire. Cependant, la consommation d'alcool entraîne également des conséquences néfastes pour leur vie, un manque d'occupation et leur donne du courage.

Plusieurs attentes ou souhaits ont été exprimés par les jeunes face à la consommation d'alcool éthylique :

- Pour les autorités : renforcer les mesures interdisant la consommation abusive d'alcool éthylique.
- Pour les parents : prendre soin de leurs adolescents en s'occupant de leur éducation.
- Pour les fabricants d'alcool éthylique : ne pas vendre l'alcool aux adolescents et suivre les lois du pays.
- Pour les professionnels de la santé : expliquer les conséquences liées à la consommation abusive d'alcool éthylique sur la santé des adolescents.
- Pour les adolescents eux-mêmes : réduire la dose de consommation d'alcool.

Cette étude a donc permis de mieux comprendre la perception et les attentes des adolescents consommateurs d'alcool éthylique dans le Quartier Malandji, afin de mettre en place des actions pour prévenir et réduire cette consommation.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Bernard G., (2002) Dictionnaire médicale pour les régions tropicales, BERPS, KANGU MUYUMBE ;
2. Bernard J., (2021), Lexicologie, Paris.
3. Buyera (2021), Problème médico – sociaux posés par l'alcoolisme, Kigaki.
4. CARPENTIER N., (2015), Adomanans, le Tiers et le lien, Paris, Ed.
5. TARAEDRE.
6. Courte Joie, (2013) alcoolisme, chronique, KANGU MUTEMBE.
7. CIONZA wa CIONZA (2021), Boissons alcooliques artinales, Kananga.
8. Eric D., et Coll. (2018), Philosophie des âges de la vie, Paris Hachette,
9. Pluriel.
10. Jocelyn LA CHANCE (2021), l'adolescence hypermoderne, le nouveau rapport au temps des jeunes, Québec, Presse de l'Université Laval.
11. Larousse Médical (2012), conséquences alcooliques, Paris Maryse Vaillant (2001) l'Adolescence au quotidien, la découverte.
12. Moser J., (2020), Les problèmes et programme relatifs à la dépendance à l'égard de l'alcool et des drogues, drogues 33 pays, Genève.
13. OMS (2015), Problèmes liés à la consommation d'alcool, série de rapports techniques de l'OMS, Genève.

La gestion du milieu rural et le développement socio-economique de la ville de Kananga

Frédéric Wubanewenu Tshikala
Assistant/ISDR-Tshibashi

Résumé

La gestion de l'espace rural est un enjeu important pour la croissance socio-économique des entités territoriales décentralisées, comme la ville de Kananga. Une gestion rationnelle de cet espace rural, tenant compte des défis démographiques et socio-économiques, est essentielle pour assurer le développement durable de la ville. Cela passe par une planification de l'urbanisation, une maîtrise de l'exode rural, l'application des normes d'aménagement, et une gestion durable des ressources naturelles. La décentralisation, mise en place en République démocratique du Congo depuis 2006, vise à donner plus d'autonomie aux entités territoriales pour gérer leur développement, mais son application concrète reste un défi à relever pour permettre à des villes comme Kananga de tirer pleinement parti de leur espace rural.

Mots clés : décentralisation, espace, rural, entités et territoriales.

1. INTRODUCTION

La gestion de l'espace rural fait l'objet de la problématique de la croissance socioéconomique des entités territoriales décentralisées. Ce travail vise à susciter la conscience des autorités administratives et de la population centre Kasaienne en général et kanangaise en particulier afin qu'elles se focalisent sur l'utilisation de l'espace rural en tenant compte des défis majeurs auxquels est confrontée la population sur le plan socioéconomique.

La décentration n'est pas un phénomène récent dans l'histoire de la RDC. Dès l'époque coloniale, plusieurs textes montrent comment la décision se prenait au profit des entités urbaines. C'est le cas de la réforme du 29 Juin 1933 portant organisation des provinces, et aussi le décret du 05 Décembre 1933 portant sur les conscriptions indigènes outre que les centres extra-coutumiers régis à cette époque par le décret du 23 Novembre 1931 (VUNDUAWE TEYPEMAKO, P.265).¹⁹

L'objectif du présent travail est de rechercher l'équilibre démographique entre la bonne gestion de l'espace rural et la croissance économique afin d'assurer les bonnes conditions de vie de la population de la ville de Kananga, comme une Entité Territoriale Décentralisée (ETD). Nous tentons de répondre aux questions suivantes :

- Pourquoi la gestion de l'espace rural ne contribue-t-elle pas au développement socio-économique de la ville de Kananga ?
- Comment la gestion de l'espace rural peut-elle contribuer au développement Socio-économique de la ville de Kananga ?
- Quelles sont les conséquences de la megestion de l'espace rural ?

Rappelons que la gestion de l'espace rural est un processus très complexe. Elle nécessite un aménagement légal important. Ainsi, au cas où on ne tient pas compte d'une gestion orthodoxe de cet espace, ledit processus risquerait de poser des problèmes qui seraient difficiles à résoudre.

¹⁹ VUNDUAWE TEYPEMAKO, « l'administration locale du Zaïre de 1985-1992 », in Zaïre-Africa n° 165.

La méthode « systémique » a été utilisée pour réaliser ce travail. Cette méthode considère l'objet d'étude comme un « système », c'est-à-dire un ensemble avec une approche intellectuelle riche. L'approche systémique permet de définir, d'analyser et de mesurer les finalités d'un système, d'en étudier les éléments, les interactions, les facteurs d'équilibre et de déséquilibre qui régulent ses objectifs avec son environnement. Cette approche permet donc de comprendre comment chaque élément du système contribue à sa finalité tout en conservant sa propre identité. Les techniques utilisées sont la technique documentaire et l'interview.

1. KANANGA, MILIEU D'ÉTUDE

1.1 Bref historique

La ville de Kananga a une histoire riche et intéressante. En octobre 1881, deux explorateurs allemands, Pogge et Van Wissman, ont découvert la rivière Kasai et ont été accueillis par le chef Bashilange, Mukeng'a Tansele, également appelé Kalamba. Pogge s'est installé chez Kalamba pendant deux ans jusqu'en 1883, établissant la « Pogge Station », le premier point d'ancrage des Allemands dans la région du Kasai.

En 1884, Wissman est revenu d'Allemagne et a déplacé la Pogge Station sur la rive droite de la rivière Lulua, la renommant « Luluabourg Malandji ». En 1895, les troupes Batetela de Kalamba se sont révoltées suite à l'exécution de leur chef par l'autorité belge, mais cette mutinerie a finalement été matée en 1901.

En 1895, le gouvernement a créé un poste d'État à cet endroit, qui a été transféré sur la rive gauche de la rivière Lulua, devenant un important carrefour après l'inauguration du chemin de fer BCK (actuelle SNCC) en 1928. En 1932, le site est devenu un campement.

Kananga a d'abord été créée comme une gare ferroviaire, puis a acquis des fonctions militaires, intellectuelles, commerciales, politico-administratives et financières. Le transport ferroviaire a favorisé les mouvements de population, notamment l'arrivée massive de Luba qui ont rapidement dominé économiquement les Lulua.

Luluabourg Malandji a pris le nom de « Kananga » vers 1966, en référence à un grand chef lulua réputé pour sa bonté et son sens de la justice. C'est également à Kananga (Luluabourg) que le Congo s'est doté de sa première constitution, élaborée et rendue publique le 24 août 1967.

1.2. Localisation

La ville de Kananga est située en plein cœur de la République Démocratique du Congo entre 5°53'32'' de latitude sud et 22°24'10'' de longitude Est. Elle est limitée au NORD par le territoire de DEMBA, au SUD par celui DE Dibaya, à l'EST par le territoire de Dimbelenge et à l'OUEST par celui de Kazumba²⁰.

Après l'extension de Luluabourg de l'autre côté de la rive, l'ancien emplacement continua à s'appeler « MALANDJI-MAKULU » (ancienne Malandji), nom conservé jusqu'à nos jours. Toutefois, le nom de MALANDJI-MAKULU souligne que la nouvelle extension de Luluabourg est Malandji- MAPIA-MAPIA (nouvelle Malandji), appelé aussi Malandji-a-nshinga (Malandji des lignes de communication).

Lors de la table ronde de Bruxelles où fut négocié l'indépendance du Congo, les différents représentants congolais s'étaient mis d'accord pour déplacer la capitale de Léopoldville à Luluabourg à cause de la position centrale de cette dernière. Sous la conduite du sessionniste Albert Kalonji, la province du sud Kasai déclara son indépendance en 1960. La capitale en était BAKWANGA (aujourd'hui MBIJI-MAYI). En 1962, vit le retour de la province sous le contrôle du gouvernement de Kinshasa. Luluabourg demeurera toujours la capitale du Kasai occidental.

²⁰ www.memoireonline.com.

Du temps du président MOBUTU, la capitale a été rebaptisée « Kananga », appellation d'origine et ignorée par le pouvoir colonial. Et même quand le capitaine Adolphe de Macar fit déplacer Malandji, la population, elle, appelait la ville « Kananga Malandji (Wa nshinga = des câbles électriques). Le successeur de Macar fut le capitaine Léon Braconnier qui fit prospérer grandement la région en intensifiant les cultures de riz, de maïs, de sorgho et en favorisant l'accroissement des gros et petits bétails, faisant de cette ville le centre de distribution de toute la région voisine. Il œuvra à l'amélioration des conditions de vie des blancs et des noirs notamment par la construction d'habitations en briques. Ce fut également lui qui eut l'idée d'établir les premiers impôts en nature²¹.

1.3. Aspects physiques

Le cadre physique influe sur la vie de la population (serges FEH, 1998). Dans cette optique, la population ne peut cultiver que des cultures vivrières avec des techniques adaptées ou exercer les activités en rapport avec le climat du milieu.

1.4. Aspect politique

Dès la prise de la ville de Kananga par les forces de l'AFDL dirigées par le président Laurent-Désiré KABILA, l'élection à main levée furent organisées au stade des jeunes dans la commune de Katoka au quartier Kapanda. À l'issue de ces élections, furent élus premiers maires : Jean-Marcel Ndumbi Tshingombe, secondé de Mulenga Ben Mulenga. Après plusieurs guerres entre l'autorité provinciale et Jean-Marcel Ndumbi Tshingombe, ce dernier fut écarté de force par le gouverneur André-caudel LUBAYA. C'est ainsi que les différentes nominations eurent lieu, notamment avec Mazarin-Pierre Mfuamba et Simon-Pierre TSHIBUYI Kayembe (MOSENGO). La liste des maires de Kananga de 2007 à nos jours se présente comme suit :

- De 2007 à 2008 : Mazarin-Pierre Mfuamba Katende
- De 2008 à 2017 : Antoinette Kapinga Tshibuyi
- De 2017 à 2019 : Jean Muamba Kantu Kanjila
- De 2019 à 2023 : Mamie Kakubi TSHIKELE
- De 2023 jusqu'à nos jours : Rose Muadi Musube.

1.5. Relief et hydrographie

Vallées profondes et accidentées, plateaux et collines caractérisent le relief de la ville de Kananga. Le relief a une influence considérable sur l'économie de la ville de Kananga par le fait qu'en saison de pluie, les routes sont endommagées et créent des érosions qui sont un grand écueil dans la circulation routière. Quant à l'hydrographie, deux rivières sont présentes dans la ville de Kananga : lulua et Nganza. La population se sert de l'eau de quelques sources aménagées ainsi que les bornes fontaines installées par la REGIDESO.

1.6. Climat

La ville de Kananga est caractérisée par le climat tropical qui a une saison chaude et pluvieuse ainsi qu'une saison sèche au cours de l'année.

1.7. Situation administrative

La ville de Kananga est la capitale de la province du Kasaï central. Elle est composée de cinq communes qui sont : Katoka, Kananga, Ndesha, Lukonga et Nganza. Selon l'appellation administrative congolaise, celui qui dirige une ville est appelé « maire de la ville ».

²¹ www.fr.m.wikipedia.org.

I.7. Éducation

La ville de Kananga regorge quelques universités et instituts d'enseignement supérieurs ci-après :

- Université de Kananga (UNIKAN),
- Université de Notre Dame du KASAI (UKA),
- Université presbytérienne Chepard et Lapsiley au Congo (UPRECO) ,
- Université du CEPROMAD/ extension de Kananga
- Université pédagogique de Kananga (UPKAN) ex-institut pédagogique de Kananga (ISP),
- Institut supérieure de commerce (ISC/Kananga),
- Institut supérieur des techniques médicales de Kananga (ISTM/Kananga),
- Institut supérieur de développement rural de Tshibashi (ISDR-Tshibashi),
- Institut supérieur d'études sociales de Kananga (ISES/Kananga),
- Collège universitaire (CULC)

NB : Il sied de signaler que c'est dans la ville de Kananga où se trouve l'ACADEMIE MILITAIRE (Ex-Ecole de formation des officiers) qui existe depuis l'époque coloniale.

I.8. Habitants

La ville de Kananga dispose actuellement d'une population de plus ou moins 2 000 000 d'habitants, et d'une dizaine d'ethnies qui sont : Luba, Kete, Kuba, Bindji, Salampasu, Tshiokwe, Salampasu, Ana Mongo, Pende, Lele, etc. Les kanangais parlent, en plus du français, le Tshiluba. Puisqu'il y a les gens qui viennent d'autres provinces, on trouve aussi les gens qui parlent swahili, lingala et tetela (www.macrtrends.net).²²

I.9. Démographie

En 1951, la population de Kananga s'élevait à 15 513 habitants, dont 14 568 habitants d'origine congolaise et 945 habitants d'origine européenne. Au premier janvier 1957, la population de la ville de Kananga s'élevait à 60 758 habitants, dont 57 566 congolais et 3 202 habitants d'origine européenne.

En plus d'un fort accroissement de 3,3% par an, la population a considérablement dépassé, depuis 1993. Toutes les projections en raison des déplacés du Katanga (1992-1994) et les réfugiés de guerre venus de l'Est de la RDC (depuis 1997). Les données de 1970 et de 1984 se fondent cependant sur le recensement de la population.

Évolution démographique de la ville de Kananga

1960	1968	1976	1984	1992	2000	2008	2016	2023
73 000	117 000	187 000	299 000	425 000	604 000	859 000	1 223 000	2 000 000

SOURCES : www.macrotrends.net et fr.m.wikipedia.org

Commentaire

Il sied de signaler qu'en vue de faciliter le calcul des écarts de croissance de la population de la ville de Kananga (démographie), nous avons pris les statistiques sur un écart constant de neuf années à partir de l'année de l'indépendance de la RDC jusqu'à nos jours. Ces statistiques prouvent à suffisance que la population est en pleine évolution. Cette évolution a un impact significatif sur la situation socio-économique de la ville de Kananga.

²²www.macrotrends.net et www.m.wikipediia.org)

1.10. Environnement

Après une analyse de l'évolution démographique de la ville de Karanga, il nous revient de comprendre que la population de la ville de Karanga est démesurée suite à un boom démographique. Par conséquent, il est souhaitable d'attaquer le taureau par ses cornes ; c'est-à-dire penser en premier lieu à la planification des naissances en vue de faire face, tant soit peu, à cette évolution démographique de la ville de Kananga. Ceci laisse entendre que c'est l'homme qui est au centre du débat quant à la protection de l'environnement en prenant conscience de tous les aspects nécessaires pour cette fin, surtout que la gestion de l'environnement en dépend.

À ce sujet, l'application des dispositions légales dans les matières s'avèrent dispensables étant donné que le rôle régalien de l'État et de la population en matière environnementale est d'exploiter, de conserver et de protéger l'environnement en vue de satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre les besoins des générations futures : il faut à cet effet du développement durable face à la gestion durable.

1.11. Situation socio-economique

L'économie de la ville de Kananga est basée sur les principales activités ci-après : l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche, la cueillette, le ramassage, le commerce, le transport et la communication. Cette région est connue pour ses gisements de diamant et son agriculture céréalière. La ville possède un aéroport desservi par des vols intérieurs.

L'occupation de terrain incontrôlée par la population, parfois par manque de lieux de constructions de l'habitation. Ceci est provoqué par une croissance démographique galopante.

1.12. Sports

Quelques-uns de ses clubs (US Tshinkunku, AS Malole, AS Saint Luc, Athletic Club de Kananga ...) basés dans cette ville ont eu à représenter la province du Kasaï central les différentes compétitions nationales et internationales pour les uns (Tshinkunku et Saint Luc), tandis que quelques-uns des joueurs de ces différents clubs ont inscrit leurs noms dans le monde footballistique tels que Ndaye Mulamba, Kidiaba Muteba et Edo Kayembe Mukeka. Le football est le sport le plus populaire dans la ville. À Kananga, il y a d'autres disciplines sportives telles que la boxe, le catch, le karaté, le basketball, le volleyball et le tennis.

1.3. Patrimoine

La ville de Kananga possède la gare de la Société Nationale Chemin de fer Congo (SNCC) au centre de la ville, le palais de la justice, la première résidence du chef de poste de l'État de Luluabourg située à 9 Km du centre-ville, précisément à la place de Tshibashi dans la commune de Lukonga dans une architecture belge des années 1960. En dehors de ce patrimoine, nous pouvons encore citer l'athénée de Kananga (ex. Athénée Royal de Luluabourg ou on trouve beaucoup de bâtiments de type moderne qui habitent les « écoles pour la formation de nos enfants et une grande salle nouvellement réhabilitée ou la constitution de Luluabourg a été élaborée. Dans la ville de Kananga, il y a l'hôpital Bon Berger de Tshikaji situé à plus ou moins 15 km du centre-ville dont l'antenne PAX est située en plein centre-ville. Il y a aussi un grand bâtiment en étage de trois niveaux appelé IMMOKASAI hérité de la colonisation belge, en face duquel il y a un autre laissé par le colonisateur ; il s'agit du GRAND-HOTEL de Kananga appartenant à un particulier.

2. CORRELATION ENTRE LA GESTION DE L'ESPACE RURAL ET LE DÉVELOPPEMENT SOIO-ECONOMIQUE DE LA VILLE DE KANANGA

2.1. L'aménagement de l'espace de la ville de Kananga

L'aménagement du territoire est un ensemble d'actions menées par des acteurs publics ou privés, dans le cadre des missions de service public qui leur sont confiées, qui interviennent sur un territoire donné et façonnant son paysage avec des objectifs précis²³. Parmi ses objectifs, il y a deux qui sont majeurs et parfois contradictoires. Il s'agit de :

- l'accompagnement du développement économique des territoires
- et de la réduction des inégalités spatiales en termes économiques ou sociaux.

Ces objectifs sont réunis dans la formulation d'un « développement équilibré du territoire » qui est énoncé dans un nombre des documents de planification et des textes de lois. Dans une perspective de développement durable, du territoire intervient dans les différents secteurs pour parvenir aux objectifs majeurs énoncés ci-haut. Il s'agit des domaines suivants :

- le développement local, le développement régional et le développement urbain,
- le développement territorial,
- les politiques sociales spécialisées,
- les politiques du logement,
- le développement des infrastructures, notamment de transport et de communication,
- la disponibilité des ressources en eau et leur gestion intégrée afin d'assurer leur durabilité,
- la préservation de la mise en valeur de l'environnement comme elle est conçue par exemple dans la gestion intégrée des zones côtières,
- la participation de la population,
- et à plus long terme, l'éducation ou le développement durable.

2.2. L'urbanisation de la ville de Kananga après la colonisation

Par ailleurs, l'urbanisation de cette époque est formelle ou l'État est l'auteur de l'organisation de livraison des documents d'occupation des terrains et des permis de bâtir. À ce point, l'aménagement de l'espace rend le lieu agréable par le respect des normes de lotissement, car cette façon d'aménager doit bien calculer toutes les dimensions d'urbanisme. Ici, la construction est bien contrôlée y compris la voirie urbaine jusqu'au niveau de canalisation pour rassurer l'équilibre durable de l'environnement. À ce sujet, ce dernier exige la prévention et la protection des canaux pouvant permettre de conduire l'eau de ruissellement vers les endroits appropriés afin de ne pas causer les dégâts dans l'équilibre de l'environnement. L'urbanisation est informelle dans le sens que, les habitants occupent des terrains sans l'avis de l'autorité de l'État. Cette façon d'aménager l'espace urbain est à la base des conséquences néfastes de l'environnement. La ville de Kananga est maintenant menacée par beaucoup de têtes d'érosions qui détruisent certaines infrastructures de grande facture telles que bâtisses, routes, maisons d'habitation... Même les réseaux SNEL ET REGIDESO en sont victime.

Nous sommes d'avis que « l'urbanisation diffuse doit faire place à l'urbanisation structurée. C'est assez largement un problème de transport et de circulation. Mais c'est aussi largement un problème d'équilibre des activités et d'habitat »²⁴

2.2. L'urbanisation de la ville de Kananga

En effet, l'urbanisation de la ville de Kananga en RDC est marquée par deux périodes distinctes sur les plans politique et socio-économique. Il s'agit d'une période coloniale par une croissance

²³ Geocnfluences.ens-lyon.fr

²⁴ Pierre Massé, 1995, le plan ou antihasard, Ed Gallimard, coll. « idée », Paris.

spatiale contrôlée et la construction d'un habitat de qualité relativement bonne et d'une période post coloniale caractérisée par une urbanisation massive et incontrôlée.

Les effets de ces deux périodes sont largement visibles sur le paysage de Kananga. La deuxième période est plus responsable de la situation de la dégradation urbaine actuelle. Pour appréhender le problème de l'environnement de l'habitat de Kananga, nous avons analysé le cadre de vie de kanangais.

Sur base de nos enquêtes et recherches menées à la mairie de la ville de Kananga pendant notre recherche d'octobre 2023 à juin 2024, afin de pouvoir répondre à la problématique de notre étude aux questions suivantes :

- Comment les dimensions des parcelles affectent-elles l'environnement de l'habitat ?
- En quoi le nombre de personnes, de constructions et d'arbres dans la parcelle influencent-ils le cadre de vie dans la parcelle ?
- Quel lien y-il entre l'environnement de l'habitat, l'état de construction et le niveau socio-fonctionnel des habitants de différentes communes ?

À ce point, l'étude de l'habitat de Kananga prouve en quoi une croissance urbaine sans expansion économique et responsable de la détérioration du cadre de vie.

2.3. Urbanisation pendant l'époque coloniale

Kananga (ex. Luluabourg), chef-lieu de la province du Kasai central, au centre de la RDC est une ville coloniale bien bâtie par les Belges, ancien colonisateur du pays. Ceux qui y arrivent pour la première fois et qui la traverse de l'aéroport jusqu'au marché central de Kele Kele dans la commune de Katoka en passant par le centre-ville (la commune de Kananga) sont marqués par son niveau d'urbanisation : de grands immeubles et de grandes villas de type colonial avec des artères asphaltées dans la plupart en état de délabrement et quelque unes réhabilitées ou en voie de l'être.

Dans ce point, nous parlons de la colonie, car c'est en pensant aux effets du passé en comparaison avec ceux du présent qu'on peut prévenir pour garantir le futur. En effet, une « colonie » c'est un établissement humain entretenu par une puissance étatique appelée métropole dans une région plus ou moins lointaine à laquelle elle est initialement étrangère et où elle s'implante durablement. D'après le dictionnaire de poche Larousse, « la colonie » c'est un territoire administré par une nation en dehors de ses frontières et demeurant attachée à la métropole par des liens étroits²⁵.

En même temps que sa mise en valeur, la colonie est généralement intégrée dans un « empire colonial » marqué par le colonialisme, une idéologie dont le percept est la conquête de nouvelles régions et la sauvegarde de celles sur lesquelles s'exerce déjà une main.²⁶ Lorsque cette dernière s'accompagne d'une « migration » importante depuis la métropole, nous parlons de la « colonie de peuplement ».

Partant de l'urbanisation de la ville de Kananga, notre milieu d'étude, notre attention est sur l'habitat (la croissance démographique, les structures d'accueil disponibles. Dans un sens général, l'habitat englobe de divers facteurs sensibles qui sont :

- Le logement,
- Les espaces de travail,
- Les écoles,
- Les lieux de loisir,
- Les endroits réservés à la prière,

²⁵ Dictionnaire de poche Larousse, 2010, GGP Media Gambit, Allemagne.

²⁶ www.histoirecoloniale.fr.²⁶

- Les espaces verts,
- Voiries et assainissement de tous ces endroits.

2.4. Voirie urbaine

Hormis son aspect de la ville ancienne, la voirie urbaine qui, autrefois, faisait la fierté de Kananga, surtout dans des communes comme Kananga et Katoka, où les grandes artères étaient asphaltées. Actuellement, ces dernières sont en état de délabrement depuis des années. Il sied de signaler que c'est maintenant que le président Félix Tshisekedi est au pouvoir que quelques routes ont commencé à revêtir d'une belle robe à partir des derniers moments de son premier mandat au pouvoir.

3. LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA VILLE DE KANANGA

Les problèmes de développement sont de comprendre comment le monde se transforme plutôt que de prétendre le transformer sans se donner les moyens de le comprendre. À ce titre, le développement est un état de bien-être basé sur la croissance économique, l'application de la technologie à des sphères de plus en plus larges de l'activité la modernisation des institutions. La mobilisation des ressources pour l'investissement productif est indispensable afin d'entraîner une croissance économique apte à rendre les sociétés auto-suffisantes et capable de produire tout ce qui est nécessaire à la consommation des masses.

Un et vrai développement n'est pas la richesse égoïste et aimée pour elle-même, mais l'économie au service de l'homme qui fait que les objectifs et les capacités de l'humanité impliquent le simple développement économique²⁷.

Pour mieux cerner la vie socio-économique de la ville de Kananga, il sied de signaler que Kananga est une victime de la rationalité économique, car elle se trouve entre deux villes diamantifères qui sont Mbuji-Mayi et Tshikapa. C'est ainsi que les excédents commercialisables alimentaires disponibles au Kasai central sont acheminés vers ces deux villes au prix rémunérateur.

Cependant, à la différence de ces deux villes, la ville de Kananga a le pouvoir d'achat qui semble faible. À ce titre, la ville de Kananga n'attire pas les ressortissants d'autres provinces que se originaires. Beaucoup estiment que le manque d'énergie électrique et de desserte en eau potable, y compris l'enclavement, serait à la base de ce désintéressement.

4. IMPACT DE LA DECENTRALISATION TERRITORIALE SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES ETD EN RDC

La décentralisation sous-entend le contraire de la centralisation. Cette opposition n'est absolue que dans la terminologie et en théorie (YAMBA YAMBA, www.glim.gov, 2023). Pratiquement, ces notions ne sont que relatives ; car un État n'est jamais pleinement centralisé, ni totalement décentralisé. C'est ainsi qu'en RDC, il existe les entités territoriales décentralisées et les entités déconcentrées (loi organique n°08/016 du 07 octobre 2008). Ceci étant, la décentralisation est un concept important par le fait qu'elle contribue à être d'action dans notre pays et son applicabilité semble difficile. Elle constitue une école qui permet aux filles et fils du pays à se conduire en hommes et femmes politiquement responsables et engagés de façon consciente afin de bâtir un Congo plus beau qu'avant, prospère et en garantissant l'unité nationale.

²⁷(Modeste BUKASA, cours de développement socio-économique de développement, 2018-2019).

À cet effet, quelques décennies après les régimes dictatoriaux et des conflits internes armés, la RDC s'est engagée dans un processus de démocratisation des institutions ainsi que dans une refondation de l'État.

Ainsi, le modèle congolais de la décentralisation dans la troisième république promulguée par le président Joseph Kabila kabange, depuis le 18 février 2006, traduit la vision des forces politiques principales sur le mode de gestion des affaires publiques, en vue de promouvoir la libre administration des provinces et des entités locales dans le respect de l'unité nationale et intégrité territoriale.

Le 3e article de la constitution de la RDC, alinéa 1 stipule « les provinces et les entités territoriales décentralisées de la RDC sont dotées de la personnalité juridique et sont gérées par les organes locaux ». Et à l'article 5, alinéa 2, la constitution crée les entités territoriales décentralisées.

Nous référant à cette disposition, la RDC fixe son mode de gestion du territoire national qu'est LA DECENTRALISATION. Et à l'article 3, alinéa 3, la constitution précise qu'il faut une loi organique pour l'organisation et le fonctionnement de la décentralisation. Il est impérieux de souligner que cette loi organique a été promulguée le 07 octobre 2008 et entrée en vigueur le 07 novembre de la même année. Ladite loi organique attribue au citoyen le rôle dans la gestion du développement local à travers le ETD (constitution de la RDC, op.cit. p3.)

Cependant, le développement est perçu comme une amélioration qualitative et durable d'une économie et son fonctionnement. Il est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui le rende apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global (BREMOND et GELLEDDAN, 1990, p339).

5. ÉVOLUTION DE LA DECENTRALISATION EN R.D. CONGO

L'accession du Congo à l'indépendance n'a pas entraîné directement la rupture avec le système de l'administration coloniale. Le décret organique du 13 octobre 1959 sur l'organisation des communes et des villes est resté d'application jusqu'au 20 janvier 1968. A partir de 1968, le statut des villes et communes en dents de scie et s'est stabilisé à partir de 1977 jusqu'à la dernière réforme portant sur l'organisation territoriale et administrative pendant la période de la transition en 1998 (Yamba Yamba, op. cit, P 39).

En effet, l'évolution de la décentralisation en RDC date depuis l'indépendance. Mais ici, il ne fallait pas parler de la décentralisation au sens strict (stricto sensu) avant 1963.

Depuis 1960, la décentralisation est dans la loi fondamentale jusqu'à nos jours en passant par les différentes constitutions qui ont régi le régime du président Mobutu.

5.1. La première république (1960-1965)

Cette période est caractérisée par l'accession de notre pays à l'indépendance. La présidence de KASAVUBU était régie par la constitution dite « la loi fondamentale et la constitution de Luluabourg ».

5.2. La loi fondamentale du 19 mai 1960

Pour comprendre le système administratif d'un pays, il faut commencer par l'étude du milieu humain dans lequel l'administration s'insère (loi fondamentale, 1991).

Ceci étant, la loi fondamentale est la première constitution congolaise succédant à la charte coloniale. Elle a été élaborée dans un contexte de tensions politiques, à l'aube de l'indépendance,

par le roi belge le 19 mai 1960 et a servi de base à la mise en place des institutions au moment de l'accès à l'indépendance de la RDCONGO ? le 30 juin 1960. Il faut signaler que cette loi n'était qu'une constitution provisoire.

Cette loi fondamentale prévoyait que la RDC est un État fortement décentralisé composé de six provinces ayant chacune la personnalité juridique et une large autonomie de gestion.

D'où chacune de ces provinces avait une assemblée composée de 60 à 90 membres élus, selon le chiffre de sa population (article 108) et un gouvernement de 5 à 10 membres, élu par cette assemblée (article 165). C'est ce qui signifie que la décentralisation existait déjà, mais limitée au niveau des provinces.

Avec une large autonomie qu'avaient les provinces, la loi fondamentale prévoyait le mécanisme de contrôle du pouvoir central sur les provinces par l'existence d'un représentant du pouvoir central dans chacune des provinces appelé « le commissaire d'État ». Il y avait aussi les subventions que le pouvoir central donnait aux provinces. Mais ceci n'a pas marché ; raison pour laquelle les dirigeants politiques ont décidé de réviser cette loi fondamentale.

5.3. La constitution du 1^{er} août 1964

Il sied de signaler que la première république avait une histoire très mouvementée, ce qui a fait que jusqu'en 1962, le parlement ne s'est pas réuni pour la rédaction d'une constitution définitive qui devait succéder à la loi fondamentale.

C'est ainsi que le président Joseph KASAVUBU a pris la décision de mettre en congé le parlement en Août 1963 en confiant la charge de la rédaction de la constitution à une commission qu'il convoqua à Luluabourg. Ladite commission se réunit à Karanga du 10 janvier au 11 avril 1964 pour la rédaction de la constitution dite de Luluabourg dont la promulgation est intervenue le 1^{er} Août 1964.

Selon l'esprit de l'article 5 de cette constitution de Luluabourg à ses alinéas 1 et 2, les provinces sont autonomes dans les limites fixées par la loi. Et poursuit que chaque province a la personnalité juridique. Cette constitution a été approuvée au referendum du 25 juin au 11 juillet 1964, au moment où les rebellions avaient remporté du succès. La politique ne marchait donc pas bien (la loi fondamentale de DE SAINT MOULIN, 1991, P 294).

Ceci amena le pouvoir central à vite prendre tout en main afin de stabiliser la situation politique du pays. C'est ce qui causera l'échec de la décentralisation.

5.4. Textes de base régissant la décentralisation en R.D. Congo

À partir de 1982, les autorités congolaises ont mis en œuvre le processus de décentralisation des entités territoriales visant notamment à la prise en charge par la population locale de leurs problèmes de développement économique et social. Dans ce cas, plusieurs textes légaux qui ont régi le processus de la décentralisation et nous pouvons citer entre autres :

- Le décret du 10 Mai 1957 sur les circonscriptions indigènes qui avait instauré, pour chaque circonscription (chefferie, secteur, centre extra coutumier) un chef, un conseil (organe délibérant) et un collège permanent(exécutif) ;
- Le décret du 13 Octobre 1959 sur les villes et communes qu'avaient institué des organes délibérants appelés « conseils » et des organes exécutifs appelés « collèges écheveaux urbains ou communaux » ;
- L'ordonnance-loi n°68-025 du 20 janvier 1968 relative à l'organisation des villes autres que la ville de Kinshasa ;

- La loi n°77/028 du 29 Novembre 1977 portant organisation des zones et des sous régions urbaines ;
- La loi n°78/008 BIS du 20 janvier 1978 Portant organisation territoriale et administrative de la République ;
- Les ordonnances-loi n°82-006 et 008 du 25 février 1982, dont l'une portant l'organisation territoriale , politique et administrative de la République du Zaïre et l'autre portant statut de la ville de Kinshasa, avaient prévu, au moment très fort de la dictature, des organes délibérants appelés respectivement « assemblées régionales », « conseil urbain, conseil de zone, conseil de collectivité », tandis qu'en ce qui concernait l'exécutif ,un seul individu détenait toute la responsabilité de ces entités, ce qui est contraire aux principes de la décentralisation ;
- La loi n°78 /008 BIS du 20 janvier 1978 fixant le statut de la ville de Kinshasa ;
- Le décret-loi n°81 du 02 juillet 1998 portant organisation territoriale et administrative de la République du Congo tel que modifié et complété par le décret-loi n°018/2001 du 28 septembre 2001 ;
- La loi organique n°08 /015 du 22 juillet 2008 portant principes fondamentaux de libre administration des provinces ;
- La loi organique n°08/016 du 07 octobre 2008 portant, organisation et fonctionnement de entités territoriales décentralisées et leurs rapports avec l'État et les provinces ([www.op.cit,P9](http://www.op.cit.P9)).

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

La gestion de l'espace rural est un enjeu essentiel pour le développement socio-économique de la ville de Kananga, qui est une Entité Territoriale Décentralisée (ETD). Cela nécessite un aménagement officiel et moderne tant du milieu rural que de la ville, afin de permettre des échanges mutuellement bénéfiques. Malgré l'autonomie d'une ETD, il doit y avoir une collaboration étroite entre celle-ci et son environnement rural ou semi-rural.

Dans le cas de Kananga, dont la population croît rapidement, une administration adéquate et solide des relations avec les milieux ruraux est primordiale. Depuis l'indépendance, la RDC a connu des périodes de transition qui ont parfois désorganisé l'administration héritée de la colonisation.

Le développement d'un espace géographique est un processus qui nécessite les efforts de tous. Chaque entité doit donc avoir une politique de gestion proactive de ses ressources naturelles, en impliquant les structures locales de manière responsable.

Le développement socio-économique d'une ETD comme Kananga est intrinsèquement lié à la gestion du milieu rural environnant. La constitution de 2006 a institué la décentralisation comme mode d'administration politique du pays, offrant ainsi aux ETD l'opportunité d'améliorer les conditions de vie de leurs populations.

Cependant, la mise en œuvre effective de cette décentralisation reste un défi. Une collaboration étroite et une gestion harmonieuse de l'espace rural et urbain sont essentielles pour le développement durable de la ville de Kananga et de sa région.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. BUKASA TUBADIKUKUB, M, Notes de cours d'Analyse Socio-Economique de Développement, première licence, ISDR-TSHIBASHI, 2018-2019.inédit.
2. DELAUBADERE cité par DEGNI-SEGUI, Droit Administratif Général, Abidjan, 2010.
3. Tshillembi, E., la pratique de l'activité artisanale et les conditions de vie. L'influence de l'activité artisanale sur les conditions de vie des habitants de Kananga, EUE, 2018, pp 37-40.
4. Nyoka Mupangila cité par Tshilembi E., op.cit. P.37
5. Joël, M, l'administration publique du ZAIRE, Paris, A padane, 1973.
6. Hyppolite DITONA, T. Décentralisation Urbaine et Inter communauté, Mémoire, ISDR-T, 2010-2011, Inédit.
7. ISSANGO idi WANZILA, « la décentralisation pour développement : quelques écueils à éviter », in Zaire-Afrique, n°222 ,1988.
8. La loi organique, n°08/016 du 07 octobre 2008 portant composition organique et fonctionnement des ETD et leurs rapports avec l'État et les provinces.
9. La constitution de la RDC du 18 février 2006.
10. La loi fondamentale de SAINT MOULIN, « brève histoire de constitution du zaïre », in Zaire-Afrique, n°256,1991.
11. NGALAMULUME, G, « Approche Systémique des Problèmes Ruraux du Monde en Développement », notes de cours de 2^{ème} Licence, ISDR-T, inédit,2016.
12. SERGES FEH., cours de climatologie appliquée,2^{ème} licence géographie, UPKAN,2018.
13. VEDEL cité par YAMBA YAMBA et récité par H. LUBUNGA, accès sur www.memoireonline.com
14. VUNDUAWE TEPEMAKO, « la décentralisation territoriale des responsabilités en RDC, pourquoi et comment ? »,2002.
15. www.economierdc.fr consulté le 26 mars 2024.
16. www.ccbc-rdc.be.html consulté le 14 mai 2024 ;
17. www.m.wikipedia.fr consulté le 2 mai 2024 ;
18. www.macrotrends.net consulté le 2 Juin 2024.

Tshibwabwa Sinaseli, *La société congolaise sous J. Kabila et sous F.A. Tshisekedi. Essai sur la mesure de la stupidité humaine*, INADEP, Québec, 2023, 172 pages.

Bululu Kabatakaka
Professeur/ISDR-Tshibashi

Introduction

Préfacé par José Tshisungu wa Tshisungu, l'essai de Sinaseli Tshibwabwa tente d'opérationnaliser les « Lois fondamentales de la stupidité humaine », un modèle conceptuel introduit par l'économiste italien Carlo M. Cipolla en 1988 dans son essai « Allegro ma non troppo » qui a été traduit en anglais sous le titre « The basic Laws of Human Stupidity » en 2011 et publié en français par les presses universitaires de France en 2012. Ce modèle distingue à l'aide du plan cartésien quatre groupes d'individus dans toute société humaine : les **Intelligents**, les **Crétins**, les **Stupides** et les **Bandits**. Il fournit une autre perspective sur les comportements irrationnels des individus et leurs conséquences dans la société.

L'auteur s'astreint à examiner la société congolaise sous deux présidents : Joseph Kabila et Félix Tshisekedi, à la lumière des cinq fondamentales de stupidité humaine conçues par Carlo M. Cipolla. Il contextualise ainsi le modèle et s'efforce de répondre aux critiques relatives à son manque de rigueur scientifique et aux risques d'interprétations arbitraires.

Résumé de l'essai

L'auteur commence par décrire la situation difficile dans laquelle se trouve le peuple congolais depuis les razzias des esclavagistes jusqu'à l'avènement du régime du Président Félix Tshisekedi. Il souligne que malgré les efforts entrepris par ce dernier notamment dans l'instauration de l'État de droit et l'établissement d'une justice distributive des richesses du pays, le peuple congolais fait toujours face à des épreuves causées par une élite égoïste. Il note cependant une tendance positive vers le développement pour les actions sous le régime du Président Félix Tshisekedi contre une tendance vers le sous-développement pour des actions sous le Président Joseph Kabila, son prédécesseur.

L'essai se divise en sept parties

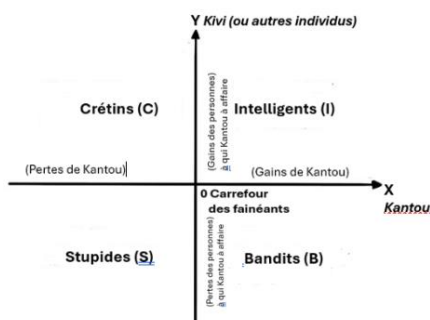
1. Les cinq lois de la stupidité humaine :

L'auteur décrit in extenso les cinq lois suivantes.

- Première loi : « *Chacun sous-estime toujours inévitablement le nombre d'individus stupides existant dans le monde* ».
- Deuxième loi : « *La probabilité que tel individu soit stupide est indépendante de toutes les autres caractéristiques de cet individu* »
- Troisième loi : « *Est stupide celui qui entraîne une perte pour un autre individu ou un groupe d'autres individus, tout en n'en tirant pas lui-même aucun bénéfice et en s'infligeant éventuellement des pertes* ».
- Quatrième loi : « *Les non stupides sous-estiment toujours la puissance destructrice des stupides. En particulier, les non stupides oublient sans cesse qu'en tout temps, en tous lieux et dans toutes les circonstances, traiter et/ou s'associer avec des gens stupides se révèle inmanquablement être une erreur coûteuse* ».
- Cinquième loi : « *L'individu stupide est le type le plus dangereux. Les personnes stupides sont le produit de l'évolution et sont présentes partout, elles affectent tous les aspects de la société." Cela suggère que la stupidité est une caractéristique omniprésente de la condition humaine* ».

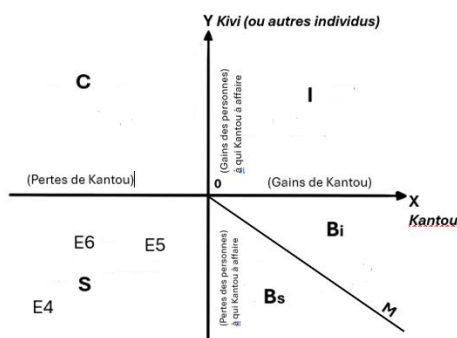
2. Puissance des cinq lois fondamentales de la stupidité humaine. L'auteur explique que la stupidité est génétique et qu'elle est la chose la mieux distribuée dans les populations du monde entier. Il ajoute à l'argumentaire de Carlo M. Cipolla l'exemple, avec des statistiques à l'appui, de la constante du sex-ratio (proportion à la naissance des mâles et des femelles au sein des populations de l'espèce humaine) qui est toujours supérieur à 1 et ce, quelle que soit la région du monde où il est calculé.

3. De la vie en société et ses conséquences. L'auteur rappelle que les êtres humains, par leur nature, sont faits pour vivre en société, interagir avec les autres et créer des communautés. Cette vie en société a un coût. Ainsi, *par son action ou son inaction dans les réseaux d'échanges, chaque individu tire de quelqu'un d'autre un gain ou une perte et, par la même occasion cause aussi un gain ou une perte pour autrui.* Cette relation est traduite par un plan cartésien qui permet d'analyser le comportement d'un individu. L'axe des abscisses X mesure les gains que cet individu tire des actes posés par lui dans sa société. Tandis que l'axe des ordonnées Y représente le profit qu'un autre individu (ou d'autres individus dans leur société) tire des actes du premier individu. L'auteur désigne les axes (individu) X et Y respectivement par les noms *Kantou* et *Kivi* et adapte le Schéma méthodologique d'analyse de Carlo M. Cipolla comme suit :



- **Intelligents** (zone I) des individus qui, par leurs actions, bénéficient à la fois à eux-mêmes et aux autres. C'est la situation gagnant-gagnant.
- **Crétin** (zone C) des individus qui agissent de manière à nuire à eux-mêmes tout en aidant les autres.
- **Stupides** (zone S) des individus qui, par leurs actions, nuisent à la fois à eux-mêmes et aux autres
- **Bandit (zone B)** des individus qui bénéficient de leurs actions au détriment des autres
- **Fainéants** (point zéro) des individus oisifs

L'auteur fournit pour chaque catégorie des exemples tirés de la vie courante en R.D. Congo. La prédominance des exemples dans la catégorie des stupides confirme cette assertion souvent entendue : « l'ennemi du Congolais c'est le Congolais lui-même ». La forme la plus grande du **banditisme** est le vol. Ce dernier est démontré par des cas répétés de détournement des deniers publics dénoncés par l'Inspection Générale des Finances (IGF).



L'auteur souligne que selon Carlo M. Cipola, les Bandits parfaits sont relativement rares. Dans la figure ci-dessus, ils sont situés sur la diagonale OM qui partage à 45° la zone B en deux sous-zones parfaitement symétriques Bs et Bi. Les bandits de la sous-zone Bi sont des individus à qui leurs actions apportent un profit supérieur aux pertes causées à autrui. Ce sont des bandits à tendance intelligente. Cependant, les bandits de la sous-zone Bs sont ceux dont les actions posées procurent

des gains inférieurs aux pertes infligées à autrui. Ce sont des Bandits à tendance stupide. L'auteur considère que le dossier du parc Agro-Industriel de Bukanga-Lonzo dans le Bandundu et celui *Congo hold-up* (banque BGFI-R.D. Congo) se situeraient dans une de ces deux cases (Bi et Bs).

Monsieur Tshibwabwa démontre que *le potentiel dévastateur des individus stupides dépend de deux facteurs, le facteur génétique et la position de pouvoir et d'éminence occupée dans la société (hauts fonctionnaires de l'État, officiers de l'armée ou de la police, hauts dignitaires des églises, hauts dignitaires du système judiciaire, etc.)*. Le contexte politique et social de la RDC offre à ces hommes et femmes la possibilité d'infliger d'énormes dommages non seulement à une ou deux personnes de leur entourage immédiat, mais aussi à toute une communauté, voire à la société entière. Des exemples sont légion.

Dans le graphique les positions E4, E5 et E6 représentent respectivement : les cas suivants :

- Le Premier vice-président de l'Assemblée nationale et Président ai de l'UDPS qui, par son comportement erratique a occasionné d'énormes pertes aux autres, à la République et à lui-même. En effet, il n'existe aucun moyen rationnel d'expliquer pourquoi une personne de son rang pouvait prendre tout le monde au dépourvu en s'attaquant si violemment au Président de la République et en se livrant lui-même à l'abattoir.
- Les chefs religieux, bénéficiant pourtant d'une caution morale parce qu'ils sont défenseurs de morale publique, avaient posé des gestes qui correspondent à cette position dans le cadran lors de la désignation du nouveau président de la CENI pour l'organisation des élections générales de 2023. Ce groupe a fait perdre inutilement de l'énergie, du temps et de l'argent non seulement à lui-même, mais aussi aux autres institutions de la République et, en définitive, à tous les Congolais.
- La Coalition FCC-CACH, un mariage contre nature, qui offrit au pays un spectacle inédit depuis les tractations pour former un gouvernement éléphantique (66 ministres) jusqu'à son dysfonctionnement total. Ce désastreux épisode fit perdre deux années d'exercice au Président de la République et beaucoup d'argent à la nation toute entière.

4. L'impact nocif des stupides au niveau sociétal

Ce chapitre porte sur l'analyse de l'impact de la cinquième loi fondamentale de la stupidité humaine sur le bien-être collectif. Il considère que pour atteindre cet état de bien-être collectif, toute société a l'obligation de garantir à chaque individu les droits fondamentaux suivants :

- Droit à la sécurité
- Droit à l'identité
- Droit aux soins de santé
- Droit à une alimentation saine
- Droit à une eau potable et à l'électricité
- Droit à l'expression libre
- Droit au logement décent
- Droit à un environnement soin et hygiénique
- Droit à l'éducation
- Droit à un travail

Pour Sinaseli Tshibwabwa, tous ces droits ont été bafoués pendant le régime du Président Kabila.

5. La société congolaise sous les Kabila

La première section de chapitre présente quelques éléments d'histoire contemporaine de la RDC. Il s'agit notamment du renversement du dictateur Mobutu, après 32 ans de pouvoir sans partage, par Laurent-Désiré Kabila grâce au soutien du Rwanda et de l'Ouganda, de la guerre contre le pouvoir de L.D. Kabila soutenue par les États-Unis de Bill Clinton, le Royaume-Uni de Tony Blair et de la France de Nicolas Sarkozy et de l'arrivée au pouvoir de Joseph Kabila.

La deuxième section décrit succinctement le Projet Mapping, une mission d'enquête du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme portant sur les violences et crimes de guerre commis sur le territoire de la R.D. Congo de mars 1993 à juin 2003. Le rapport issu de ce projet (Rapport Mapping) a comptabilisé 617 incidents violents répartis comme suit :

- 40, pendant la période mars-juin 1996, attribuables au Régime Mobutu/FPRR/réfugiés Hutu
- 238, pendant la période juillet 1996-juillet 1998, attribuables au Régime L.D. Kabila
- 200, pendant la période août 1998-janvier 2000, commis pendant la 2e guerre du Congo et la mort de L.D. Kabila
- 139, pendant la période janvier 2001-juin 2003, attribuables aux groupes belligérants et au Régime de J. Kabila.

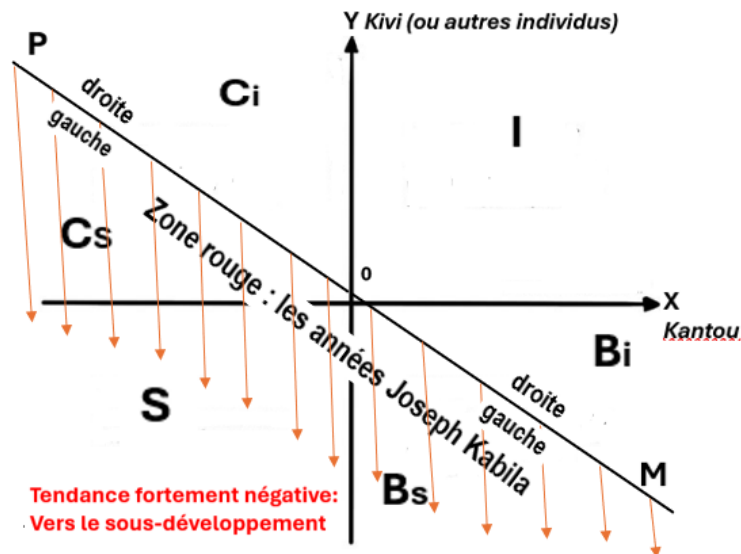
Les trois sections suivantes (3,4 et 5) du texte expliquent brièvement les circonstances entourant la signature de trois accords importants entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda entre 2009 et 2012.

- Le premier accord, signé en 2009 sous le gouvernement Muzito I, a reconnu le droit des Rwandais d'être citoyens congolais, de se présenter aux élections et de participer à la vie politique du pays.
- Le deuxième accord, signé en 2012 sous le gouvernement Matata Ponyo, a autorisé l'armée rwandaise à entrer sur le territoire congolais pour assurer la surveillance des frontières. La délégation congolaise était composée du ministre des Affaires étrangères, du ministre de la Défense et du chef des services de renseignements, tandis que la délégation rwandaise comprenait la ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense et le chef des renseignements militaires.
- Le troisième accord, signé en 2012 à Kigali en présence du président Kagame, a élargi le mandat de la commission conjointe des renseignements à la vérification de la situation sécuritaire le long des frontières et à l'intérieur de chaque pays. Cet accord a aussi permis "le mixage, brassage et intégration" d'officiers autoproclamés dans les forces armées congolaises et les institutions publiques.

L'auteur conclut que ces accords constituent des "cas de stupidité absolue" du point de vue de l'historien Carlo M. Cipolla.

La sixième section est consacrée au dossier "Congo Hold Up", la plus grande fuite de données sur le continent africain. Ce dossier montre comment des milliards de dollars ont été détournés par un président, sa famille et ses proches collaborateurs, pour être investis dans l'immobilier à l'étranger plutôt que réinvestis dans le pays.

L'auteur illustre le comportement de J. Kabila à la tête du pays pendant deux décennies comme suit :



Il considère que la diagonale POM de cette figure divise la société congolaise « kabilienne » en deux parties égales (une partie à gauche et une autre à droite). Ainsi, *les actions de tous les individus situés à gauche de cette ligne POM ont entraîné une des pires détériorations jamais connues dans la société congolaise.*

6. La société congolaise sous le Président F-A Tshisekedi Tshilombo

L'auteur commence par présenter des éléments de l'histoire contemporaine de la R.D. Congo, puis la famille nucléaire de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le troisième fils du couple M. Étienne Tshisekedi wa Mulumba et Marthe Kasalu Jibikila, originaires du village de Mupompa. L'auteur analyse enfin la signification des quatre noms de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo : Félix signifie « heureux », Antoine signifie « inestimable », Tshisekedi signifie « qui n'est pas naïf », et Tshilombo signifie « le Guide ».

La deuxième section de ce chapitre présente des événements qui ont marqué la nation congolaise au début du pouvoir du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. L'auteur en décrit cinq qu'il qualifie de miraculeux. Il s'agit notamment de :

- son élection à la tête du Rassemblement des Forces politiques et sociales de l'Opposition. Cette élection intervient le 7 mars 2017, soit un mois après le décès de son père, Étienne Tshisekedi wa Mulumba, figure emblématique de l'opposition, le 1er février 2017;
- sa trahison par les six autres membres de l'opposition congolaise réunis à Genève le vendredi 9 novembre pour désigner un candidat unique. Alors que Félix Antoine Tshisekedi était le choix rationnel comme candidat commun de l'Opposition pour l'élection présidentielle de décembre 2018, c'est plutôt Martin Fayulu Madidi, président d'un petit parti dénommé Engagement pour la citoyenneté et le développement (ECIDE) qui est choisi par ses pairs;
- l'élection présidentielle de décembre 2018. Cette élection met en compétition trois camps. Le premier est le Front commun pour le Congo (FCC), du président sortant dont le mandat était échu depuis décembre 2016. Son candidat est Emmanuel Ramazani Shadary, Membre du PPRD et ex-ministre de l'Intérieur qui s'était illustré dans la répression des manifestants qui réclamaient l'organisation des élections à terme échu. Le deuxième camp est la Coalition Lamuka (Réveille-toi), regroupant une vingtaine de partis et ayant désigné, depuis Genève, Martin Fayulu Madidi comme candidat à l'élection présidentielle. Le troisième camp est la Coalition Cap pour le changement (CASH) composée de la puissante machine électorale de l'UDPS et de l'UNC de Vital Kamhere. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est le candidat désigné. Alors que l'équipe de campagne de la Coalition Lamuka, soutenue ouvertement par les multinationales qui font sa publicité en Occident (RFI, TV5 Monde, Financial Times, etc), réclame la révision du fichier électoral et claironne à travers le pays qu'elle n'ira jamais aux élections avec la machine à voter, celle de la Coalition CASH a un slogan simple et nom conflictuel : « Avec ou sans machine à voter nous irons aux élections! ». Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est officiellement proclamé Président de la R.D. Congo dans la nuit du 19 au 20 janvier 2019 et ce, malgré la contestation de la Coalition Lamuka, de la CENCO et de la troïka de l'UA sous la direction de Paul Kagame, la SADC, la GIRL, la CEEA, la CEDEAO, l'IGAD, la CAE, l'ONU, l'UE, l'OIF, etc.). Par ailleurs, le Président élu n'a pas la majorité au parlement;
- la prestation du serment au Palais de la Nation à Gombe le 24 janvier 2019. Après avoir prêté serment et reçu les symboles de la fonction présidentielle, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo parle dans une langue incompréhensible pour l'assemblée présente. Bien que le son ait été coupé pendant quelques minutes, l'auteur interprète cet événement comme une descente du Saint-Esprit sur le nouveau Président, lui conférant ainsi un mandat divin pour sauver le Congo, une **première grande victoire**.
- messe au Stade des Martyrs. Dans ce stade plein à craquer, le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo fait une déclaration de repentance de la R.D. Congo en remettant le peuple entre les mains de Dieu. Contrairement aux régimes précédents impliqués dans des

pratiques satanistes, des assassinats et le bradage des ressources naturelles, le Président choisit de placer Dieu en première place, une décision qui est sa **deuxième victoire** sur les forces du mal.

La troisième section du chapitre aborde les défis auxquels le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a été confronté, notamment la formation d'un gouvernement de coalition, une série de décès dans son entourage et la naïveté de la classe politique congolaise, malgré ses premiers efforts pour libérer les prisonniers politiques et autoriser le retour des exilés politiques tout en promettant de ne pas s'attaquer au passé du régime Kabila.

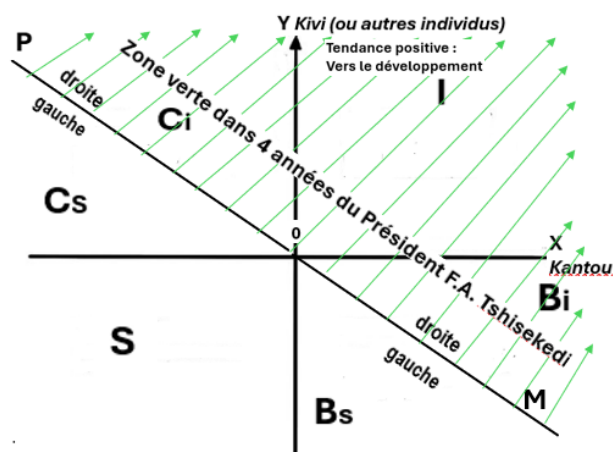
Le gouvernement de coalition est mis en place le 26 août 2029 après neuf mois d'après négociations. L'auteur le qualifie de « *gouvernement de la honte* ». En effet, il compte 66 membres dont le 2/3 sont des personnes ayant prêté serment d'allégeance à l'ancien président J. Kabila et ayant très mal géré le pas pendant 18 ans. Il tombe le 27 janvier 2021, des suites d'une motion de défiance à l'Assemblée nationale pour incompétence notoire. C'est la **troisième victoire** du Chef de l'État sur les forces obscures qui ont plongé le pays dans le gouffre.

Une série de décès mystérieux parmi l'entourage du Chef de l'État et à la présidence a eu lieu entre juin 2019 et juin 2021, avec diverses causes évoquées comme la Covid-19, l'empoisonnement ou des crises cardiaques. Une liste de 20 noms de personnes décédées est fournie, et le texte souligne la force morale exceptionnelle du peuple congolais ainsi que l'aide de Dieu et les prières du peuple qui ont permis au Chef d'État de remporter cette **quatrième victoire** contre cet ennemi invisible.

Pendant les deux premières années de son mandat, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a réussi à déjouer des stratégies concoctées par ses détracteurs au gouvernement, au Parlement, au Sénat et à la Cour constitutionnelle. L'auteur affirme que des gros naïfs sont ceux qui le prennent pour naïf. Le Président *dit ce qu'il va faire et fait ce qu'il a dit*. Il a entre autres, à renverser sans élection, la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale en boutant dehors certains individus conflictuels (Jeannine Mabunda Lioko, Alexis Thambwe Mwamba, Sylvestre Ilunga Ilukamba, Célestin Tunda Ya Kasende, etc.) et à créer l'Union Sacrée de la Nation. Il a réussi ainsi à récupérer l'impérialisme des mains des Kabiliste et déboulonner le système.

Pour Sinaseli Tshibwabwa, comparer le Régime Tshisekedi à celui de Kabila se révèle être un cas à part, avec de nombreuses réalisations en seulement quatre années de pouvoir, notamment le retrait du pouvoir des usurpateurs étrangers, le lancement de programmes de développement local, la libération des prisonniers politiques, l'instauration de la liberté d'expression, la reconnaissance officielle du prophète Simon Kimbangu, le retour de la dépouille d'Etienne Tshisekedi, le renforcement des capacités de la Regideso, le renouvellement du parc d'autobus de Transco, la revitalisation de Congo Airways, la création de Transacademia, la réhabilitation de la SNCC et de l'ONATRA, le début des travaux du port de Banana, la construction et la rénovation d'infrastructures universitaires et scolaires, la gratuité de l'enseignement de base, la maternité gratuite, la couverture de santé universelle, l'inclusion de la Rumba congolaise au patrimoine immatériel de l'UNESCO, la refondation de la police et de l'armée, la mise en place d'une loi de programmation militaire, la rénovation des logements et hôpitaux pour l'armée et la police, la création d'un ministère du numérique, le retour du Congo sur la scène internationale, la transformation des jeunes Kuluna en bâtisseurs, l'augmentation du budget national et des salaires des fonctionnaires, la création de la bourse d'excellence Excellentia et l'équilibrage de la représentativité homme/femme.

Ces réalisations ont été accomplies grâce à la mise en place des mécanismes qui empêchent non seulement les individus stupides d'opérer librement, mais aussi des structures qui entravent fortement les actions des crétiens et des bandits stupides.



La comparaison du graphique représentant les deux régimes (régime Kabila Kabange et celui du régime Tshisekedi Tshilombo) permet de constater que :

- le régime Kabila Kabange était composé en majorité des individus stupides (S) associés aux crétiens (sous-zone Cs) et bandits (sous-zone Bs) tout aussi stupides. Ce qui a plongé le pays dans le gouffre et hypothéqué son intégrité territoriale et son avenir,
- le régime Tshisekedi est compte un fort pourcentage de gens intelligents (Zone I), associé aux crétiens (sous-zone Ci) et bandits (sous-zone Bi) tout aussi intelligents.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus de stupides dans la société congolaise aujourd'hui parce que la deuxième loi fondamentale ne souffre d'aucune exception. L'auteur affirme, cependant, que les gouvernants du régime actuel ont réussi non seulement en tenir en respect la fraction d'individus stupides, mais ils ont en même temps garanti le progrès en produisant assez de gains pour eux-mêmes et pour toute la population.

7. Les défis du régime Tshisekedi

Dans la première section de ce chapitre, intitulée l'héritage socio-économique piégé, l'auteur décrit brièvement les pouvoirs des quatre premiers présidents de la RD Congo en se concentrant sur les paramètres de développement d'un État moderne. Sa compilation des données sur l'évolution des paramètres du développement, tel que perçu par la génération 1950 et l'évolution de la population, lui permet de mettre en évidence l'effondrement de ces paramètres jusqu'à dix unités en dessous de zéro. Ce déclin se traduit par le classement du pays au 164^e rang/174 pays selon l'indice de développement humain-2020.

Dans la deuxième partie, l'auteur identifie deux défis qui lui semblent importants : **les Ressources en Eau douce et l'énergie**. Le premier parce que sans eau il n'y a pas de vie, et le deuxième, parce que se trouvant en amont de tous les projets de développement.

L'auteur situe les enjeux des ressources en eaux douces, *Or bleu du 21^e siècle*, à trois niveaux : mondial, africain et national. Au niveau mondial, Le Conseil Mondial de l'Eau et le PNUE estiment que d'ici 2050, la planète Terre comptera neuf milliards d'humains dont près de $\frac{3}{4}$ vivront en situation de stress hydrique ou de pénurie en eau, sources certaines de conflit entre États. Au niveau africain, la RDC fait face à la convoitise de ses ressources en eau par plusieurs pays. Au niveau national, les ressources en eau font face aux menaces relatives aux exploitations minières artisanales et industrielles et les eaux usées, à l'exploitation forestière pour le bois de chauffe, le charbon et l'exploitation industrielle du bois et de l'utilisation, sans normes, des engrais chimiques et biologiques dans l'agriculture. Pour Sinaseli Tshibwabwa, le grand défi du Chef de l'État sera de créer un ministère dédié exclusivement « **aux ressources en eau douce** ». Ce ministère sera destiné à centraliser tous les problèmes relatifs à ce secteur.

La R.D. Congo a besoin de beaucoup d'énergie pour installer des entreprises d'extraction de ses ressources minières et de leur transformation en produits finis. Pour l'auteur, ce besoin peut être comblé durablement par hydroélectricité. Cette dernière l'emporterait sur le photovoltaïque du

point de vue de la durée de vie (estimée à seulement à 25 ans contre 100 ans), de l’empreinte carbone et de la flexibilité du contrôle. Le défi dans le secteur de l’énergie consiste à faire de la R.D. Congo une puissance énergétique selon sa Constitution et sa Loi no 14/011 du 17 juin 2014 relative au Secteur de l’électricité. C’est donc une obligation légale à laquelle le Chef de l’État ne peut se soustraire.

Analyse critique

L’essai de Sinaseli Tshibwabwa a le mérite d’opérationnaliser le modèle de Carlo Cipolla. L’auteur réussit, par le biais des exemples concrets, à équiper les jeunes et futures cadres du pays d’un puissant outil pratique d’analyse des comportements de ses dirigeants. Ses analyses, appuyées par des graphiques adaptés de Carlo M. Cipolla, sont solides et facilitent la compréhension du modèle. Aussi, les ressources en eaux douces ainsi que l’énergie sont effectivement parmi les défis que le Président Tshisekedi doit relever pour inscrire le pays dans une dynamique de développement durable. Cependant, l’auteur aurait gagné à limiter le recours aux explications normatives. Par exemple, le malaise du président Félix Tshisekedi, survenu lors de la cérémonie de prestation de serment le 24 janvier 2019 serait lié à un étouffement causé par un gilet pare-balles trop serré et non à une quelconque force surnaturelle. Aussi, le débouloonnement du système dictatorial mis en place par son prédécesseur ainsi que d’autres prouesses politiques qu’il a réalisées seraient le résultat d’une stratégie politique à étudier et non des miracles. Par ailleurs, bien que l’essai démontre que les actions des deux régimes sont diamétralement opposées, il n’en demeure pas moins que ces actions sont situées sur une même diagonale et ne se différencient essentiellement que par leur tendance. Dans ce contexte, l’auteur aurait pu évoquer des dynamiques sociales et économiques complexes qui expliqueraient cette antinomie. Enfin, le style de l’auteur est clair et accessible au grand public, ce qui rend l’essai agréable à lire.

Conclusion

L’essai de Sinaseli Tsibwabwa est pertinent et bien documenté. Il offre une autre façon d’analyser les problèmes sociaux, économiques et politiques que traverse la R.D Congo au regard des décisions qui ont été prises par son élite au cours de deux dernières décennies. Malgré le recours à quelques explications normatives, l’essai reste une lecture nécessaire pour ceux qui s’intéressent au comportement de l’élite dans ce pays.